

سكنا من الارض

# Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15942 - 7 F DIMANCHE 28 - LUNDI 29 AVRIL 1996 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Les cours du blé ne cessent de monter  
La politique agricole européenne est contestée

## Air France Europe va fermer ses lignes déficitaires

CHRISTIAN BLANC, PDG du groupe Air France, se propose d'administrer à Air France Europe (ex-Air Inter) une thérapie de choc: l'existence de cette compagnie, estime-t-il, est menacée par la libéralisation du ciel. Devant le comité d'entreprise réuni vendredi 26 avril, il a proposé un plan qui passe par la fermeture des lignes « structurellement déficitaires », la mise en place de « navettes » sur les lignes très fréquentées et l'alignement des conditions de travail et de rémunération du personnel navigant sur la concurrence. M. Blanc a expliqué que ces mesures pourraient permettre à la compagnie d'« échapper à ce scénario de l'effondrement ».

Lire page 12

## Violence plein écran



MALGRÉ quarante années de recherche, les liens entre la violence chez les jeunes et celle qui déferle sur les écrans de télévision et au cinéma sont mal établis. Enquête (pages 2 à 4) dans notre cahier « Télévision, radio, multimédia ».

## Les murs de l'argent



APRÈS la cathédrale d'Evry (Seine-et-Marne), Mario Botta a entrepris, pour le groupe belge Bruxelles-Lambert, d'édifier une banque à Genève. L'architecte suisse, chef de file d'une école du matériau brut, donne à chacune de ses œuvres la forme d'une sculpture.

Lire page 19

Abonnement: 3 DM; Australie-Guyane, 8 F; Autriche, 28 ATS; Belgique, 48 FB; Canada, 2,95 \$ CAN; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 220 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 250 DR; Irlande, 1,00 E; Italie, 2.200 L; Luxembourg, 40 FL; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 PTE; Royaume-Uni, 8 F; Singapour, 350 F CFA; Suède, 15 KSE; Suisse, 2,10 FB; Tunisie, 1 Din; USA, 4,95 \$; USA (hors), 2,50 \$.

M 0146-0428-7.00 F

## Le cessez-le-feu au Liban laisse entier le conflit entre Israël et le Hezbollah

La France participera au groupe de surveillance de l'accord

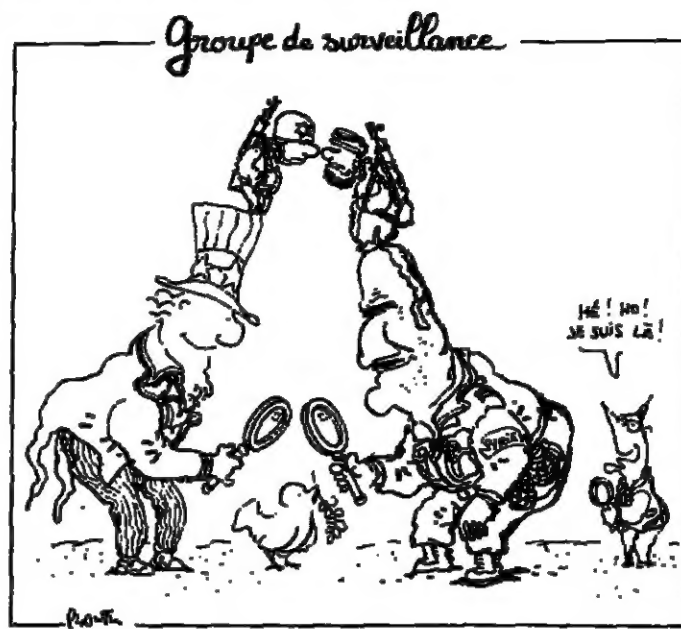
LES CENTAINES de milliers de Libanais déplacés de leurs foyers au Liban sud par seize jours de bombardements israéliens ont commencé à refaire en sens inverse, samedi 27 avril, après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu annoncé la veille à Jérusalem et Beyrouth. Des centaines de voitures où s'étaient entassés les familles et leurs biens ont quitté la capitale et sa banlieue en direction des dizaines de localités qu'elles avaient abandonnées.

L'armée israélienne et le Hezbollah ont continué à tirer jusqu'à l'entrée en vigueur de la trêve, dont l'annonce quasi simultanée par les premiers ministres libanais et israéliens, Rafic Hariri et Shimon Pérès, a été accueillie avec un grand soulagement dans le monde. L'« arrangement » qui a permis l'arrêt des hostilités est une version améliorée d'un accord similaire conclu en 1993, avec cette différence qu'il est écrit et engage directement non plus le Hezbollah, mais le gouvernement libanais.

Un groupe de surveillance est créé, qui comprend les États-Unis, la France, la Syrie, le Liban et Israël. Il veillera à l'application des engagements pris et s'efforcera de circonscrire toute infraction. Le document, qui tourne principalement autour de l'interdiction de tirer de part et d'autre de la frontière, vise à assurer la protection des populations civiles, qui ne doivent pas davantage être prises pour cibles qu'elles ne doivent servir de boucliers. Le droit de légitime défense est reconnu dans les limites des règles d'engagement. Aucune mention n'est faite de la « zone de sécurité » occupée par l'armée israélienne au Liban sud, ce qui équivaut à admettre implicitement le droit du Hezbollah à résister à l'occupation.

Alors que les États-Unis se sont employés avec acharnement à l'écartement du processus de règlement, la France, qui les avait pourtant précédés sur le terrain en déplaçant le ministre des Affaires étrangères, Hervé de Charette, fait partie du groupe de surveillance. Avec l'Union européenne et la Russie, elle est aussi membre d'un comité consultatif chargé de collecter des fonds pour la reconstruction du Liban, dont les États-Unis se sont exclus, laissant une fois de plus les Européens porter seuls la main au portefeuille.

Lire page 2 et notre éditorial page 11



## Pepsi « back in USSR »

DEPUIS que Nikita Khrouchtchev s'était fait photographier en 1959 buvant une bouteille de Pepsi lors d'une exposition américaine à Moscou, le numéro deux des colas avait fait des pays communistes d'Europe, et notamment de la Russie, sa chasse gardée. Position acquise de haute lutte face à Coca-Cola. A partir de 1972, Pepsi a commencé à produire en Russie, tandis que son concurrent se réservait le « monde libre ». Depuis la chute du mur de Berlin, l'image s'est inversée. Coca-Cola, incarnation de l'impérialisme américain devenu symbole de liberté, a poussé ses pions en Europe de l'Est. Boire Pepsi, c'était boire rouge.

En six ans, la firme d'Atlanta est parvenue à dépasser Pepsi en Europe orientale avec une part de marché double. En Russie, le rattrapage a été plus long. Coca affirme être aujourd'hui au coude à coude avec son concurrent, chacun détenant environ 15 % d'un marché évalué à 1 milliard de dollars par an. Mais Pepsi conteste et dit vendre encore deux fois plus de bouteilles que Coca. Quoi qu'il en soit des statistiques, la firme d'Atlanta a décidé de jouer gros. Elle va doubler ses investissements en Russie, les portant à 500 millions de dollars (environ 2,5 milliards de francs) en 1997. Coca-Cola a multiplié par deux la capacité de son usine de Moscou, inauguré une nouvelle unité à Saint-Petersbourg, une autre à Vladivostok, et s'attaque aux anciennes Républiques soviétiques (Turkménistan, Kazakhstan, Azerbaïdjan...) avec un embouteilleur turc, Anadolu.

Pepsi se devait de riposter. Le groupe américain annonce qu'il investira 550 millions de dollars en Russie en cinq ans, construira 11 usines d'embouteillage, 30 lignes de production, 50 entrepôts, achètera 450 camions de livraison. Pepsi affirme qu'elle créera 5 000 emplois indirects dans l'économie russe. Son atout est un nouveau retournement d'image: consommer une boisson assimilée à l'ancien régime n'est plus aussi infamant qu'après la chute de Gorbatchev. L'an dernier, l'émol a été vif parmi les tenants de l'ancien régime lorsque Coca-Cola a pavisé Saint-Petersbourg avec des drapeaux à ses couleurs.

Pepsi, lui, récupère la fibre nationale en adaptant son nouveau logo bleu à l'alphabet cyrillique. Il diffuse un spot publicitaire tourné sur la place Rouge avec le poulpeux top-model américain Cindy Crawford, qui apparaît devant la cathédrale Saint-Basile. La firme devait organiser samedi 27 avril un concert rock sur la place Rouge, retransmis à la télévision, où l'on attendait 200 000 personnes. Pepsi a aussi joint deux cosmonautes russes dans la station orbitale Mir, vantant devant les caméras les mérites de sa nouvelle couleur, le bleu. Le combat continue: les Russes boivent vingt-trois fois moins de cola que les Américains...

Arnaud Leparmentier

## Pas de baisse des impôts en 1997

Jacques Chirac annonce une réduction « draconienne » de la dépense publique et que les impôts ne baisseront pas en 1997. p. 6

## Rigueur à risques en Allemagne

La rigueur annoncée par le chancelier Kohl pour dissuader les entreprises d'investir et les ménages de consommer. p. 4

## L'héritité à Tchernobyl

Les victimes de la catastrophe de Tchernobyl subissent des mutations génétiques héréditaires. p. 18

## Les ravages de la « vache folle »

Trente mille troupeaux ont été atteints en Grande-Bretagne où un nouveau cas suspect de maladie de Creutzfeldt-Jakob a été répertorié chez un jeune homme. p. 24

## Dubrovnik convalescente



Mutilée par la guerre en ex-Yugoslavie, l'ancienne Raguse se remet péniblement de ses blessures. p. 9

## Gouvernement en vue pour l'Espagne

Le gouvernement espagnol pourrait être formé, deux mois après les élections, à la suite d'un accord entre le Parti populaire et les Catalans. p. 4

## Placements

L'assurance-vie, épargne préférée des Français en raison de sa sécurité et de son rendement, dans les pages « Placements » du Monde où l'on retrouve les chroniques habituelles sur les taux, le change, la Bourse. p. 15 à 17

## Le coût du service militaire court

Le ministre de la défense estime qu'un service militaire court serait « inefficace » et coûterait trop cher. p. 7

## Hervé Gayraud au « Grand Jury »

Hervé Gayraud (RPR), secrétaire d'Etat à la Santé et à la Sécurité sociale, est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 28 avril à partir de 18 h 30.

International	2	Aujourd'hui	18
France	6	Agenda	20
Carnet	7	Abonnements	20
Société	8	Météorologie	20
Horizons	9	Mots croisés	20
Entreprises	12	Culture	21
Placements/marchés	15	Radio-Télévision	23

## Le long chemin vers la paix au Proche-Orient

QUAND LE SAGE James Baker, alors à la tête de la diplomatie américaine, mit sur les rails, fin octobre 1991, à Madrid, le premier dialogue sérieux entre Israël et les Arabes, notamment l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), chacun savait que la route serait longue et difficile. Las, la prédiction se révèle tristement exacte: le chemin vers la paix dans la région est parsemé d'embûches, d'obstacles et de conflits les plus divers. C'est un parcours de sang et de larmes, que balisent les attentats du Hamas palestinien en plein Tel Aviv, les attaques à la roquette katoucha du Hezbollah (« le parti de Dieu ») libanais et les répliques d'Israël: fermeture des territoires de Cisjordanie et Gaza, nouvelle et sanglante aventure guerrière au Liban. D'une certaine manière, les événements sont liés. Pour s'y retrouver, sans trop de simplisme, il faut rappeler que la négociation, à épisodes multiples et interruptions fréquentes, qu'Israël et l'OLP poursuivent pour parvenir à une cohabitation acceptable, suscite toujours les mêmes oppositions: celles du Hamas palestinien, bien sûr, de l'Iran aussi, qui influence idéologiquement le Hezbollah libanais, et, dans une certaine mesure, de la Syrie, qui dispose d'une marge de contrôle sur les faits et gestes du même Hezbollah. Le problème est que les remèdes choisis par Israël pour répliquer aux offensives de ce camp du refus n'ont fait que renforcer ledit camp.

Ces deux dernières semaines ont encore fourni la preuve, comme dans un scénario noir sans cesse renouvelé et plus abouti encore cette fois qu'en de précédentes occasions. Quand le Hezbollah libanais, une formation chéite bien implantée dans la population du Sud, tire, début avril, quelques roquettes sur le nord d'Israël, en Galilée, ce n'est pas seulement pour venger l'un des siens tombé lors d'un des nombreux bombardements auxquels se livre régulièrement l'Etat hébreu sur les villages censés abriter les militants du « parti de Dieu ». C'est aussi, à l'approche des élections israéliennes du 29 mai, une manière de provoquer Shimon Pérès, dans l'espoir, sans doute, de déstabiliser un des acteurs principaux du dialogue avec l'OLP.

Alain Frachon et Mouna Naïm

Lire la suite page 11

BEAUMARCHAIS  
l'insolent  
l'homme de l'année !

1 500 000 spectateurs

Fabrice LUCHINI  
Un film de  
Edouard MOLINARO

Montage sonore de l'ensemble des films de  
Sébastien GUTHY

SCIENCE & VIE

Faut-il interdire la viande ?

Un dossier complet sur la viande rouge: faut-il s'en passer ?

Et aussi:

- Les secrets de la cuisine
- Les secrets de la santé
- Les secrets de la beauté
- Les secrets de la mode
- Les secrets de la culture
- Les secrets de la science
- Les secrets de la technologie
- Les secrets de la politique
- Les secrets de la religion
- Les secrets de la philosophie
- Les secrets de la psychologie
- Les secrets de la sociologie
- Les secrets de la géographie
- Les secrets de l'histoire
- Les secrets de l'art
- Les secrets de la littérature
- Les secrets de la musique
- Les secrets de la danse
- Les secrets de la peinture
- Les secrets de la sculpture
- Les secrets de l'architecture
- Les secrets de l'urbanisme
- Les secrets de l'écologie
- Les secrets de l'économie
- Les secrets de la finance
- Les secrets de la banque
- Les secrets de l'assurance
- Les secrets de la fiscalité
- Les secrets de la justice
- Les secrets de la police
- Les secrets de l'armée
- Les secrets de la marine
- Les secrets de l'aviation
- Les secrets de l'espace
- Les secrets de l'océanographie
- Les secrets de la météorologie
- Les secrets de la climatologie
- Les secrets de la géologie
- Les secrets de la biologie
- Les secrets de la médecine
- Les secrets de la pharmacologie
- Les secrets de la chimie
- Les secrets de la physique
- Les secrets de la mathématique
- Les secrets de la logique
- Les secrets de la linguistique
- Les secrets de la psychanalyse
- Les secrets de la psychoanalyse
- Les secrets de la psychiatrie
- Les secrets de la psychologie
- Les secrets de la sociologie
- Les secrets de la géographie
- Les secrets de l'histoire
- Les secrets de l'art
- Les secrets de la littérature
- Les secrets de la musique
- Les secrets de la danse
- Les secrets de la peinture
- Les secrets de la sculpture
- Les secrets de l'architecture
- Les secrets de l'urbanisme
- Les secrets de l'écologie
- Les secrets de l'économie
- Les secrets de la finance
- Les secrets de la banque
- Les secrets de l'assurance
- Les secrets de la fiscalité
- Les secrets de la justice
- Les secrets de la police
- Les secrets de l'armée
- Les secrets de la marine
- Les secrets de l'aviation
- Les secrets de l'espace
- Les secrets de l'océanographie
- Les secrets de la météorologie
- Les secrets de la climatologie
- Les secrets de la géologie
- Les secrets de la biologie
- Les secrets de la médecine
- Les secrets de la pharmacologie
- Les secrets de la chimie
- Les secrets de la physique
- Les secrets de la mathématique
- Les secrets de la logique
- Les secrets de la linguistique
- Les secrets de la psychanalyse
- Les secrets de la psychoanalyse
- Les secrets de la psychiatrie
- Les secrets de la psychologie
- Les secrets de la sociologie
- Les secrets de la géographie
- Les secrets de l'histoire
- Les secrets de l'art
- Les secrets de la littérature
- Les secrets de la musique
- Les secrets de la danse
- Les secrets de la peinture
- Les secrets de la sculpture
- Les secrets de l'architecture
- Les secrets de l'urbanisme
- Les secrets de l'écologie
- Les secrets de l'économie
- Les secrets de la finance
- Les secrets de la banque
- Les secrets de l'assurance
- Les secrets de la fiscalité
- Les secrets de la justice
- Les secrets de la police
- Les secrets de l'armée
- Les secrets de la marine
- Les secrets de l'aviation
- Les secrets de l'espace
- Les secrets de l'océanographie
- Les secrets de la météorologie
- Les secrets de la climatologie
- Les secrets de la géologie
- Les secrets de la biologie
- Les secrets de la médecine
- Les secrets de la pharmacologie
- Les secrets de la chimie
- Les secrets de la physique
- Les secrets de la mathématique
- Les secrets de la logique
- Les secrets de la linguistique
- Les secrets de la psychanalyse
- Les secrets de la psychoanalyse
- Les secrets de la psychiatrie
- Les secrets de la psychologie
- Les secrets de la sociologie
- Les secrets de la géographie
- Les secrets de l'histoire
- Les secrets de l'art
- Les secrets de la littérature
- Les secrets de la musique
- Les secrets de la danse
- Les secrets de la peinture
- Les secrets de la sculpture
- Les secrets de l'architecture
- Les secrets de l'urbanisme
- Les secrets de l'écologie
- Les secrets de l'économie
- Les secrets de la finance
- Les secrets de la banque
- Les secrets de l'assurance
- Les secrets de la fiscalité
- Les secrets de la justice
- Les secrets de la police
- Les secrets de l'armée
- Les secrets de la marine
- Les secrets de l'aviation
- Les secrets de l'espace
- Les secrets de l'océanographie
- Les secrets de la météorologie
- Les secrets de la climatologie
- Les secrets de la géologie
- Les secrets de la biologie
- Les secrets de la médecine
- Les secrets de la pharmacologie
- Les secrets de la chimie
- Les secrets de la physique
- Les secrets de la mathématique
- Les secrets de la logique
- Les secrets de la linguistique
- Les secrets de la psychanalyse
- Les secrets de la psychoanalyse
- Les secrets de la psychiatrie
- Les secrets de la psychologie
- Les secrets de la sociologie
- Les secrets de la géographie
- Les secrets de l'histoire
- Les secrets de l'art
- Les secrets de la littérature
- Les secrets de la musique
- Les secrets de la danse
- Les secrets de la peinture
- Les secrets de la sculpture
- Les secrets de l'architecture
- Les secrets de l'urbanisme
- Les secrets de l'écologie
- Les secrets de l'économie
- Les secrets de la finance
- Les secrets de la banque
- Les secrets de l'assurance
- Les secrets de la fiscalité
- Les secrets de la justice
- Les secrets de la police
- Les secrets de l'armée
- Les secrets de la marine
- Les secrets de l'aviation
- Les secrets de l'espace
- Les secrets de l'océanographie
- Les secrets de la météorologie
- Les secrets de la climatologie
- Les secrets de la géologie
- Les secrets de la biologie
- Les secrets de la médecine
- Les secrets de la pharmacologie
- Les secrets de la chimie
- Les secrets de la physique
- Les secrets de la mathématique
- Les secrets de la logique
- Les secrets de la linguistique
- Les secrets de la psychanalyse
- Les secrets de la psychoanalyse
- Les secrets de la psychiatrie
- Les secrets de la psychologie
- Les secrets de la sociologie
- Les secrets de la géographie
- Les secrets de l'histoire
- Les secrets de l'art
- Les secrets de la littérature
- Les secrets de la musique
- Les secrets de la danse
- Les secrets de la peinture
- Les secrets de la sculpture
- Les secrets de l'architecture
- Les secrets de l'urbanisme
- Les secrets de l'écologie
- Les secrets de l'économie
- Les secrets de la finance
- Les secrets de la banque
- Les secrets de l'assurance
- Les secrets de la fiscalité
- Les secrets de la justice
- Les secrets de la police
- Les secrets de l'armée
- Les secrets de la marine
- Les secrets de l'aviation
- Les secrets de l'espace
- Les secrets de l'océanographie
- Les secrets de la météorologie
- Les secrets de la climatologie
- Les secrets de la géologie
- Les secrets de la biologie
- Les secrets de la médecine
- Les secrets de la pharmacologie
- Les secrets de la chimie
- Les secrets de la physique
- Les secrets de la mathématique
- Les secrets de la logique
- Les secrets de la linguistique
- Les secrets de la psychanalyse
- Les secrets de la psychoanalyse
- Les secrets de la psychiatrie
- Les secrets de la psychologie
- Les secrets de la sociologie
- Les secrets de la géographie
- Les secrets de l'histoire
- Les secrets de l'art
- Les secrets de la littérature
- Les secrets de la musique
- Les secrets de la danse
- Les secrets de la peinture
- Les secrets de la sculpture
- Les secrets de l'architecture
- Les secrets de l'urbanisme
- Les secrets de l'écologie
- Les secrets de l'économie
- Les secrets de la finance
- Les secrets de la banque
- Les secrets de l'assurance
- Les secrets de la fiscalité
- Les secrets de la justice
- Les secrets de la police
- Les secrets de l'armée
- Les secrets de la marine
- Les secrets de l'aviation
- Les secrets de l'espace
- Les secrets de l'océanographie
- Les secrets de la météorologie
- Les secrets de la climatologie
- Les secrets de la géologie
- Les secrets de la biologie
- Les secrets de la médecine
- Les secrets de la pharmacologie
- Les secrets de la chimie
- Les secrets de la physique
- Les secrets de la mathématique
- Les secrets de la logique
- Les secrets de la linguistique
- Les secrets de la psychanalyse
- Les secrets de la psychoanalyse
- Les secrets de la psychiatrie
- Les secrets de la psychologie
- Les secrets de la sociologie
- Les secrets de la géographie
- Les secrets de l'histoire
- Les secrets de l'art
- Les secrets de la littérature
- Les secrets de la musique
- Les secrets de la danse
- Les secrets de la peinture
- Les secrets de la sculpture
- Les secrets de l'architecture
- Les secrets de l'urbanisme
- Les secrets de l'écologie
- Les secrets de l'économie
- Les secrets de la finance
- Les secrets de la banque
- Les secrets de l'assurance
- Les secrets de la fiscalité
- Les secrets de la justice
- Les secrets de la police
- Les secrets de l'armée
- Les secrets de la marine
- Les secrets de l'aviation
- Les secrets de l'espace
- Les secrets de l'océanographie
- Les secrets de la météorologie
- Les secrets de la climatologie
- Les secrets de la géologie
- Les secrets de la biologie
- Les secrets de la médecine
- Les secrets de la pharmacologie
- Les secrets de la chimie
- Les secrets de la physique
- Les secrets de la mathématique
- Les secrets de la logique
- Les secrets de la linguistique
- Les secrets de la psychanalyse
- Les secrets de la psychoanalyse
- Les secrets de la psychiatrie
- Les secrets de la psychologie
- Les secrets de la sociologie
- Les secrets de la géographie
- Les secrets de l'histoire
- Les secrets de l'art
- Les secrets de la littérature
- Les secrets de la musique
- Les secrets de la danse
- Les secrets de la peinture
- Les secrets de la sculpture
- Les secrets de l'architecture
- Les secrets de l'urbanisme
- Les secrets de l'écologie
- Les secrets de l'économie
- Les secrets de la finance
- Les secrets de la banque
- Les secrets de l'assurance
- Les secrets de la fiscalité
- Les secrets de la justice
- Les secrets de la police
- Les secrets de l'armée
- Les secrets de la marine
- Les secrets de l'aviation
- Les secrets de l'espace
- Les secrets de l'océanographie
- Les secrets de la météorologie
- Les secrets de la climatologie
- Les secrets de la géologie
- Les secrets de la biologie
- Les secrets de la médecine
- Les secrets de la pharmacologie
- Les secrets de la chimie
- Les secrets de la physique
- Les secrets de la mathématique
- Les secrets de la logique
- Les secrets de la linguistique
- Les secrets de la psychanalyse
- Les secrets de la psychoanalyse
- Les secrets de la psychiatrie
- Les secrets de la psychologie
- Les secrets de la sociologie
- Les secrets de la géographie
- Les secrets de l'histoire
- Les secrets de l'art
- Les secrets de la littérature
- Les secrets de la musique
- Les secrets de la danse
- Les secrets de la peinture
- Les secrets de la sculpture
- Les secrets de l'architecture
- Les secrets de l'urbanisme
- Les secrets de l'écologie
- Les secrets de l'économie
- Les secrets de la finance
- Les secrets de la banque
- Les secrets de l'assurance
- Les secrets de la fiscalité
- Les secrets de la justice
- Les secrets de la police
- Les secrets de l'armée
- Les secrets de la marine
- Les secrets de l'aviation
- Les secrets de l'espace
- Les secrets de l'océanographie
- Les secrets de la météorologie
- Les secrets de la climatologie
- Les secrets de la géologie
- Les secrets de la biologie
- Les secrets de la médecine
- Les secrets de la pharmacologie
- Les secrets de la chimie
- Les secrets de la physique
- Les secrets de la mathématique
- Les secrets de la logique
- Les secrets de la linguistique
- Les secrets de la psychanalyse
- Les secrets de la psychoanalyse
- Les secrets de la psychiatrie
- Les secrets de la psychologie
- Les secrets de la sociologie
- Les secrets de la géographie
- Les secrets de l'histoire
- Les secrets de l'art
- Les secrets de la littérature
- Les secrets de la musique
- Les secrets de la danse
- Les secrets de la peinture
- Les secrets de la sculpture
- Les secrets de l'architecture
- Les secrets de l'urbanisme
- Les secrets de l'écologie
- Les secrets de l'économie
- Les secrets de la finance
- Les secrets de la banque
- Les secrets de l'assurance
- Les secrets de la fiscalité
- Les secrets de la justice
- Les secrets de la police
- Les secrets de l'armée
- Les secrets de la marine
- Les secrets de l'aviation
- Les secrets de l'espace
- Les secrets de l'océanographie
- Les secrets de la météorologie
- Les secrets de la climatologie
- Les secrets de la géologie
- Les secrets de la biologie
- Les secrets de la médecine
- Les secrets de la pharmacologie
- Les secrets de la chimie
- Les secrets de la physique
- Les secrets de la mathématique
- Les secrets de la logique
- Les secrets de la linguistique
- Les secrets de la psychanalyse
- Les secrets de la psychoanalyse
- Les secrets de la psychiatrie
- Les secrets de la psychologie
- Les secrets de la sociologie
- Les secrets de la géographie
- Les secrets de l'histoire
- Les secrets de l'art
- Les secrets de la littérature
- Les secrets de la musique
- Les secrets de la danse
- Les secrets de la peinture
- Les secrets de la sculpture
- Les secrets de l'architecture
- Les secrets de l'urbanisme
- Les secrets de l'écologie
- Les secrets de l'économie
- Les secrets de la finance
- Les secrets de la banque
- Les secrets de l'assurance
- Les secrets de la fiscalité
- Les secrets de la justice
- Les secrets de la police
- Les secrets de l'armée
- Les secrets de la marine
- Les secrets de l'aviation
- Les secrets de l'espace
- Les secrets de l'océanographie
- Les secrets de la météorologie
- Les secrets de la climatologie
- Les secrets de la géologie
- Les secrets de la biologie
- Les secrets de la médecine
- Les secrets de la pharmacologie
- Les secrets de la chimie
- Les secrets de la physique
- Les secrets de la mathématique
- Les secrets de la logique
- Les secrets de la linguistique
- Les secrets de la psychanalyse
- Les secrets de la psychoanalyse
- Les secrets de la psychiatrie
- Les secrets de la psychologie
- Les secrets de la sociologie
- Les secrets de la géographie
- Les secrets de l'histoire
- Les secrets de l'art
- Les secrets de la littérature
- Les secrets de la musique
- Les secrets de la danse
- Les secrets de la peinture
- Les secrets de la sculpture
- Les secrets de l'architecture
- Les secrets de l'urbanisme
- Les secrets de l'écologie
- Les secrets de l'économie
- Les secrets de la finance
- Les secrets de la banque
- Les secrets de l'assurance
- Les secrets de la fiscalité
- Les secrets de la justice
- Les secrets de la police
- Les secrets de l'armée
- Les secrets de la marine
- Les secrets de l'aviation
- Les secrets de l'espace
- Les secrets de l'océanographie
- Les secrets de la météorologie
- Les secrets de la climatologie
- Les secrets de la géologie
- Les secrets de la biologie
- Les secrets de la médecine
- Les secrets de la pharmacologie
- Les secrets de la chimie
- Les secrets de la physique
- Les secrets de la mathématique
- Les secrets de la logique
- Les secrets de la linguistique
- Les secrets de la psychanalyse
- Les secrets de la psychoanalyse
- Les secrets de la psychiatrie
- Les secrets de la psychologie
- Les secrets de la sociologie
- Les secrets de la géographie
- Les secrets de l'histoire
- Les secrets de l'art
- Les secrets de la littérature
- Les secrets de la musique
- Les secrets de la danse
- Les secrets de la peinture
- Les secrets de la sculpture
- Les secrets de l'architecture
- Les secrets de l'urbanisme
- Les secrets de l'écologie
- Les secrets de l'économie
- Les secrets de la finance
- Les secrets de la banque
- Les secrets de l'assurance
- Les secrets de la fiscalité
- Les secrets de la justice
- Les secrets de la police
- Les secrets de l'armée
- Les secrets de la marine
- Les secrets de l'aviation
- Les secrets de l'espace
- Les secrets de l'océanographie
- Les secrets de la météorologie
- Les secrets de la climatologie
- Les secrets de la géologie
- Les secrets de la biologie
- Les secrets de la médecine
- Les secrets de la pharmacologie
- Les secrets de la chimie
- Les secrets de la physique
- Les secrets de la mathématique
- Les secrets de la logique
- Les secrets de la linguistique
- Les secrets de la psychanalyse
- Les secrets de la psychoanalyse
- Les secrets de la psychiatrie
- Les secrets de la psychologie
- Les secrets de la sociologie
- Les secrets de la géographie
- Les secrets de l'histoire
- Les secrets de l'art
- Les secrets de la littérature
- Les secrets de la musique
- Les secrets de la danse
- Les secrets de la peinture
- Les secrets de la sculpture
- Les secrets de l'architecture
- Les secrets de l'urbanisme
- Les secrets de l'écologie
- Les secrets de l'économie
- Les secrets de la finance
- Les secrets de la banque
- Les secrets de l'assurance
- Les secrets de la fiscalité
- Les secrets de la justice
- Les secrets de la police
- Les secrets de l'armée
- Les secrets de la marine
- Les secrets de l'aviation
- Les secrets de l'espace
- Les secrets de l'océanographie
- Les secrets de la météorologie
- Les secrets de la climatologie
- Les secrets de la géologie
- Les secrets de la biologie
- Les secrets de la médecine
- Les secrets de la pharmacologie
- Les secrets de la chimie
- Les secrets de la physique
- Les secrets de la mathématique
- Les secrets de la logique
- Les secrets de la linguistique
- Les secrets de la psychanalyse
- Les secrets de la psychoanalyse
- Les secrets de la psychiatrie
- Les secrets de la psychologie
- Les secrets de la sociologie
- Les secrets de la géographie
- Les secrets de l'histoire
- Les secrets de l'art
- Les secrets de la littérature
- Les secrets de la musique
- Les secrets de la danse
- Les secrets de la peinture
- Les secrets de la sculpture
- Les secrets de l'architecture
- Les secrets de l'urbanisme
- Les secrets de l'écologie
- Les secrets de l'économie
- Les secrets de la finance
- Les secrets de la banque
- Les secrets de l'assurance
- Les secrets de la fiscalité
- Les secrets de la justice
- Les secrets de la police
- Les



**PROCHE-ORIENT** L'accord de cessez-le-feu annoncé quasi simultanément, vendredi 26 avril, à Jérusalem et à Beyrouth est entré en vigueur, samedi, à l'aube. Cet arrêt des

hostilités a été rendu possible par un « arrangement » conclu entre les parties intéressées au terme d'une navette de plusieurs jours du secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher.

● UN GROUPE DE SURVEILLANCE de la trêve a été formé, qui comprend les Etats-Unis, la France, la Syrie, le Liban et Israël et sera chargé de veiller au respect des engagements et de cir-

conscrire tout incident le plus rapidement possible. ● LES ISRAËLIENS se montrent sceptiques dans la mesure où ils ne trouvent pas dans l'accord de garanties suffisantes contre les ac-

tions du Hezbollah intégriste chiite. Ce dernier se félicite du fait que son droit à la résistance contre Tshahal dans la zone qu'elle occupe au Liban sud a été préservé (lire notre éditorial page 11).

## Le cessez-le-feu au Liban laisse face à face Israël et le Hezbollah

Entré en vigueur samedi 27 avril à l'aube, l'« arrangement » écrit conclu entre les parties au conflit sera notamment surveillé par les Etats-Unis et la France. Il ne mentionne cependant pas un retrait israélien de la « zone de sécurité » au Liban sud et n'interdit pas au « Parti de Dieu » d'y opérer

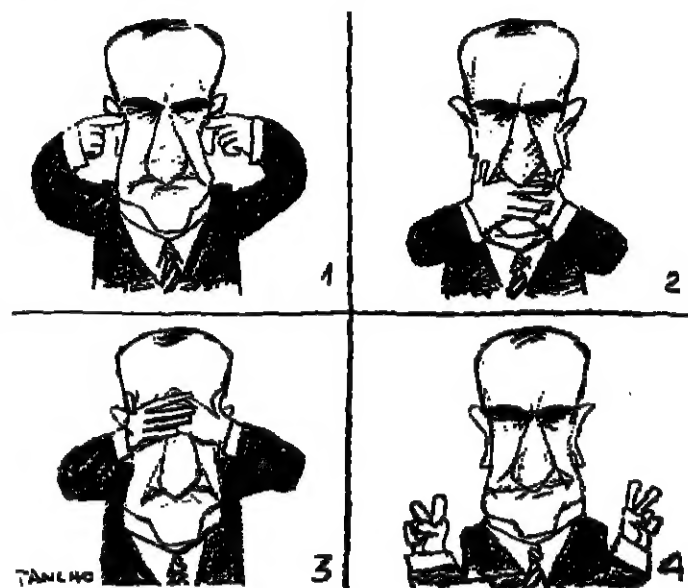
**BEYROUTH**  
de notre envoyée spéciale  
Quelques heures après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu entre le Liban et Israël, samedi 27 avril, à 4 heures locales, des dizaines de milliers d'habitants du Liban sud ont repris la route de leurs villages. Après seize jours d'un conflit qui a fait 164 morts et près de 400 blessés côté libanais et une soixantaine de blessés en Israël, des civils dans leur écrasante majorité, chacun veut croire ici à la pérennité de ce nouvel « arrangement », malgré ses ambiguïtés.

C'est en compagnie du secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, que le premier ministre israélien, Shimon Pérès, a annoncé à Jérusalem ce cessez-le-feu, alors que le premier ministre libanais, Rafic Hariri, en faisait de même quelques instants plus tard à Beyrouth, avec, à ses côtés, le ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette. Chacun avec ses amis de cœur en quelque sorte.

### LETTRES SÉPARÉES

Mise en forme écrite des accords de 1993, qui stipulaient qu'Israël et le parti intégriste chiite du Hezbollah épargneront les civils des deux côtés de la frontière, ce nouvel « arrangement » est renforcé par l'engagement des gouvernements libanais et israélien et la création d'un groupe de surveillance. Composé des Etats-Unis, de la France, de la Syrie ainsi que du Liban et d'Israël, ce groupe veillera à la bonne application de l'accord et empêchera une éventuelle violation de dégénérer en conflit.

Devant le refus de Beyrouth et plus encore de Damas - qui n'est pas, selon ses vœux, partie direc-



tement prenante à l'accord - de signer un quelconque « papier » avec Israël, c'est par des lettres séparées adressées aux Etats-Unis que le Liban et l'Etat juif « approuveront » le texte.

Le document, qui ne mentionne pas directement le Hezbollah, préserve l'essentiel pour le Liban, c'est-à-dire le droit à la résistance dans la zone occupée par Israël au Liban sud. Celle-ci n'est d'ailleurs pas mentionnée dans l'accord, qui interdit toute action militaire contre les civils. Ceux-ci ne doivent pas, en outre, être utilisés comme boucliers pour lancer des opérations. Le droit de légitime défense est, toutefois, reconnu aux deux parties, ce qui peut donner lieu à bien des interprétations.

« Comme on dit, c'est un garçon », a dit M. Pérès pour annon-

cer la fin des hostilités, tandis que M. Christopher soulignait que ces accords « écrits et mis au point lors de discussions détaillées avec Israël et le Liban, et en consultation directe avec la Syrie, devaient être plus durables et moins sujets à divergences que ceux de 1993 ».

### QUELLE FRANCO-AMÉRICAINE

M. Hariri a pour sa part confirmé que « le Hezbollah gardait le droit de combattre Israël dans la partie occupée du territoire libanais, mais n'avait absolument pas le droit de tirer la moindre roquette sur le territoire israélien. Comme nous l'avons dit dès le premier jour, le problème du Hezbollah ne peut être réglé par la force et ne l'a pas été, a-t-il ajouté. La résistance existe dans un cadre qui sert les intérêts supérieurs de l'Etat libanais ».

« C'est une victoire des bâtisseurs de la paix », a affirmé M. de Charette, qui laisse espérer que les négociations israélo-syriennes et israélo-libanaises reprendront prochainement dans un contexte favorable.

Négocié avec l'aide de la France, dont le chef de la diplomatie a passé treize jours dans la région, cet accord a été obtenu à l'arraché par les Etats-Unis, après une navette ininterrompue de M. Christopher, qui aura eu, en une semaine, plus de vingt heures d'entretiens avec le président syrien, Hafez El Assad. Jusqu'au bout, toutefois, la querelle franco-américaine sur la paternité de cet « arrangement » aura marqué les tractations diplomatiques. Beau joueur, M. de Charette a « félicité » le secrétaire d'Etat, tout en précisant que l'« arrangement » obtenu reprenait pour « l'essentiel » des idées françaises.

M. Christopher s'est contenté de remercier ses « collègues ministres », affirmant en outre que ce n'est que « lors des discussions finales » que la France avait été incluse dans le groupe de surveillance. Il a tenu à préciser que les Etats-Unis entendaient « prendre la direction » de ce groupe, qui sera formé « dans un avenir très proche » et qui devrait, selon lui, être assisté « d'experts techniques » sur le terrain.

C'est sur l'insistance de la Syrie et du Liban que Paris doit sa participation à ce groupe et M. Hariri a rendu, vendredi, un vibrant hommage à la France et à Jacques Chirac. « Le président Assad est un ami du Liban. Nous sommes des voisins, et des relations étroites et anciennes lient nos deux pays, mais nous avons découvert en la personne du président Jacques Chirac

un ami véritable qui a fait tout ce qui était nécessaire pour parvenir à un cessez-le-feu », a affirmé le premier ministre, avant d'ajouter, « le peuple libanais ne l'oubliera jamais ».

M. Hariri sort renforcé de ce conflit, au cours duquel il a fait entendre la voix du Liban, parde préférence à l'accord, ce qui n'était pas le cas, en 1993, dans les mêmes circonstances. Certes, ce droit lui a été concédé par la Syrie, qui reste l'interlocuteur principal dans les

### M. Chirac se réjouit

« des efforts de tous »

Jacques Chirac s'est « réjoui », vendredi 26 avril, à Amiens, « et du plus profond de son cœur », de la cessation des combats au Liban. « Je me réjouis que les efforts de tous, puisque tout le monde s'y est mis, les Etats-Unis, l'Union européenne, les parties au conflit, Israël, le Liban et la Syrie, aient permis de sortir de cette crise », a ajouté le président. « L'arrangement qui a été conclu me paraît un bon arrangement, a-t-il ajouté. Il permettra aux civils de part et d'autre de la frontière de vivre en sécurité, à tous ceux qui ont dû fuir leur habitat d'y revenir en sécurité et, par là même, permettra la poursuite du processus de paix, notamment entre Israël et le Liban et Israël et la Syrie ». Le président a rappelé que la France a été la première à apporter sa contribution à l'apaisement, « à laquelle se sont ajoutées ensuite celles des Etats-Unis et de l'Union européenne, à la recherche d'une solution ».

Françoise Chépiaux

## Un « arrangement » qui laisse sceptiques beaucoup d'Israéliens

### JÉRUSALEM

de notre correspondant  
« Mais enfin, que voulez-vous de plus ? C'est un arrangement, ce n'est pas la muraille de Chine ! » Face au journaliste qui, deux heures après l'annonce du cessez-le-feu, l'interroge en direct, vendredi 26 avril dans la soirée, à la télévision nationale, Shimon Pérès est sur le point de perdre son calme. Le premier ministre est venu expliquer au pays qu'Israël sort « apaisé et beaucoup plus fort » de la massive démonstration de force que son armée a menée pendant seize jours au Liban. Il estime que le nouvel « arrangement » négocié par les Etats-Unis, la France, la Syrie et le Liban est « totalement différent » du précédent et que l'Etat juif en sort « renforcé ».

Le journaliste, à l'instar de la plupart des experts qui défilent, toute la soirée, sur les médias audiovisuels, ne semble pas d'accord. Il évoque ce qui remplit les colonnes des journaux depuis quelques jours déjà. La capacité militaire des combattants

du Hezbollah n'a pas été sérieusement atteinte. En seize jours d'affrontements, et en dépit des 13 000 obus tirés côté israélien, des 1 200 raids aériens qui ont rasé des villages, causé la mort de 164 libanais, essentiellement des civils, et fait près de 400 blessés, la résistance islamique a réussi à tirer plus de 700 roquettes Katioucha, dont 500 sur le nord d'Israël, faisant une soixantaine de blessés, légers pour la plupart, et endommageant plus d'un millier d'habitations à Kyrat Shmona, la localité frontalière la plus touchée par les événements.

### UNE ENTÈRE LIBERTÉ D'ACTION

« Finalement, on est revenu à la case départ, non ? » - « Pas du tout », rétorque M. Pérès. Cette fois, l'arrangement est écrit. Cette fois, la Syrie, le Liban, les Etats-Unis et la France sont parties prenantes. Le Hezbollah ne pourra plus tirer sur le territoire d'Israël. S'il le fait, nous riposterons. Mais il prendra le risque de provoquer un conflit auquel les Etats-Unis et la France seront mêlés. Pour

le reste, « Israël conserve une entière liberté d'action » dans la zone qu'il occupe depuis dix-huit ans au Liban sud, en violation des résolutions des Nations unies, et dont le nouvel « arrangement » ne mentionne même pas l'existence. Israël « n'aura plus de raison » d'occuper 11 % du territoire libanais « lorsque le Hezbollah aura été démantelé ».

En attendant, les combattants du Parti de Dieu conservant leur droit à résister à l'occupant, les affrontements continueront, mais uniquement dans la zone que les Israéliens nomment « de sécurité ». Et c'est bien ce qui chagrine énormément le chef de l'opposition de droite, Benjamin Netanyahu. « En clair, explique-t-il, le Hezbollah pourra continuer d'attaquer nos soldats (dans la zone) et se réfugier ensuite dans les villages adjacents, où nous n'aurons plus le droit de riposter sous prétexte qu'il y a des civils. Pour lui, comme pour la majorité des 22 000 habitants de Kyrat Shmona, une ville très Likoud qui, par la voix de son maire et celle de quelques cen-

taines de ses administrés, a fait entendre sa colère dès vendredi soir, les choses sont claires : le nouvel « arrangement » « conduira tôt ou tard à une nouvelle escalade ».

### EMBOURBEMENT

Carnage de Cana ou pas, s'il avait été le premier ministre, M. Netanyahu aurait « continué les opérations jusqu'à leur terme normal, c'est-à-dire jusqu'à la destruction du Hezbollah ». Ses deux principaux alliés électoraux, les anciens généraux Ariel Sharon et Rafail Eytan, ne préconisent-ils pas l'extension de la « zone de sécurité » jusqu'à la rivière Litani, plusieurs dizaines de kilomètres au nord de l'actuelle frontière ?

M. Pérès, dont on dit dans les ambassades occidentales qu'il cherchait désespérément à sortir du piège dans lequel, pour des raisons largement électorales, il s'est embourbé, a préféré mettre un terme à ce conflit avant qu'il ne dégénère plus gravement encore. Le premier ministre, qui

commençait à perdre le soutien des Arabes israéliens (12 % de l'électorat), choqués par le massacre de Cana, « a besoin d'au moins cinq semaines de calme pour faire sa campagne », dit-on dans son entourage. Il souhaitait aussi pouvoir se présenter devant l'assemblée générale de l'Aïpac, le principal groupe de pression juif américain, auquel il s'adressera dimanche à New York, en compagnie de Bill Clinton, avec la question libanaise derrière lui.

Selon Naboum Barna, le prestigieux commentateur du Yedioth Aharonot, premier quotidien d'Israël, « le plan militaire qui avait été présenté au premier ministre trois semaines avant le début des opérations [à un moment où le Hezbollah avait tué plusieurs soldats israéliens dans la « zone de sécurité » mais n'avait pas encore tiré de roquettes sur le nord d'Israël] envisageait une opération en quatre étapes, la dernière terrestre ». Le carnage de Cana aurait tout changé.

Patrice Claude

## Les civils ne doivent plus être « la cible d'attaques »

L'« ARRANGEMENT » en vertu duquel un cessez-le-feu est entré en vigueur au Liban, samedi 27 avril, trace les limites de l'engagement militaire entre Israël et le Hezbollah libanais, bien que ce dernier ne soit pas nommé. Cet « arrangement » dispose que : « Les Etats-Unis considèrent qu'après des discussions avec les gouvernements d'Israël et du Liban, et en consultation avec la Syrie, le Liban et Israël mettront en œuvre les dispositions suivantes :

1 - Les groupes armés au Liban n'effectueront pas d'attaques contre Israël à l'aide de Katioucha ou d'aucun type d'armement.  
2 - Israël et ceux qui coopèrent avec lui ne procéderont pas à des tirs avec aucun type d'armement contre des civils ou des ob-

jectifs civils au Liban.

3 - Plus généralement, les deux parties s'engagent à faire en sorte qu'en aucune circonstance des civils ne soient la cible d'attaques et que les zones habitées par des civils et les installations industrielles et électriques ne soient utilisées comme point de lancement des attaques.

4 - Sans que cela viole l'arrangement, aucune disposition de cet arrangement ne pourra empêcher une partie d'exercer le droit de légitime défense.

Un groupe de surveillance est établi, formé des Etats-Unis, de la France et de la Syrie ainsi que des parties, le Liban et Israël. Sa tâche consistera à surveiller la mise en œuvre de l'arrangement énoncé ci-dessus. Les plaintes seront soumises au groupe de surveillance. En cas d'allégation de violation de l'arrangement, la partie soumettant la plainte devra le faire dans les vingt-quatre heures. Les procé-

dures de traitement des plaintes seront établies par le groupe de surveillance.

Les Etats-Unis organiseront aussi un groupe consultatif, formé de la France, de l'Union européenne, de la Russie et d'autres parties intéressées, dans le but de pourvoir aux besoins de reconstruction du Liban.

Il est reconnu que l'arrangement destiné à mettre fin à la crise actuelle entre le Liban et Israël ne saurait se substituer à une solution permanente. Les Etats-Unis comprennent l'importance de la réalisation d'une paix globale dans la région. A cette fin, les Etats-Unis proposent la reprise des négociations entre la Syrie et Israël et entre le Liban et Israël à une date qui doit être agréée, avec pour objectif d'atteindre une paix globale. Les Etats-Unis considèrent qu'il est souhaitable que ces négociations soient menées dans un climat de stabilité et de tranquillité.

## La revendication du GIA n'apaise pas l'inquiétude sur le sort des moines français enlevés en Algérie

### LE COMMUNIQUÉ

numéro 43 du Groupe Islamique armé (GIA), signé par son chef présumé Abou Abderrahmane Zitouni, alias Djamel Zitouni, qui a revendiqué, vendredi 26 avril, l'enlèvement, un mois auparavant, des sept moines français du monastère de Tibhirine, près de Médéa, s'il a suscité « la joie et l'inquiétude » de la communauté chrétienne locale et la perplexité des autorités françaises, n'a pas réussi à briser le black-out observé par le gouvernement algérien.

Après un long mois de silence sur le sort réservé aux religieux, le communiqué, publié par le journal saoudien El-Hayat, sous réserve d'authentification, assure que les religieux sont « toujours vivants » et dévoile, enfin, l'objectif de l'opération en demandant à Paris de les échanger contre un nombre indéterminé de « prisonniers » islamistes,

détenus dans les prisons françaises, et à Alger, contre l'un de ses anciens chefs, Abdelhak Layada, condamné à mort et incarcéré depuis juillet 1993, après son extradition du Maroc, où il s'était réfugié.

Mais des questions restent en suspens. Pourquoi le GIA a-t-il mis aussi longtemps à revendiquer le rapt ? Pourquoi les autorités algériennes se sont-elles contentées d'affirmer, à intervalles réguliers, qu'à l'appui de leurs opérations de ratissage dans la région de Médéa, elles étaient « sur une bonne piste » ?

D'autre part, l'enlèvement des sept moines peut s'insérer dans la lutte sanglante que se livrent, au sein du GIA, des groupes plus ou moins autonomes. A tout le moins, l'action menée à Tibhirine, quels qu'en soient les auteurs, est un camouflet infligé à l'Armée islamique du salut (AIS) qui opère dans la ré-

gion. L'ex-FIS a condamné, à plusieurs reprises, l'opération et exige la libération des religieux.

Dans un communiqué parvenu, vendredi, au Monde, « l'émir » Ali Bendjora, responsable de « la phalange de la fidélité », a condamné le rapt et révoqué de l'AIS avait pris le monastère de Notre-Dame de l'Atlas sous sa protection. « L'ancien émir de l'AIS de la région de Médéa, Salah Attia [tué il y a environ deux ans], s'est engagé à assurer la sécurité et la protection des moines, précise le texte. La phalange de la fidélité (...) se considère liée par ce pacte unilatéral conclu par Attia ». Ali Bendjora déplore que « des groupes dévoyés [aient] porté atteinte à cet engagement » en procédant à un enlèvement « contraire aux lois et aux principes islamiques ».

Ali Habib



## L'Inde vote à l'issue d'une campagne marquée par les thèmes nationalistes

Le scrutin pourrait déboucher sur la formation d'un gouvernement de coalition

Les électeurs indiens sont conviés à se rendre aux urnes à partir de ce samedi 27 avril pour des élections législatives qui s'étaleront, en trois

échelons, jusqu'au 7 mai. Au Cachemire, le scrutin s'achèvera, le 30 mai. Alors que le Parti du Congrès est sérieusement menacé par les na-

tionalistes hindous du BJP (Parti du peuple indien), aucune formation ne semble en mesure d'enlever la majorité absolue de l'Assemblée.

NEW DELHI  
de notre correspondant

L'Inde se rend aux urnes à partir de ce samedi 27 avril. Pour la première fois depuis l'indépendance du pays, ces élections législatives vont être organisées sans la présence d'un membre de la dynastie des Nehru-Gandhi. Depuis son accession à la tête du gouvernement, en 1991, P. V. Narasimha Rao, qui est aussi le chef du Parti du Congrès, aura démontré non seulement que la présence au pouvoir d'un Gandhi n'était pas une donnée incontournable, mais aussi qu'il fallait en finir avec cet héritage.

Économiquement, M. Rao a lancé son pays sur la voie de l'économie de marché, et ses adversaires lui reprochent d'avoir pris quelques libertés avec l'idéologie « socialiste » et « non alignée » de ses prédécesseurs. Il est vrai que le premier ministre est arrivé aux affaires dans un contexte de mutation : l'allié soviétique a disparu, la philosophie de l'autosuffisance économique n'a plus lieu d'être, et il a bien fallu faire quelques concessions à la « globalisation » en signant les accords du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). En outre, des révisions diplomatiques se sont imposées, surtout à l'égard des États-Unis, longtemps considérés comme une sorte de « grand Satan » dans ce pays qui fut à

l'avant-garde du tiers-monde militant. M. Rao aura pleinement symbolisé cette transition.

L'enjeu de ce scrutin ne porte toutefois pas sur cette « révolution » économique d'inspiration libérale dont les acquis ne sont contestés par aucun des vainqueurs potentiels. Beaucoup d'Indiens n'ont plus confiance dans leurs hommes politiques, et les grands thèmes mobilisateurs ont perdu de leur poids. Les électeurs se soucient beaucoup plus de voter pour des candidats capables d'être à la hauteur de leurs désirs dans un pays où obtenir une ligne de téléphone tient encore du cauchemar et où les prix restent trop élevés pour les revenus des classes moyennes ou inférieures.

LE « SÉCULARISME » MALINÉ

Les scandales financiers et autres affaires de pots-de-vin qui ont émaillé le mandat de M. Rao auront largement contribué à cette perte de crédibilité. Idéologiquement parlant, les 590 millions d'électeurs ont toutes les raisons de douter : le Parti du Congrès, naguère défenseur farouche de la politique « séculaire », c'est-à-dire d'une laïcité à l'indienne où toutes les communautés religieuses seraient traitées à égalité – du respect des minorités (notamment les musulmans) et de la justice sociale, fait aujourd'hui piètre figure pour nombre de ses

anciens fidèles. Le « sécularisme », en effet, fortement souffert des affrontements interconfessionnels qui ont accompagné la campagne électorale, en 1991, par les extrémistes hindous contre la mosquée d'Ayodhya, dans le nord de l'Inde. M. Rao s'était alors montré incapable de protéger les musulmans. La justice sociale, elle, a été malmenée alors que de nombreux Indiens estiment que la libéralisation économique a creusé le fossé entre riches et pauvres. Le Parti du Congrès a ainsi perdu beaucoup de ce qui faisait sa spécificité. Le « vote musulman » et celui des basses castes, ses traditionnels soutiens, risquent maintenant de lui échapper.

Sur l'aile droite de l'échiquier, le Parti du peuple indien (BJP), la formation des nationalistes hindous, n'a cessé de monter en puissance depuis le début des années 90, mais souffre, lui aussi, d'un déficit de crédibilité. Rivalités internes et luttes intestines ont terni l'image de cette formation, qui reste, aux yeux des libéraux, une menace pour l'idéologie de tolérance des pères fondateurs de la République.

Car tel semble bien être l'enjeu de ce scrutin : le BJP entend diriger une Inde où la majorité hindoue (80 % de la population) « retrouverait ses droits » et où, globalement, les minorités devraient se plier à l'idéologie du plus grand nombre.

Bruno Philip

## Le vice-président de l'Assemblée nationale vietnamienne assigné à résidence

BANGKOK  
de notre correspondant en Asie du Sud-Est  
L'assignation à résidence du vice-président de l'Assemblée nationale vietnamienne, Tran Xuan Bach, a été décidée par le bureau politique du PC, qui avait été promu au bureau politique en 1994. Cette sanction exceptionnelle, prise lors du dixième plénum du comité central réuni, du 12 au 20 avril, dans la capitale, et reconnue officiellement, vendredi 26 avril, traiterait plutôt la résurgence d'un débat sur l'orientation et, surtout, le contrôle du PC à trois ou quatre mois de son huitième congrès. Aucune mesure d'une telle sévérité n'avait été prise depuis mars 1990, lorsque Tran Xuan Bach avait continué de plaider en faveur d'un rapport sur une perestroïka après le rejet de ce dernier par le

bureau politique. Mais M. Bach, favorable à des réformes politiques, n'avait été expulsé que du bureau politique et du comité central du PC. En outre, aucune rumeur douteuse n'avait alors couru sur son « passé ». Le chef de Ha Pham est un ancien secrétaire particulier de Le Duan, qui avait tenu d'une main de fer le PC pendant trente ans, Ha Pham, qui est vice-président de l'Assemblée nationale, a un profil de conservateur. Or, la ligne manifestée, ces derniers mois, par la direction communiste de renforcer son contrôle sur le pays donne l'impression que l'aile conservatrice du PC dispose toujours d'une influence prédominante.

D'un autre côté, cette décision laisse penser qu'un consensus sur la direction à désigner par

le huitième congrès n'est pas acquis. Voilà quelques semaines, il avait été question de reconduire jusqu'à une conférence nationale du PC, à tenir sans doute en 1998, la tribune au pouvoir depuis 1991 (Do Muoi, secrétaire général du PC, Le Dui Anh, chef de l'Etat et ministre des affaires étrangères, et Vo Van Kiet, premier ministre et numéro trois). Que l'expulsion de Ha Pham, l'un des plus jeunes membres du bureau politique et son numéro seize (sur dix-sept membres), ait été décidée sans attendre le congrès, semble indiquer que toutes les hypothèses sont désormais permises avec pour effet un éventuel report de plusieurs semaines d'un congrès prévu à la fin de juin.

Jean-Claude Pomonti

## L'ANC domine la vie politique sud-africaine

Deux ans après les élections, le Parti national est affaibli par les défections et l'Inkatha marginalisé

JOHANNESBURG  
de notre envoyé spécial

Deux ans après l'élection de Nelson Mandela à la tête du pays, l'AFRIQUE du Sud a tourné la page de l'apartheid. Certes, les conditions de vie de la population n'ont pas vraiment changé depuis le 27 avril 1994. Les Noirs, dans leur majorité, sont aussi pauvres et l'économie est aux mains des Blancs, mais tous s'accordent à trouver que rien n'est plus vraiment comme avant. Les perdants ont accepté leur défaite et les vainqueurs ont fait de la réconciliation nationale leur credo.

Les élections municipales du 1<sup>er</sup> novembre 1995 ont confirmé la prééminence du Congrès national africain (ANC). Avec les deux tiers des suffrages exprimés, le parti du président Mandela a enlevé haut la main ce scrutin. Le Front de la liberté (FF) de l'ancien général Constand Viljoen, qui continue de militer pour la création d'un utopique Etat blanc au sein de l'Afrique du Sud, a rallié bon nombre d'ultras. Le Parti conservateur (CP), après avoir boycotté les élections d'avril 1994, n'a pas réussi son retour en politique. Les irréductibles du Mouvement de résistance africain (AWB) d'Eugène Terreblanche en sont réduits à de pitoyables gesticulations devant les tribunaux où certains des leurs comparaissent. A l'autre bout de l'échiquier, le Congrès panafricain (PAC), miné par des dissensions et des scandales, ne s'est pas remis de ses revers électoraux.

Le Parti démocrate (DP), havre des libéraux blancs anglophones,

a un peu élargi son audience, mais ne réussit pas à trouver sa place sur la scène politique. Le destin du Parti national (NP) de l'ancien président Frederik De Klerk est depuis le 1<sup>er</sup> mars entre les mains de Roelf Meyer, qui a quitté le gouvernement d'union nationale pour restructurer cette formation avant l'échéance présidentielle de 1999. Tâche d'autant plus délicate que les défections vont bon train, les plus conservateurs rejoignant les rangs du FF et les libéraux, ceux de l'ANC. M. Meyer doit donc endiguer l'hémorragie, et, comme le souhaite M. De Klerk, faire du NP une machine électorale « capable de marcher sur les plates-bandes de l'ANC ».

UNE NATION ARC-EN-CIEL

L'Inkatha, le parti à dominante zoulou du chef Mangosuthu Buthezi, arrivé en troisième position derrière l'ANC et le NP aux élections d'avril 1994, est marginalisé en dehors de son fief du KwaZulu-Natal. Ministre de l'intérieur dans le gouvernement central, M. Buthezi milite pour l'autonomie de sa province. Fréquemment mis en cause pour la collusion de sa formation avec l'ancien pouvoir blanc, il joue un rôle déterminant dans la guerre larvée qui oppose ses fidèles aux militants de l'ANC dans le KwaZulu-Natal, seule région du pays – avec la ville du Cap – où les élections municipales n'ont pu être organisées ; elles devraient l'être le 29 mai.

En deux ans, l'ANC a connu sa suprématie. A preuve la récente nomination de Trevor Manuel, un

métis, au poste de ministre des finances, jusqu'alors occupé par des technocrates blancs sans affiliation politique. Cette promotion n'a été contestée ni à l'extérieur ni à l'intérieur du gouvernement, dont la cohésion réside au temps. Placé sous l'autorité morale de M. Mandela et la direction effective du premier vice-président, Thabo Mbeki, le gouvernement d'union nationale, où l'ANC, le NP et l'Inkatha sont représentés, fonctionne sur le principe du consensus.

M. Mandela se plaît à présenter l'Afrique du Sud comme une « nation arc-en-ciel ». Soucieux de symbolique, il a rendu visite à l'ancien président Pieter Botha et à Bettie Verwoerd, la veuve du fondateur de l'apartheid. « Il y a beaucoup à faire pour parvenir à la réconciliation entre Blancs et Noirs. Ce que je fais n'est pas grand-chose. J'aimerais pouvoir faire beaucoup plus, a-t-il déclaré au magazine Living Africa, à paraître en mai. On ne doit pas sous-estimer la peur des Blancs, ni en jouer ».

La communauté blanche, qui, dans sa majorité, lui fait confiance, s'inquiète de sa succession. Mais le « Vieil Homme » a déjà choisi son dauphin, M. Mbeki. Si celui-ci ne fait pas l'unanimité dans la communauté noire – les radicaux lui reprochent son libéralisme et ses bonnes relations avec l'Occident –, il ne soulève pas d'opposition majeure au sein de l'ANC, où aucun des autres candidats potentiels n'est en mesure de prendre suffisamment d'énergie d'ici à 1999, estime Tom Lodge, chef du département des sciences

politiques de l'université de Witwatersrand. C'est un homme doué, compétent et diplomate. Son seul défaut serait peut-être de vouloir éloigner les personnalités trop fortes des cercles du pouvoir ».

M. Mbeki, qui fait office de chef de gouvernement, et l'équipe en place ont fait « des efforts en direction des plus démunis », constate M. Lodge, et notamment dans la santé, l'éducation, la distribution de l'eau et de l'électricité. Dans ces domaines, le gouvernement a fait du travail. Il a eu moins de réussite avec les milieux d'affaires, qu'il n'a pas su convaincre de travailler à la mise en œuvre du Programme de reconstruction et de développement (RDP).

Le parti de M. Mandela contrôle tous les postes de décision. La nouvelle Constitution qui sera adoptée, le 8 mai, par le Parlement réuni en Assemblée constituante porte, elle aussi, le sceau de l'ANC. C'est « un texte, constate M. Lodge, bien pensé, consensuel, d'essence fédéraliste, qui laisse de l'espace à toutes les communautés, contient de solides garde-fous, mais est certainement trop détaillé ». La culture du dialogue et du consensus qui, jusqu'alors, a fait la force de l'ANC, s'estompe. « Il n'y a plus l'opposition interne forte d'antan, constate cet universitaire, alors que la capacité de mobilisation de l'opposition externe est elle-même très faible ». L'Afrique du Sud se retrouvera-t-elle bientôt en situation de « monopartisme démocratique ».

Frédéric Fritscher

## L'ONU adopte des sanctions contre le Soudan

NEW YORK. Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, vendredi 26 avril, des sanctions contre le Soudan qui visent à obtenir l'extradition d'islamistes soupçonnés d'être liés à la tentative d'assassinat du président égyptien Hosni Mubarak, en juin dernier, à Addis Abeba (Ethiopie). Ces mesures ont été adoptées par treize voix pour et deux abstentions, celles de la Russie et de la Chine. Les États-Unis avaient déployé beaucoup d'efforts pour obtenir des sanctions plus dures contre Khartoum, avec notamment un embargo aérien et sur les armes. Mais pratiquement tous les autres membres du Conseil étaient hostiles à ce projet. L'ambassadeur américain, Edward Gnehm, a affirmé devant le Conseil que son pays « ne croit pas que les sanctions proposées par la résolution soient suffisantes pour convaincre le gouvernement soudanais de cesser son patronage du terrorisme international ».

## Les Tchèques ouvrent les archives de la police communiste

PRAGUE. Six ans après la « révolution de velours » et à un mois des élections législatives, le Parlement tchèque a approuvé, vendredi 26 avril, l'ouverture des archives de la police secrète communiste (StB) à ceux qui souhaitent consulter leur dossier constitué entre 1948 et 1989. Cette mesure, longtemps réclamée par de nombreuses victimes de la StB, permettra à quelque 60 000 personnes de connaître leurs dénonciateurs et les informations rassemblées sur leur compte. Dans les 150 000 autres dossiers, partiellement détruits, ne figurent plus que l'une des trois indications suivantes : « ennemi de l'Etat », « candidat à la collaboration » ou « agents ». (Corresp.)

AFRIQUE

■ ZAIRE : la France a annoncé, vendredi 26 avril, qu'elle allait reprendre partiellement sa coopération avec le Zaïre, suspendue, depuis cinq ans, en raison de violations des droits de l'homme. Cette décision a été prise à l'issue d'une rencontre, la veille, à Paris, entre le maréchal Mobutu Sese Seko – qui avait auparavant été reçu par Jacques Chirac – et le ministre délégué à la coopération, Jacques Godfrain. (AFP/Reuters.)

■ NIGERIA : le Groupe d'action ministériel du Commonwealth qui vient de recommander une série de sanctions à l'encontre de la junte nigérienne a accordé à celle-ci un délai de trente jours pour dépecher une délégation « à Londres ou ailleurs » afin de défendre sa position, a-t-on appris, jeudi 25 avril, de sources diplomatiques à Lagos. (AFP)

ASIE

■ CHINE-RUSSIE : la Russie, la Chine et trois anciennes Républiques soviétiques d'Asie centrale (le Tadjikistan, le Kazakhstan et le Kirghizistan) ont signé, vendredi 26 avril, à Shanghai, un accord de « confiance mutuelle » à leurs frontières (Le Monde du 27 avril). (AFP)

EUROPE

■ BIÉLORUSSIE : des dizaines de personnes ont été blessées, vendredi 26 avril à Minsk, lors de violents affrontements entre la police et environ cinquante mille manifestants venus marquer le dixième anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl. (AFP)

■ ITALIE : Paolo Berlusconi, frère de Silvio Berlusconi, a été condamné, vendredi 26 avril, pour corruption par le tribunal de Milan à une peine de deux ans et demi de prison dans l'affaire de la Cariplo, la plus importante caisse d'épargne d'Italie. (AFP)

ÉCONOMIE

■ ÉTATS-UNIS-CHINE : à la suite d'une demande du secrétaire d'Etat, Warren Christopher, l'Eximbank a différé les nouveaux prêts et les garanties de prêts à la Chine, a annoncé, vendredi 26 avril, un porte-parole de la Banque. (AFP)

■ ÉTATS-UNIS-ONU : la contribution américaine aux Nations unies pour 1996 a été fixée à 134 millions de dollars pour le maintien de la paix et 198 millions pour les organisations internationales, a annoncé, vendredi 26 avril à Oslo, l'ambassadeur des États-Unis à l'ONU, Madeleine Albright. Un plan en cinq ans doit permettre le paiement des arriérés. (AFP)

■ BRÉSIL : un programme gouvernemental de 9 milliards de dollars de prêts pour des travaux d'infrastructure, notamment dans les transports et la tourisme, afin de créer 3 millions d'emplois d'ici à la fin de 1996, va être lancé lundi 29 avril, a annoncé un porte-parole de la Banque nationale de développement économique et social (BNDES). (AFP)

MOI/64

Pour échapper  
au stress,  
effectuez quelques  
micromouvements  
du pouce et  
de l'index jusqu'à  
la page centrale.



## L'opposition allemande juge « antisocial » le plan Kohl

Les sociaux-démocrates ont présenté leurs propres propositions

Le chancelier Helmut Kohl a réaffirmé vendredi 26 avril devant le Bundestag la nécessité du plan d'austérité gouvernemental. Celui-ci est vivement contesté par l'opposition, qui, sceptique sur les effets des mesures annoncées, a présenté ses propres propositions.

**BONN**  
de notre correspondant  
La rigueur favorisera l'emploi : tel est, en substance, le message adressé par le chancelier Kohl à ses concitoyens lors du débat parlementaire qui a eu lieu vendredi 26 avril à Bonn. Alors que l'opposition sociale-démocrate et les syndicats ont dénoncé le caractère « antisocial » des mesures d'austérité annoncées, le chancelier a déclaré au nom de son gouvernement que l'objectif de « réduire de moitié le chômage d'ici à l'an 2000 » pouvait être atteint si les Allemands « cessent de s'accrocher à leurs avantages acquis » et sont prêts à « adapter le niveau des prestations sociales à celui de la productivité économique tout en concentrant les aides à ceux qui en ont vraiment besoin ». Un appel justifié par la faible croissance économique prévue en 1996 (*lire ci-contre l'article d'Alain Vernholes*).

A situation exceptionnelle, mesures radicales. Le plan adopté jeudi 25 avril par les partis de la coalition de Bonn réduira les prestations aux chômeurs, aux malades, aux personnes âgées et aux familles (*Le Monde* du 27 avril). Ce véritable « catalogue des horreurs », selon une expression passée dans le langage courant, devrait permettre d'économiser 50 milliards de marks en 1997, dont 25 milliards pour l'Etat fédéral, notamment dans les subventions au secteur social. Les différents ministères doivent réduire de 7 milliards leurs dépenses : ces « coupes », qui font l'objet d'arbitrages très difficiles, devraient notamment porter sur les dépenses militaires.

Il est beaucoup trop tôt pour savoir si le gouvernement disposera de toutes les marges de manœuvre nécessaires pour faire adopter le plan de rigueur dans son intégralité. Les restrictions budgétaires pour 1997 pourraient

être révisées à la hausse après les prochaines prévisions fiscales, attendues pour la mi-mai. Mais l'opposition sociale-démocrate, majoritaire au Bundesrat (qui représente les Länder), très hostile aux mesures annoncées, ne devrait laisser passer aucune occasion de marchandage parlementaire, notamment sur les aspects fiscaux du programme.

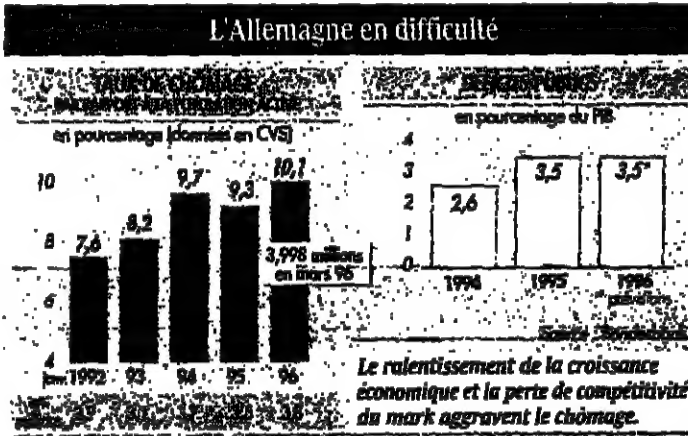
**D'AUTRES ACCENTS**  
Les sociaux-démocrates et les syndicats mettent en doute l'efficacité des mesures gouvernementales sur l'emploi. Selon Dieter Schulte, le président de la fédération syndicale DGB, le plan entraînera « une nouvelle hausse du chômage et une redistribution des ressources aux dépens des plus démunis ». Le parti social-démocrate a présenté, vendredi 26 avril, son propre projet de relance. Il ne met pas en doute la nécessité d'économies, mais choisit d'autres accents : taxe sur les grandes fortunes, réforme fiscale permettant une imposition accrue sur les nuisances écologiques, participation accrue des salariés au capital productif des entreprises.

L'objectif du gouvernement est de réduire le poids des cotisations sociales, actuellement légèrement supérieur à 40 % du salaire, afin de favoriser l'emploi. Or, si le report progressif de l'âge de la retraite à soixante-cinq ans, prévu dans le plan gouvernemental, allègera le budget des caisses de retraite, il pourrait en revanche gêner l'accès des jeunes à l'emploi. Quant au gel de l'augmentation des allocations familiales ou la réduction de 10 % des indemnités journalières payées par les caisses d'assurance-maladie, elles sont ressenties comme une provocation, alors que de nombreuses dépenses liées au financement de l'unification sont toujours supportées par les assurances sociales.

L'efficacité d'une mesure comme la réduction des indemnités salariales en cas de maladie (de 100 % à 80 % du salaire net) est diversement appréciée. Cette réforme a été adoptée pour permettre aux employeurs de réduire leurs coûts, et justifiée par l'exemple des autres pays européens (notamment la Suède), qui font apparaître la générosité sociale du modèle allemand comme une anomalie. Beaucoup d'observateurs, notamment dans le camp patronal, constatent que cette disposition ne pourrait être suivie d'effet que pour 20 % des salariés allemands, à savoir ceux qui ne sont pas protégés par les conventions collectives.

Les PME et les artisans, qui représentent le pilier de l'économie allemande (5 millions d'emplois), fondent cependant beaucoup d'espoir sur l'assouplissement de la législation sur les licenciements abusifs, considérée comme une entrave à l'embauche. Celle-ci s'appliquera désormais aux entreprises de dix salariés (au lieu de cinq jusqu'ici), ce qui devrait dégager de nouvelles marges d'emploi, selon les organisations professionnelles du secteur.

Lucas Delattre



## L'austérité risque d'aggraver la conjoncture outre-Rhin

La rigueur annoncée pourrait dissuader les entreprises d'investir et les ménages de consommer. Elle peut aussi retentir fâcheusement sur l'évolution économique en France

**LES EFFORTS** d'austérité annoncés aux Allemands par le chancelier Kohl pour réduire le déficit des finances publiques du pays et rendre à son industrie une compétitivité affaiblie peuvent avoir d'heureux effets. Ils peuvent aussi aggraver au cours des mois qui viennent une conjoncture déjà peu brillante, en dissuadant les chefs d'entreprise d'investir et les ménages de consommer.

En annonçant que la production nationale n'augmenterait que de 0,75 % cette année, Helmut Kohl n'a pas vraiment surpris. Chacun savait déjà que les prévisions précédentes étaient trop optimistes : celles de l'OCDE (+2,5 %), dépassées avant même d'être publiées à la fin de l'année dernière, comme celles, plus récentes, du gouvernement de Bonn, qui tablait sur une croissance de 1,5 % du PIB (produit intérieur brut). Aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'Allemagne est momentanément devenue l'homme malade des pays occidentaux développés, celui dont les difficultés gênent l'ensemble de la troupe.

L'OCDE, qui annoncera de nouvelles prévisions en juin, aura retenu pour l'Allemagne un taux de progression du PIB de 0,9 %. Bonn n'a donc pas attendu pour annon-

cer la couleur : après six mois de baisse absolue de la production nationale (de début octobre 1995 à fin mars 1996), l'activité sera cette année plus que médiocre. La réalité risque d'être plus sombre encore, car le chiffre annoncé par Helmut Kohl exige pour être réalisé un net redémarrage de la croissance à partir de l'été. C'est encore possible, mais le discours du chancelier ne va pas faciliter les choses : si ses mesures de rigueur doivent avoir des effets positifs à long terme, elles risquent dans l'immédiat de détériorer le climat au moment précis où la confiance des ménages avait cessé de se dégrader.

### DÉTÉRIORATION DES EXPORTATIONS

Les Allemands ont davantage acheté depuis quelques semaines. Ce phénomène nouveau n'est cependant vraiment net que pour l'automobile, dont les immatriculations ont progressé de 4 % en mars par rapport au même mois de 1995. Sur l'ensemble du premier trimestre, la progression est de 8,2 % par rapport à la période correspondante de 1995. En revanche, la demande en provenance des entreprises et de l'étranger n'est pas favorable du tout. Les premières ne prévoient qu'une croissance de 4 % des investissements, tandis que le secteur du bâtiment et des travaux publics pourrait au mieux se stabiliser après s'être considérablement détérioré tout au long de l'année dernière à l'ouest du pays et, depuis l'automne, à l'est. Phénomène qui risque fort d'être durable : après avoir reçu cinq millions d'habitants depuis 1985-1986, l'ouest connaît maintenant une stabilisation démographique et un ralentissement de la demande de logements, accentué par la disparition des avantages fiscaux qui avaient été accordés. La baisse des taux d'intérêt et la libéralisation des loyers à l'est

pourraient cependant susciter une nouvelle demande et surtout encourager l'épargne à s'investir dans des logements locaux.

De son côté, le commerce extérieur, qui a tiré si longtemps la croissance en Allemagne, est devenu un grave sujet de préoccupation. Déjà entre l'automne 1994 et le printemps 1995, les ventes de l'Allemagne à l'étranger avaient fléchi avant de se reprendre et de progresser de 4 % sur l'année dernière. Mais, à nouveau, semble se produire une forte détérioration des résultats à l'exportation, qui s'expliquerait par le niveau élevé des coûts salariaux et par l'appréciation du mark. Selon les statistiques de l'OCDE, de 1991 à 1995, les coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre ont augmenté de 22 % en Allemagne, sont restés stables en France et ont baissé de 33 % en Italie et de 16 % en Espagne.

Estompée par les réductions de marge des industriels, la perte de compétitivité allemande commence maintenant à faire sentir ses effets. Mais ce qui explique et justifie les décisions de Helmut Kohl peut retarder la reprise outre-Rhin. Et, par contrecoup, freiner l'activité en France, dont les liens avec le pays voisin sont de plus en plus étroits.

Le pire serait que, sous l'effet d'une conjoncture qui resterait médiocre en Allemagne et en France, les recettes fiscales se tarissent au point de mettre hors de portée en 1997 les critères de déficit public imposés par le traité de Maastricht. Les marchés, plutôt calmes ces derniers mois, mis à part quelques tensions européennes sur le long terme, pourraient, en découvrant la nécessité d'un ajournement de l'UEM, manifester leur mécontentement. Heureusement, le pire n'est tout de même pas le plus sûr...

Alain Vernholes

## La base nucléaire russe du mont Yamatau inquiète les Occidentaux

UN SIMPLE ordinateur peut-il donner l'ordre de lancement, sur l'Ouest, à des missiles nucléaires ex-soviétiques sans une autorisation préalable des dirigeants à Moscou ? Cette interrogation est née de la découverte, par les Américains, que les Russes modernisent aujourd'hui une base secrète dans les montagnes de l'Oural (*Le Monde* du 18 avril). Découverte exploitée par le quotidien américain *New York Times*, confirmée aussitôt par le *Pentagon* et, à Moscou, où il siège, par le commandement de la force russe de missiles stratégiques.

Repéré par des satellites, le chantier, qui prend de l'ampleur, est situé sous le mont Yamatau, près de la ville de Belostok. Ce n'est pas, à vrai dire, un nouveau projet pour les experts de l'OTAN. Ce PC entré en service à la fin des années 80, sous la présidence de Mikhaïl Gorbatchev, les premiers travaux de modernisation datent de 1993. Plus récemment, avant même le *New York Times*, le quotidien britannique *Sunday Times*, la revue spécialisée *Intelligence* et la lettre du Centre européen d'information (CEI) se sont interrogés, dès février dernier, sur la signification des travaux d'aménagement entrepris dans l'Oural. En Occident, les services de renseignement font remonter l'origine de cette affaire à l'introduction, en 1983, dans la panoplie américaine en Europe, de missiles Pershing et de missiles de croisière GLCM censés équilibrer les SS-20 déployés par l'an-

cienne URSS. La hantise d'une attaque éclair dévastatrice s'est alors emparée de Moscou, dans la mesure où l'état-major ex-soviétique se disait incapable de réagir dans un laps de temps inférieur à la durée de la trajectoire des missiles américains (une vingtaine de minutes). Il fallait donc imaginer des moyens d'alerte puis de réplique centralisés à partir d'un PC ultramoderne et protégé.

Le bunker dans l'Oural a progressivement répondu à ce besoin. C'est de là que, l'alerte aussitôt confirmée, peuvent être déclenchés les tirs nucléaires. A un détail près, fondamental. Aujourd'hui, des ordinateurs sont en mesure de mettre automatiquement en état de marche les missiles SS-24, SS-25 et autres SS-18 qui sont basés à distance et qui pourraient s'envoler sans l'accord des trois autorités à Moscou (le président, le ministre de la défense et leur chef d'état-major des armées) habilités à ordonner, au besoin, l'apocalypse nucléaire. On devine l'émotion dans les états-majors occidentaux. Comme l'écrit Pierre de Villemarest, le directeur du CEI, dans sa lettre d'information où il se fait l'écho de l'avis des experts de l'OTAN, on peut se demander si les Russes ne doutent pas de la permanence et de l'intérêt d'un « partenariat » stratégique, si difficile à édifier, avec les Etats-Unis et l'Europe.

Jacques Isnard

## Moscou obtiendrait le rééchelonnement de sa dette publique

A L'ISSUE de quatre jours de négociations menées avec ses pays créanciers regroupés au sein du Club de Paris, la Russie devait conclure le 28 avril un nouvel accord de rééchelonnement de sa dette publique à long et moyen terme, estimée à une quarantaine de milliards de dollars (200 milliards de francs) et détenue pour moitié par l'Allemagne. A deux mois des élections présidentielles du mois de juin, cet accord, qui survient après la signature, en mars, d'un prêt record de 10,1 milliards de dollars consenti par le Fonds monétaire international à Moscou constitue à la fois une bouffée d'oxygène pour l'économie russe et un nouveau geste de

soutien à l'adresse de Boris Eltsine, candidat à sa propre réélection.

Pour autant, les Russes, qui réclament un accord de remboursement de leur dette publique sur vingt-cinq ans (au lieu des dix-huit ans retenus lors des précédents accords), avec un délai de grâce de sept ans (le remboursement du capital n'interviendrait qu'à partir de 2002), n'obtiendraient pas le rééchelonnement de la totalité des sommes dues, ce qui leur aurait évité d'avoir à se présenter chaque année devant le Club de Paris. La Russie a déjà obtenu depuis 1993 trois rééchelonnements de sa dette publique, pour un montant total de 29 milliards de dollars.

Moscou espérait résoudre ensuite, à la fois de façon définitive, cette fois auprès du Club de Paris, la question du solde de sa dette commerciale qui porte sur une trentaine de milliards de dollars. Oleg Davidov, le vice-premier ministre russe chargé des relations économiques extérieures arrivé samedi à Paris pour participer à la dernière phase des négociations après avoir accompagné Boris Eltsine en Chine, devait se rendre le lendemain dans la capitale britannique pour mener à terme les discussions sur la dette de la Russie auprès des banques privées. Celles-ci avaient fait l'objet d'un accord de principe en novembre 1995.

## Le Parti populaire et les Catalans sont parvenus à un accord de gouvernement en Espagne

### MADRID

Après pratiquement deux mois de négociations, le Parti populaire (PP, droite), vainqueur des élections générales du 3 mars, est parvenu à un accord, vendredi 26 avril, avec les nationalistes catalans de Convergence et Union (CIU). Cet accord doit encore être entériné, dimanche 28 avril, par les directions des deux partis mais il ouvre d'ores et déjà la voie à l'investiture de José Maria Aznar qui pourra avoir lieu dès la semaine prochaine. Cet accord permet, en effet, au Parti populaire, à qui il manque vingt sièges (156 au lieu de 176) pour atteindre la majorité absolue, de s'appuyer sur une majorité suffisante au Congrès des députés. La Coalition canarienne a fourni quatre sièges au PP et les seize députés de CIU, sans lesquels il était impossible d'obtenir la stabilité parlementaire, sont désormais acquis à José Maria Aznar qui va enfin pouvoir former un gouvernement dès qu'il aura obtenu l'investiture. Le président du PP aurait également souhaité obtenir le soutien des cinq représentants du Parti nationaliste basque (PNV), mais les discussions n'ont pas permis d'aboutir à un accord et la situation est actuellement bloquée.

En principe, Jordi Pujol, président de CIU et José Maria Aznar devraient procéder, dimanche, à la signature du document qui permet de mettre fin à une longue période d'incertitude et dont les détails n'ont pas encore été communiqués. Contrairement à ce qui s'était produit avec le dernier gouvernement socialiste, les modalités de l'accord seront précisées sur le papier. Les négociations ont été particulièrement laborieuses. Il aura fallu pas moins de trois rencontres entre MM. Pujol et Aznar pour faire avancer les choses. Au dernier moment, Federico Trillo,

président du Congrès des députés, a été obligé de reporter les débats d'investiture, prévus pour lundi et mardi prochains.

**La voie de l'investiture est ouverte à José Maria Aznar, mais l'étendue des concessions du PP aux nationalistes de Jordi Pujol n'est pas encore connue**

Cet accord qui, en principe, garantit « un gouvernement stable pour toute la législature », a été qualifié de « satisfaisant » par Jordi Pujol. Ce dernier a expliqué que « la moitié de la population espagnole n'aurait pas compris que nous ne fassions pas avec le Parti populaire ce qui avait été fait avec le Parti socialiste ouvrier espagnol ». Les positions de départ étaient pourtant beaucoup plus éloignées en raison des critiques incessantes du PP à l'égard de CIU au cours de la dernière législature et de divergences de fond sur certains dossiers. Mais nécessité fait loi et les dirigeants du PP ont dû ravalier leur opposition au nationalisme catalan, contraints et forcés qu'ils étaient d'accepter certaines revendications.

L'étendue des concessions n'est pas officiellement connue, mais Rodrigo Rato, vice-secrétaire général du PP et responsable de la négociation, a déclaré qu'il y aura « une notable augmentation d'auto-

gouvernement pour toutes les communautés autonomes » et que des transferts de compétences ont été accordés, en particulier aux Catalans. Il s'agit, par exemple, du remplacement graduel de la Guardia civil par les Mossos d'Esquadra (police autonome) en matière de trafic routier ou de la gestion par la Catalogne de certaines activités relevant de l'INEM (équivalent de l'ANPE). L'essentiel concerne toutefois la cession par l'Etat de 30 % au lieu de 15 % de l'impôt sur le revenu aux dix-sept communautés autonomes, la création d'une armée de métier en l'an 2001, le remplacement des gouverneurs civils (préfets) par des fonctionnaires subalternes, ainsi qu'un nouveau système de financement des autonomes qui fait déjà l'objet de critiques de la part des socialistes.

A l'issue du dernier conseil des ministres socialistes, vendredi 26 avril, Felipe Gonzalez est entré dans son rôle de nouveau chef de l'opposition pour expliquer que certaines concessions lui paraissent démesurées et que « les comptes ne cadrent pas » d'autant qu'il va falloir réduire le déficit public pour satisfaire aux critères de Maastricht. Le chef du gouvernement sortant estime qu'il aurait été préférable d'aboutir à un accord sur l'investiture uniquement, pour ensuite négocier de façon plus posée le pacte de législature. Cependant, ce sera à José Maria Aznar de jouer. A-t-il été « ligoté » par les Catalans comme certains le pensent ? Jordi Pujol a eu un mot malheureux, vendredi, en déclarant qu'il fallait donner un an à José Maria Aznar afin de savoir « s'il savait gouverner ». Un propos immédiatement démenti et nuancé en ces termes : « Il faut plus d'un an à un gouvernement pour pouvoir être jugé ».

Michel Bôle-Richard



صكرا عن الامن

(Publicité)

LE MONDE / DIMANCHE 28 - LUNDI 29 AVRIL 1996 / 5

ité risque d'aggraver  
oncture outre-Rhin

e pourrait dissuader les entreprises d'investir  
ages de consommer. Elle ne peut aussi  
ment sur l'évolution économique en France

Le ministre de l'Économie, Jean-Pierre Fournier, a déclaré que le gouvernement ne pouvait pas se permettre de laisser la situation s'aggraver. Il a souligné que les entreprises doivent être encouragées à investir et à consommer. Il a également mentionné l'impact de la situation sur l'économie française.

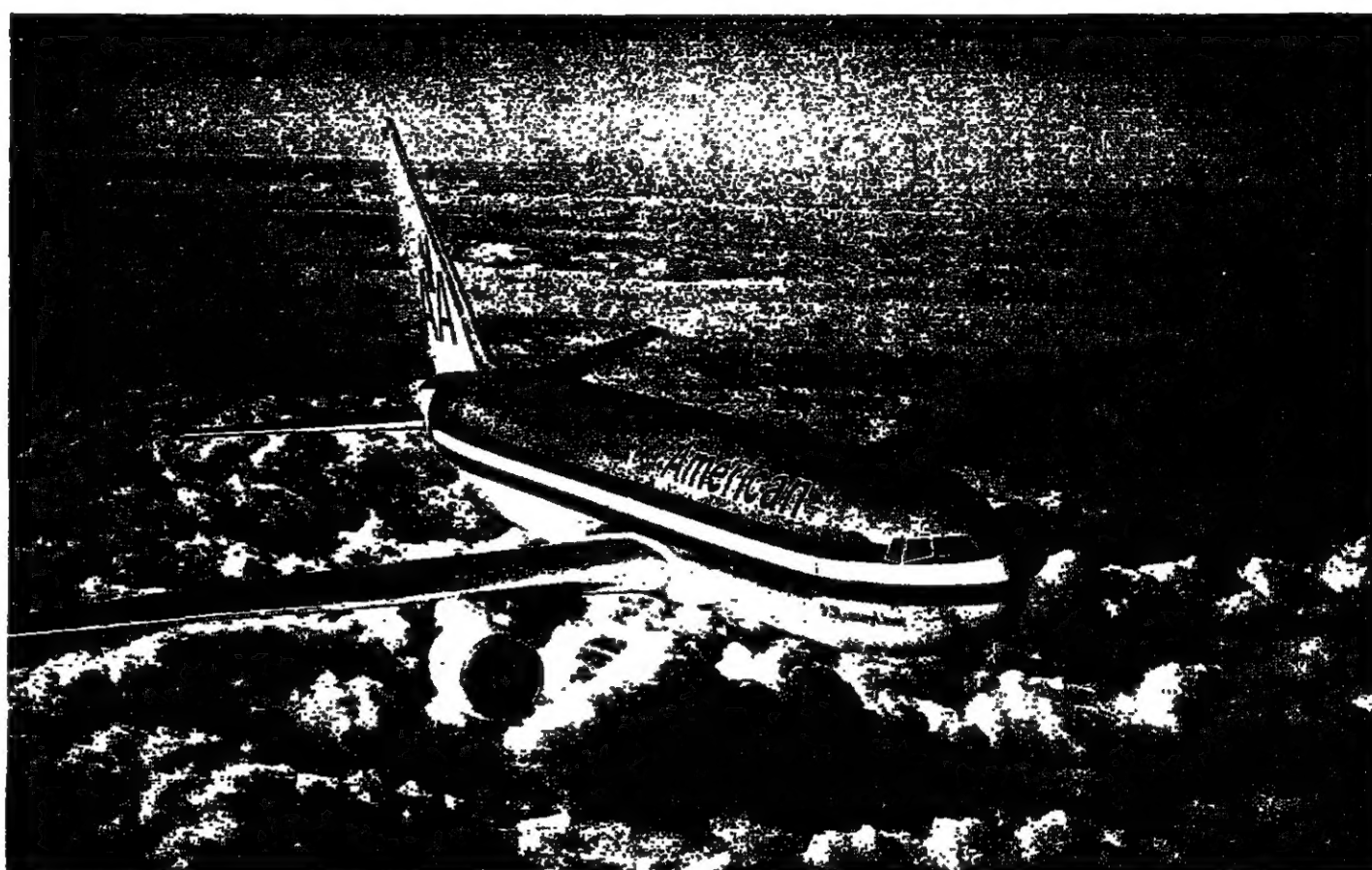
Le ministre de l'Économie, Jean-Pierre Fournier, a déclaré que le gouvernement ne pouvait pas se permettre de laisser la situation s'aggraver. Il a souligné que les entreprises doivent être encouragées à investir et à consommer. Il a également mentionné l'impact de la situation sur l'économie française.

laire et les Catalans ont perçu  
de gouvernement en Espagne

Le ministre de l'Économie, Jean-Pierre Fournier, a déclaré que le gouvernement ne pouvait pas se permettre de laisser la situation s'aggraver. Il a souligné que les entreprises doivent être encouragées à investir et à consommer. Il a également mentionné l'impact de la situation sur l'économie française.

AA

# American Airlines lance un nouveau vol direct et quotidien Paris-Boston.



Ouverture du vol le 2 mai.

Prix de lancement en  
Classe Economique  
**1800 F A/R\***

Après Chicago, Dallas/Fort Worth, Miami et New York,

nous sommes fiers de vous

annoncer l'ouverture d'un

*Vol quotidien sans escale  
Paris-Boston-Paris*

VOL	DÉPART	ARRIVÉE
147	12h40	14h30
146	18h35	7h30 (+1)

vol direct et quotidien Paris-Boston. A bord de notre

nouvelle Classe Affaires, vous pourrez découvrir de nouveaux écrans vidéo individuels

Sony Walkman™ et apprécier 75 % d'espace supplémentaire pour les jambes.\*\*

Pour fêter l'événement, nous vous proposons l'aller et retour en Classe Economique

à 1800 F. Sachez enfin que ce vol direct et quotidien Paris-Boston peut vous emmener

jusqu'à Los Angeles. Pour toute information ou réservation, contactez votre agence

de voyages ou American Airlines au 42 89 05 22 (Paris/Ile de France) ou 05 23 00 35

(n° vert/province). 3615 American Airlines (2,23 F/mn). **American Airlines**

\*Billet aller et retour non remboursable. Le voyage aller devra être effectué avant le 31 mai 96 et le retour avant le 20 juin 96 à minuit. Tarif valable uniquement pour un aller et retour Paris-Boston effectué du lundi au jeudi. Supplément de 250 F pour un départ et retour du vendredi au dimanche. Réservations à effectuer au moins 7 jours avant le départ. Achat du billet à effectuer 7 jours avant le départ ou dans un délai de 24 heures après la réservation. Minimum de séjour : la nuit du samedi, maximum de séjour 30 jours. Taxes non comprises. Nombre de sièges limité. Les prix ne sont pas valables sur tous les vols et peuvent être sujets à modifications sans préavis. Les tarifs et horaires sont sujets à approbation gouvernementale. Des changements dans votre billet peuvent se faire moyennant la somme de 600 FF selon les restrictions s'appliquant à ce nouveau tarif. D'autres restrictions peuvent s'appliquer. \*\*Espace défini sur un avion comportant 3 classes de services. Sony et Video Walkman sont des marques déposées de Sony. American Airlines est une marque déposée d'American Airlines, Inc. © Tous droits réservés.



1350

**RIGUEUR** Lors de la dernière journée de sa visite à Amiens (Somme), vendredi 26 avril, Jacques Chirac a notamment affirmé : « Nous devons être draconiens dans la dimi-

nution de la dépense [publique]. »  
● **LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE** a souligné qu'il faudrait attendre les résultats de cet assainissement, dans deux ans, pour commencer à baisser

les impôts. ● **M. CHIRAC** a aussi exhorté les partenaires sociaux à parvenir à un accord sur la réduction du temps de travail d'ici à juin. ● **LE PATRONAT** refuse une réduction du

temps de travail obligatoire. Arnaud Leenhardt, vice-président du CNPF, précise à quelles conditions cette diminution serait bénéfique. Il estime que cette mesure doit être négociée

au niveau de l'entreprise. Nicole Notat, secrétaire général de la CFDT, a accusé, vendredi, à ce propos, l'organisation patronale de « jouer avec le feu ».

## Jacques Chirac écarte toute baisse des impôts avant deux ans

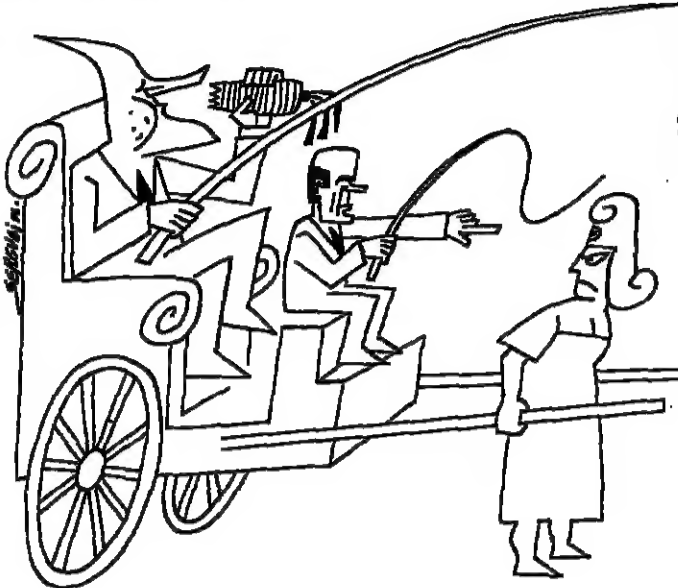
Vendredi, à Amiens, le président de la République a affirmé que le gouvernement serait « draconien » dans la diminution de la dépense publique. Il a, par ailleurs, déploré le manque de progrès dans la réduction du temps de travail, qui provoque une polémique entre le CNPF et la CFDT

IL Y A UN AN, le candidat Jacques Chirac proclamait que la baisse des impôts était une urgente nécessité pour relancer la croissance et donc réduire les déficits. Vendredi 26 avril, à Amiens, le président a assés l'inverse : il faut d'abord réduire les déficits ; et après, peut-être, il sera possible de baisser les prélèvements. Changeant de méthode, donc, M. Chirac promet deux ans de rigueur et suggère que la baisse des prélèvements n'est pas pour demain. « Être draconien dans la diminution des dépenses... » L'expression testera.

Mais, si le discours présidentiel est, par certains aspects, piquant, il est aussi révélateur des extrêmes difficultés que le gouvernement rencontre dans la conduite de la politique économique. Matignon et Bercy souhaitent pouvoir poursuivre deux objectifs à la fois : d'abord respecter les engagements du traité de Maastricht et donc

baisser sensiblement les déficits ; ensuite, essayer de rassurer les contribuables en diminuant progressivement les impôts, fortement augmentés ces derniers mois. Or, dans une conjoncture morose, le gouvernement mesure qu'il est difficile de courir deux lièvres à la fois.

Côté déficits publics, pour respecter les critères de convergence, le trou de la Sécurité sociale devrait être contenu dans la limite de 17 milliards en 1996. Or il dérive vers 50. Dans le même souci, le projet de loi de finances pour 1997 devrait prévoir une réduction du déficit de 40 milliards, ce qui représente un effort considérable. Est-ce envisageable ? La plupart des instituts de conjoncture sont sceptiques et estiment que les déficits publics devraient être compris entre 3,5 % et 4 % du PIB à la fin de 1997 et non, comme prévu, passer sous la barre fatidique des 3 %. Le propos du chef de l'Etat est donc clair : la France est en état d'urgence. C'est une manière nette de préparer les esprits à des arbitrages « draconiens », avec un budget 1997 qui sera douloureux.



Mais, par ricochet, la « sortie » de M. Chirac confirme aussi ce que l'on pressentait depuis plusieurs semaines. Mis en difficulté sur le dossier fiscal, après une rafale d'impôts nouveaux, le gouverne-

Nicolas Sarkozy, vient de s'engouffrer dans la brèche et demande pêle-mêle une baisse de deux points de la TVA ou de 5 % de l'impôt sur le revenu. Or, de marges, il n'y en a point ! Une note confidentielle du chef du service de la législation fiscale le dit noir sur blanc (Le Monde du 26 avril).

### RÉFORME HOMÉOPATHIQUE

M. Chirac s'est donc employé vendredi à recadrer les choses, en laissant entendre qu'il n'y aurait pas de miracle fiscal dans les deux années qui viennent. Dans Le Point, Alain Juppé, se livre au même exercice difficile en soulignant que « la baisse des impôts ne doit pas creuser les déficits », préparant ainsi les esprits à une réforme fiscale qui pourrait n'être qu'homéopathique. Mais le gouvernement pourra-t-il assumer ce double recul : ne réduire que partiellement les déficits publics et refuser un dossier fiscal qu'il a lui-même ouvert ? Le propos présidentiel semble porter trace d'une certaine inquiétude.

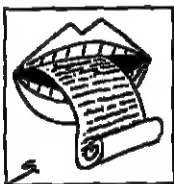
Laurent Mauduit

### Edouard Balladur plus impatient que le chef de l'Etat

Au moment où Jacques Chirac, à Amiens, écartait une telle perspective pour les deux ans à venir, Edouard Balladur, en déplacement dans la Drôme, a insisté, vendredi 26 avril, sur la nécessité d'une réduction rapide des impôts. C'est « indispensable », car la pression fiscale « est un facteur de chômage et [...] de ralentissement de la croissance », a-t-il indiqué en soulignant que cette diminution était liée à la capacité du gouvernement à « baisser les dépenses publiques », comme Jacques Chirac s'y est engagé. « On ne pourra réduire les prélèvements que si on réduit les dépenses, ce qui suppose qu'un certain nombre de concitoyens soient prêts à être mis à contribution », a affirmé M. Balladur. Mais, à la différence de M. Chirac, il a ajouté que cette baisse « peut commencer ».

### « Je n'ai pas de baguette magique »

Vendredi à Amiens, M. Chirac est revenu sur ses promesses de campagne, en affirmant : « J'ai contribué à la prise de conscience [...] des problèmes posés par la mondialisation, ce que j'ai appelé la fracture sociale. » Rappelant les mesures déjà prises, notamment pour les quartiers en difficulté et contre le chômage de longue durée, M. Chirac a immédiatement ajouté : « Je n'ai jamais dit que j'avais une baguette magique qui réhabiliterait, d'un coup, la cohésion nationale du pays. (...) La réponse n'est pas de contester la mondialisation, mais de faire en sorte d'en prendre les avantages, et en ce qui concerne la France, ils sont importants. »



VERBATIM

Le gouvernement a « emprunté une voie ingrate et difficile, je suis tout à fait certain qu'il n'en déviât pas ». Jacques Chirac a aussi dénoncé « les excès administratifs qui sont une spécialisation de notre pays ».

### « Il va bien falloir, de gré ou de force, avoir un changement de mentalité. »

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE** a fait plusieurs déclarations, vendredi 26 avril, au terme de son séjour à Amiens. « Nous devons être draconiens dans la diminution de la dépense [publique], a ainsi averti Jacques Chirac. Il va bien falloir de gré ou de force avoir un changement de mentalité - je dirais presque une révolution de culture -, bien comprendre que l'argent qu'on prend au contribuable, producteur ou consommateur, doit être dépensé avec un souci constant de le faire de la manière la plus efficace possible. »

tous les Français. « Ces derniers « ne sont plus capables d'accepter une augmentation des charges, à juste titre, car elles sont aujourd'hui excessives, mais ils sont parfaitement en mesure de comprendre que l'intérêt général exige que l'on réduise les déficits. Nous le ferons de façon équitable, aussi juste, aussi sociale que possible, mais nous le ferons. Nous devrions pouvoir rétablir nos équilibres financiers probablement dans une période de deux ans. »

### « UNE VOIE INGRATE ET DIFFICILE »

Le gouvernement a « emprunté une voie ingrate et difficile, je suis tout à fait certain qu'il n'en déviât pas ». Jacques Chirac a aussi dénoncé « les excès administratifs qui sont une spécialisation de notre pays ».

Il s'est dit convaincu que « nous allons entrer dans une période de forte croissance ».

« Aujourd'hui, la confiance que l'extérieur nous porte [...] est fonction du sérieux de la gestion des finances. [...] Si l'on donne le moindre signe de faiblesse quant à la détermination qu'on a de gérer nos affaires avec sérieux, on est immédiatement sanctionné par les marchés financiers. »

Par ailleurs, le président a mis en garde « contre les idées au nom desquelles la flexibilité [du temps de travail] doit régler tous les problèmes. L'Etat doit se considérer dans nos pays européens comme responsable de la cohésion sociale. On ne doit pas se laisser aller aux excès de la mode. L'Europe a heureusement un modèle social qui est ce qu'il est, mais qui est une force ».

M. Chirac a encore affirmé, à propos de la réduction du temps de travail, qu'elle « ne peut être uniforme ou imposée par l'Etat, mais doit être négociée au plus près du terrain, par branche et par entreprise ». Il a es-

timé nécessaire que les partenaires sociaux débattent avant fin juin « sur des accords » dans ce domaine.

### « OSMOSE » AVEC L'ALLEMAGNE

S'il n'y parviennent pas, « le gouvernement s'est engagé à prendre une initiative, mais ce serait « un échec », a-t-il ajouté. Il a « constaté » que des expériences d'aménagement du temps de travail telles que celle engagée par l'entreprise Briloches Pasquier, qu'il a visitée en juillet 1995, n'avaient « pratiquement pas fait école ».

A propos du plan de rigueur d'Helmut Kohl, M. Chirac a évoqué « l'osmose » entre les économies de la France et de l'Allemagne, qui « implique une certaine coopération » entre les deux pays. « Le chancelier a pris des décisions très fortes, beaucoup plus que ce qui sera nécessaire en France, mais qui s'imposaient. »

Arnaud Leenhardt, vice-président du CNPF et responsable de la commission sociale de l'organisation patronale

## « Une réduction forte, généralisée et obligatoire du temps de travail serait une très grave erreur »

« L'opinion publique pense qu'une réduction du temps de travail créerait des emplois. Pourquoi le patronat est-il réticent ?

- C'est un débat très franco-français. Il n'est que de voir l'Allemagne faire en ce moment marche arrière, elle qu'on cite souvent en exemple. Il n'existe pas de corrélation évidente entre la durée du travail et le taux du chômage, mais on doit constater que la France est l'un des pays industrialisés où l'on travaille le moins et où le chômage est le plus fort. Il est remarquable que notre durée annuelle du travail soit inférieure de 230 heures à celle des Etats-Unis et de 300 heures à celle du Japon et que le taux de chômage de ceux-ci soit beaucoup plus bas que le nôtre.

- D'autre part, nous entrons plus tard dans la vie active et nous en sortons plus tôt que nos concurrents : un jeune Français de moins de vingt-cinq ans sur trois est actif contre deux sur trois aux Etats-Unis ; quatre Français sur dix de plus de cinquante-cinq ans sont actifs contre six sur dix au Japon. Réduire encore le temps de travail sur l'année ou sur la carrière professionnelle pour résoudre le problème de l'emploi paraît une gageure !

- Enfin nos coûts du travail figurent parmi les plus élevés du monde. Nous ne sommes dépassés que par l'Allemagne, qui se situe à l'indice 135 quand la France est à 100, l'Italie à 75, les Etats-Unis à 74, le Royaume-Uni à 60 et l'Espagne à 59. Dans un contexte de concurrence acharnée au niveau mondial, une réduction forte, généralisée et

obligatoire du temps de travail serait une très grave erreur. Sans parler des difficultés inextricables qu'elle provoquerait dans l'équilibre de notre protection sociale... »

- Les précédentes réductions du temps de travail se sont pourtant faites sous la pression législative.

- En 1982, la diminution d'une heure de la durée hebdomadaire du travail aurait créé entre 14 000 et 70 000 emplois, selon l'OCDE, au prix d'importantes perturbations. Ce n'est vraiment pas à l'échelle du problème des trois millions de chômeurs que compte la France ! On a dit que, depuis 1982, la durée du travail hebdomadaire n'avait pas bougé puisque aucune loi n'avait prescrit une réduction. En fait, entre 1985 et 1995, cette durée a été réduite de deux heures dans les industries manufacturières. Cela a eu lieu par la seule adaptation des entreprises. Il est bien difficile de combattre une idée erronée, mais simple.

- Pourquoi le CNPF a-t-il accepté en 1995 de discuter de la réduction de la durée du travail dont il faisait un tabou ?

- On peut dire que si des tabous sont tombés du côté patronal, ce fut aussi le cas du côté syndical, où l'on acceptait mal l'idée de l'annualisation du temps de travail. La réduction ne doit être ni un tabou ni une idole.

- En fait, il existe deux visions du travail. La première est pessimiste, voire défaitiste. Elle consiste à dire que le travail est une denrée rare qu'il faut partager. Ses partisans prônent la réduction de sa durée pour créer des emplois. Elle

peut être, certes, justifiée temporairement dans certains secteurs en crise comme, par exemple, celui des industries de défense pour maintenir des emplois. La seconde est optimiste ou volontariste : c'est par la création de produits nouveaux que sera nourrie la croissance et donc l'emploi. Chaque entrepreneur détient une part potentielle de croissance qui peut contribuer à élever le produit intérieur brut. Savez-vous que 60 % des aciers d'Usinor-Sacilor commercialisés n'existaient pas il y a cinq ans ? Croyez-vous que c'est en travaillant moins qu'on poursuivra cet effort ?

- A quelles conditions le patronat accepterait-il les invitations à accélérer le mouvement ?

- Dans le domaine de l'aménagement du temps de travail, nous ne souhaitons pas procéder par des allègements de charges qui sont toujours présentés comme des « cadeaux » et que l'Etat a beaucoup de peine à financer. Il faut trouver des solutions viables qui ne dégradent ni le financement de la protection sociale ni notre compétitivité.

- De nombreuses conditions sont requises. Qui en supportera le coût, si on ne veut pas augmenter celui du travail ? Car nous savons qu'il est difficile de réduire les salaires plus bas. Je crois que la solution se trouve, quand cela est possible, dans une modification de l'organisation permettant une meilleure utilisation de l'outil de

travail. C'est le cas quand, dans une usine, on passe de trois à quatre équipes et qu'on peut faire tourner plus longtemps les installations. L'annualisation, c'est-à-dire la possibilité de modifier les horaires, assure une souplesse pour mieux répondre aux demandes des clients. La réduction pour le personnel est, alors, la contrepartie qui en découle. Encore faut-il pouvoir trouver du personnel supplémentaire quand la nouvelle organisation le nécessite.

- Chaque entreprise a de tels particularismes que la négociation sur ces sujets ne peut s'installer qu'au niveau du terrain. Il faudra, dans certains cas, descendre plus bas que l'établissement, au niveau

d'une partie d'établissement ou d'un service.

- Les discussions avec les syndicats dans les branches d'activité tardent à produire des effets positifs. Pourquoi ?

- A la suite de l'accord national du 31 octobre 1995, nous discutons avec les organisations syndicales de cet « aménagement-réduction » du temps de travail. Même à l'intérieur d'une branche, les entreprises sont très différentes, ce qui complique la tâche. Nous avons mis presque un an, au CNPF, pour aboutir à l'accord-cadre. Qu'on nous laisse mener ce travail en profondeur avec nos partenaires. Nous sommes favorables à une accélération du mouvement naturel, mais opposés à une généralisation forcée qui tuerait dans l'oeuf la démarche contractuelle en cours et qui dégraderait forcément notre compétitivité.

- Mais l'emploi résulte de nombreux autres facteurs. Il faut libérer les entrepreneurs de multiples tâches, simplifier le code du travail, empêcher que les énormes ponctions de l'Etat sur les marchés financiers privent les entreprises de possibilités d'emprunt. Et que dire de l'analyse de l'Insee selon laquelle la hausse de deux points de la TVA en 1995 détruirait 100 000 à 120 000 emplois dans les cinq ans ? Le principal facteur favorable à l'emploi proviendrait de l'Etat, s'il arrive à peser d'un moindre poids sur l'ensemble de l'appareil productif. »

Propos recueillis par Alain Faujas

## La CFDT accuse le CNPF de « jouer avec le feu »

LONGUEMENT ÉVOQUÉE par Jacques Chirac, vendredi 26 avril à Amiens, la question de la réduction du temps de travail est au centre d'une polémique naissante entre la CFDT et le CNPF. Vendredi, Nicole Notat, qui rendait compte d'un conseil national confédéral traitant de la situation interne de la CFDT, a vivement mis en garde le patronat contre toute tentative d'écarter les négociations en cours sur le temps de travail. « Si le CNPF joue avec le feu sur ce sujet, nous saurons exercer sur le gouvernement les pressions qui devront être exercées pour que la loi fasse avancer les choses dans le respect des accords du 31 octobre », a-t-elle déclaré.

La secrétaire générale de la CFDT faisait directement allusion à une circulaire interne au CNPF qui inciterait les différentes fédérations patronales à ne pas faire d'excès de zèle dans les négociations en cours sur le temps de travail. « Si le CNPF a senti de l'ardeur, il n'y a vraiment que lui qui l'a sentie. Si aujourd'hui il freine cette ardeur, alors je me demande ce qui va rester », a ajouté M<sup>me</sup> Notat. « C'est un coup de canif par rapport à l'accord du 31 octobre [1995] qui n'est pas de bon augure. » Elle a invité le CNPF au respect des engagements qu'il a pris.

Dans sa déclaration, le conseil national de la CFDT constate que 128 branches ont ouvert des négocia-

tions ou fixé un calendrier sur un ou plusieurs points de l'accord du 31 octobre 1995, mais constate que « les propositions des chambres patronales restent frileuses ». La CFDT rappelle que c'est par la négociation au niveau des branches que pourra « sauter le verrou des 39 heures » et se construire « le premier étage d'une réduction du temps de travail, massive, créatrice d'emplois au niveau des entreprises ». La CFDT a enfin confirmé la tenue le 23 mai d'une journée nationale d'action interprofessionnelle sur la réduction du temps de travail, à laquelle la CGT et l'UNSA ont déjà décidé de se joindre.

Alain Beuve-Méry



150

## M. Millon juge qu'un service militaire court serait « inefficace » et « plus cher »

Le ministre de la défense organisait vendredi un débat dans sa commune de Belley

Charles Millon, ministre de la défense et maire de Belley (Ain), a organisé, vendredi 26 avril, dans sa commune, comme le font d'autres

maires dans la leur, un débat sur l'avenir du service national. Tout en rappelant qu'il est tenu à un « devoir de réserve », le ministre a paru antici-

per sur les arbitrages à venir du gouvernement en affirmant qu'un service militaire court serait « inefficace » et « plus cher ».

### BELLEY

de notre envoyé spécial  
Que retiendra le ministre de la défense du débat public organisé par le maire de Belley (Ain), vendredi 26 avril, sur le sort du service national, comme le gouvernement a invité toutes les communes à le faire? Maire et ministre de la défense, Charles Millon a ses idées propres sur le sujet, même s'il a averti ses trois cents auditeurs qu'il est tenu par Jacques Chirac au « devoir de réserve », comme tout le gouvernement. Au demeurant, le ministre a été catégorique. « Il y a deux réflexions, a-t-il dit, sur lesquelles on ne reviendra pas. »

L'article 15 de la Constitution, l'a décidé ainsi. « Il y aura une armée professionnelle, a garanti M. Millon, sauf si le Parlement nous refusait les crédits nécessaires. » La deuxième réflexion sur laquelle le gouvernement a tranché, c'est qu'il y aura un service national, il y aura 100 000 réservistes, il y aura 30 000 appelés pour un service de défense et de sécurité, a expliqué le ministre de la défense. « Nous ne renoncerons pas à la défense opérationnelle du territoire contre les menaces intérieures, avec des effectifs augmentés de 5 % dans la gendarmerie », a-t-il ajouté.

Dans cette perspective, a repris le maire de Belley - à moins que ce ne fût le ministre de la défense - « un service militaire court apparaît comme inefficace et, si on optait pour cette formule-là, la France n'a pas les moyens de s'offrir un service qui risquerait finalement de coûter plus cher ». Dans l'ancienne halle au grain transformée en salle de fêtes, les propos de M. Millon ont résonné comme s'ils illustraient déjà les prochains arbitrages retenus par Jacques Chirac et son gouvernement.

Pour le reste, un objet de conscience et un colonel des chasseurs alpins présents dans l'assistance se sont livrés, non sans humour, à un duel verbal. Régis, vingt-trois ans, a obtenu le statut d'objecteur de conscience: il est étudiant au Conservatoire de musique de Lyon et, à l'en croire, il a choisi l'objection de conscience pour continuer à jouer de son instrument favori, la guitare.

Le colonel Bertucchi, qui commande le 27<sup>e</sup> bataillon de chasseurs alpins, lui a répliqué, sous les applaudissements, qu'il y avait aussi une fanfare dans son régiment et qu'il y avait de la place pour faire de la musique et en même temps défendre la patrie en servant une batterie de mortiers lourds.

Le colonel a eu le dernier mot en révélant que 10 % de ses 800 chasseurs étaient prêts à partir en Bosnie début octobre. « Lorsque les gens savent ce qu'ils font en mission humanitaire sous les armes, les volontaires nous arrivent spontanément », a-t-il conclu.

Jacques Isnard

## L'ambassadeur d'Australie en explorateur de la Bretagne

DÉJÀ « AVANT » - c'est-à-dire avant la reprise des essais nucléaires par la France - Alan Brown, ambassadeur d'Australie en poste à Paris, avait visité quelques coins de l'hexagone, afin d'y entretenir de cordiales relations économiques. Depuis la fin des tirs, M. Brown a accéléré le rythme de ses voyages, comme s'il souhaitait déglacer, à la chaleur provinciale, les relations entre les deux pays.

L'ambassadeur est demandeur de contacts dans les régions. Ces derniers l'accueillent à bras ouverts: il est déjà allé en Provence, en Bourgogne et à Bordeaux, en tant que maître-jeudi 25 et vendredi 26 avril, il s'est rendu en Bretagne pour deux journées studieuses de rencontres avec des professionnels des milieux de l'agroalimentaire, des télécommunications et du tourisme. Il s'y est entretenu avec des élus, le préfet et quelques autres.

Si la péninsule armoricaine ne reçoit pas un ambassadeur tous les jours, on y prend cependant cette visite avec flegme. Après tout, jeudi matin, la Mission régionale de coordination du commerce extérieur breton (Mirceb) accueillait d'abord une délégation russe. Le lendemain, c'était au tour d'Émilie du Land allemand de Saxe, quelques semaines plus tôt de responsables argentins...

de Nouvelle-Zélande et du Japon se soient montrés bien plus virulents, à en croire le directeur de la Mirceb, qui connaît la place. Car les promoteurs du commerce extérieur breton disposent de relais à Tokyo, en Corée du Sud, à Taiwan, ainsi qu'en Amérique latine, aux États-Unis, en Afrique du Sud. Ils projettent d'ouvrir, en mai, un bureau à Sydney, porte des marchés d'Asie.

Trois à quatre cents sociétés bretonnes, des PME pour l'essentiel, tournent peu ou prou sur ce lointain continent chaque année. La Mirceb est une spécialité typiquement bretonne. Quelques grosses régions disposent elles aussi de structures de promotion à l'étranger, mais pas comme cette association, financée à 80 % par le conseil régional et dirigée par des chefs d'entreprise.

Martine Valo

**ÉCHANGES COMMERCIAUX EN HAUSSE**  
Les échanges australo-bretons étaient marginaux jusqu'à présent, comme le reconnaissent les Bretons, qui annoncent néanmoins 125 millions de francs d'exportations en 1994 (le double de l'année précédente). Le refroidissement nucléaire avait suscité une certaine autocensure de la part des PME locales et une réaction de la part des consommateurs australiens; encore que leurs voisins

de Nouvelle-Zélande et du Japon se soient montrés bien plus virulents, à en croire le directeur de la Mirceb, qui connaît la place. Car les promoteurs du commerce extérieur breton disposent de relais à Tokyo, en Corée du Sud, à Taiwan, ainsi qu'en Amérique latine, aux États-Unis, en Afrique du Sud. Ils projettent d'ouvrir, en mai, un bureau à Sydney, porte des marchés d'Asie.

Trois à quatre cents sociétés bretonnes, des PME pour l'essentiel, tournent peu ou prou sur ce lointain continent chaque année. La Mirceb est une spécialité typiquement bretonne. Quelques grosses régions disposent elles aussi de structures de promotion à l'étranger, mais pas comme cette association, financée à 80 % par le conseil régional et dirigée par des chefs d'entreprise.

Trois à quatre cents sociétés bretonnes, des PME pour l'essentiel, tournent peu ou prou sur ce lointain continent chaque année. La Mirceb est une spécialité typiquement bretonne. Quelques grosses régions disposent elles aussi de structures de promotion à l'étranger, mais pas comme cette association, financée à 80 % par le conseil régional et dirigée par des chefs d'entreprise.

### CARNET

#### AU CARNET DU « MONDE »

##### Naissances

Maria et Alexandre, ses heureux parents, sa sœur Sara, ainsi que ses parents et marraine, Manon et Adrien, vous annoncent qu'est née, le 25 avril 1996 à Paris, Esther BIOSSE DUPLAN

Bruno et Paule LERAY née Albondani ont le bonheur d'annoncer la naissance de Pierre, le 24 avril 1996, à 13 h 35.

##### Anniversaires de naissance

Bon anniversaire Danouette

Il y a tout juste un an, Olivier a eu la joie et le privilège d'être parrain d'une adorable petite Justine

qui lui est très chère.

Aujourd'hui, lui, lui dédie ce mot en lui souhaitant un heureux premier anniversaire.

##### Décès

Le Frère Bernard-Marie (Jean) CHEVIGNARD, O.P., est entré dans la paix du Seigneur, le 25 avril 1996, dans sa quatre-vingt-huitième année. Il avait fait profession religieuse dans l'Ordre des Prêcheurs, le 23 septembre 1927 et avait été ordonné prêtre le 27 juillet 1933.

L'Eucharistie sera célébrée au couvent de l'Annonciation (222, rue du Panthéon-Saint-Honoré, 75008 Paris), le mardi 30 avril à 11 heures.

De la part de la Frère Marie-Claire-Toussaint, prieur provincial de la Province dominicaine de France, du Prieur, et des Frères du couvent de l'Annonciation, de Madame Delaval, sa sœur, de Madame René Chevignard, sa belle-sœur, de tous ses neveux et nièces.

#### M. Yves FAGON

son épouse, ses enfants et petits-enfants, et toute la famille, font part du décès de

M. Yves FAGON, chevalier de la Légion d'honneur, trésorier-payeur général honoraire, député honoraire.

survenu le 24 avril 1996, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 25 avril, à 9 heures, en l'église Saint-Léonard de L'Hay-les-Roses (Val-de-Marne), place de l'Eglise.

Une bénédiction sera donnée, à 17 heures, en l'église de Saint-Renan (Finistère), suivie de l'inhumation au cimetière communal.

Résidence Roussard, 94240 L'Hay-les-Roses.

ont le chagrin de faire part du décès de

docteur Daniel KALMANSON, ancien interne des hôpitaux de Paris, ancien chef de service de cardiologie à la Fondation A. de Rothschild, professeur au collège de médecine des hôpitaux de Paris, membre fondateur de la Société des ultrasons, ancien président de l'International Cardiac Doppler Society,

survenu le 26 avril 1996.

Les obsèques auront lieu le lundi 29 avril à 15 heures, au cimetière de Bagneux.

On se réunira à l'entrée principale, avenue Marx-Darmoy, 55, rue de Varenne, 75007 Paris.

THÈSES Tarif Étudiants 65 F la ligne H.T.

#### M. Elisabeth KOSELEFF

née FUCHS, survenu le 18 avril 1996, à quatre-vingt-trois ans, à Steinhilber-Brenner (Autriche).

Cet avis tient lieu de faire part.

La comtesse Dominique de Lense, ses enfants et petits-enfants, le comte Alain de Pincemont, ses enfants et petits-enfants, la princesse Isabelle de Broglie, ses enfants et son petit-fils, ont la tristesse de faire part du décès de

la comtesse Pierre de LEUSSE, née Odile VIELLEARD, Résidence Roussard, 94240 L'Hay-les-Roses.

munie des sacrements de l'Eglise, le 25 avril 1996, à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 30 avril, à 15 heures, en l'église de Reichshausen (Bau-Rhin).

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

M. Christophe Ménage, née Odile Tanton, son épouse, Pauline, Grégoire, Timothée et Amélie, ses enfants, M. François Ménage, sa mère, M. Paul Magnien, sa grand-mère, M. Bernard Tanton, sa belle-mère, M. et M<sup>me</sup> Jean-Marc Vallas, et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Alain Tanton, et leurs enfants, ses beaux-frères, belles-sœurs, neveux, nièces, ses oncles, oncles, cousins, cousines, Les familles Schmitt, Durand, Latrassé, Ménage, Magnien, Joulie, Ses nombreux amis, ont le deuil de faire part du décès de

Christophe MÉNAGE, à l'âge de trente-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 30 avril à 10 h 30 en l'église Sainte-Thérèse de Rueil-Malmaison, 21 bis, avenue de Seine ou boulevard des Coteaux (près du RER).

Dans l'attente de la Résurrection, son corps reposera au cimetière du Montparnasse.

« Heureux les cœurs purs, ils verront Dieu. » Matthieu V 12.

4, avenue d'Alsace-Lorraine, 92500 Rueil-Malmaison.

#### M. Liliane Genevieve-Anastase

M<sup>me</sup> Annick Lepoullet, M. et M<sup>me</sup> Jean Dodieu, et leurs enfants, M<sup>me</sup> Raymond Genevieve, et ses enfants et petits-enfants, Les familles Genevieve-Anastase, Yern, Edghe, Kilo, Dogue, Alanna, Redard, Procolon, Yoldi, Michel, Fondelot, Cessat, ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel MENIER, survenu le 23 avril 1996, à l'âge de quatre-vingt-six ans, à Paris.

Priez pour lui.

Le service religieux sera célébré le jeudi 2 mai, à 11 heures, en l'église Notre-Dame de la Gare, place Jeanne-d'Arc (M<sup>me</sup> Nationale), Paris-13<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Ivry parisien, dans la sépulture de famille.

4, rue Jeanne-d'Arc, 75013 Paris.

M. et M<sup>me</sup> Auguste Michel, et sa famille, ont le profond regret de faire part de la disparition de

M. Auguste MICHEL, directeur régional en retraite de la Police nationale, officier de l'Ordre du Mérite national, décédé le 16 avril 1996, dans sa soixante-dix-septième année.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire part.

9, rue de Wavrin, 92211 Suresne.

M. et M<sup>me</sup> Neuville, et ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Marc Neuville, ont le chagrin d'annoncer le décès de

docteur Bernard NEUVILLE, le 24 avril 1996.

Les obsèques ont eu lieu le 26 avril.

Cet avis tient lieu de faire part.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

#### M. Georges C. VLACHOS

professeur honoraire de l'Ecole des sciences politiques d'Athènes, membre de l'Académie d'Athènes, membre correspondant de l'Institut de France, officier de la Légion d'honneur, survenu à Tripoli, Arcadie, le 31 mars 1996.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 3 avril à Athènes.

68, rue Argolides, 115 23 Athènes, Grèce.

M. et M<sup>me</sup> Henri Terrier, M. et M<sup>me</sup> Michel Clisson, M. et M<sup>me</sup> François Weymuller, Ses enfants, ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants, les familles parentes et alliées, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. André WEYMULLER, né Germaine FRANÇOIS, pieusement décédé le 25 avril 1996 dans sa quatre-vingt-onzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 29 avril 1996 à 10 heures en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc de Lunéville.

20, rue Haxo, 54300 Lunéville, 11, allée Beau-Site, 06130 Grasse.

#### Anniversaires de décès

Un an déjà que

Pierre FRANCH

a quitté

Edith, sa femme, Danièle, sa fille, Alain, son fils, ainsi que ses petits-enfants.

11, rue de Verdun, 92150 Suresnes.

Il y a cinq ans,

Pierre NERSON

nous quittait.

Sa famille, ses amis, auront une pensée émue pour lui, en ce triste anniversaire.

#### M. Roman WINICKI

une cérémonie aura lieu au cimetière de Bagneux, le 1<sup>er</sup> mai 1996, à 12 heures.

#### Remerciements

Très touchés par vos nombreuses marques de sympathie et d'affection lors de la disparition brutale de

M<sup>me</sup> Marion GAUTIER, M<sup>me</sup> Isabelle VIGIER, et M. Marc FRANCOIS,

les familles, la direction générale et l'ensemble du personnel de C&A France vous adressent leurs remerciements émus.

#### Manifestations du souvenir

Union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France

Et la Société des amis de

Léon JOUBAUX (1879-1954), Prix Nobel de la Paix, fondateur de Force ouvrière, déposeront une gerbe, sur sa tombe au Père-Lachaise, le mardi 30 avril 1996, à 17 heures.

#### Colloques

Colloque international La communication écrite en Méditerranée

« Des signes pictographiques à l'alphabet » 14 et 15 mai 1996, Ville grecque Kérylos, Beaulieu-sur-Mer.

Rens. Ass. « Alphabets », 5, bd Edouard-Vaillant, 06000 Nice. Tél. : 93-53-63-13 - Fax : 93-81-41-11

Permanence : lundi à 16 h-12 h, mardi, mercredi, samedi, dimanche 15 h-19 h.

#### CARNET DU MONDE

21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

Renseignements : 42-17-29-94 ou 42-17-29-95

Télécopieur : 42-17-21-36

Tarif de la ligne H.T.

Tout les numéros : 108 F

Abonnements et actions : 95 F

Communications diverses : 110 F

Thèmes étudiants : 65 F

Les signes en capitales grasses sont facturés sur la base de deux lignes. Les signes en blanc sont obligatoires et facturés. Minimum 10 lignes.



**ÉDUCATION** Une étude du ministère de l'éducation nationale montre que les classes préparatoires ont enregistré, lors de la rentrée 1995-1996, une forte hausse de leurs

effectifs (+ 7,8 %), après des années de stagnation ou de baisse. Les excellents résultats au baccalauréat 1995, la réforme des « prépas » intervenue cette année et qui a boule-

versé un système en vigueur depuis 1973 expliquent ce renversement de tendance. ● LES CLASSES scientifiques et commerciales enregistrent les plus fortes progressions. Les

filles ne représentent que 38 % des effectifs : une sur quatre dans la filière scientifique, mais sept sur dix en lettres. ● L'INSERTION professionnelle des jeunes diplômés des

grandes écoles s'est améliorée l'an dernier. Seuls 11 % de ces jeunes restent à la recherche d'un travail, la proportion de contrats à durée indéterminée étant en augmentation.

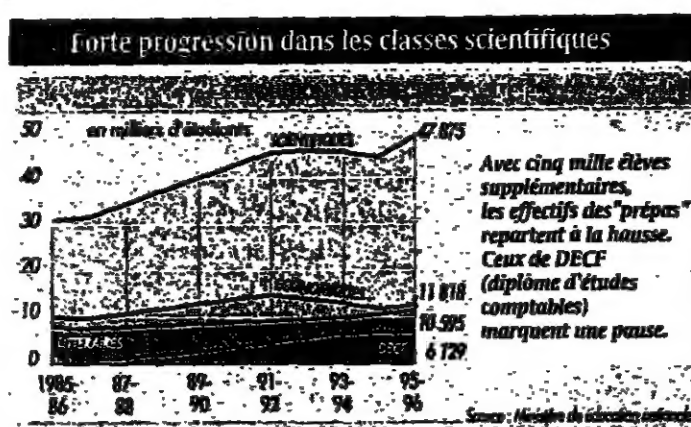
## Les classes préparatoires bénéficient d'un regain d'intérêt

Les effectifs des « prépas » ont passé le seuil des 70 000 élèves. Après plusieurs années de baisse, la rentrée 1995-1996, accompagnée d'une profonde réforme des enseignements, enregistre une forte hausse, en particulier dans les filières scientifiques et commerciales

AU MOMENT où le gouvernement s'interroge sur une réforme des premiers cycles universitaires et où cette question figure au menu des états généraux de l'Université, dont la préparation a débuté dans les facultés, une étude du ministère de l'éducation nationale sur les classes préparatoires alimentera sans aucun doute le débat. Certains, dont Roger Fauroux, président de la commission de réflexion sur l'école, ne cachent pas leur souhait de s'inspirer de cette « filière d'excellence » pour remodeler les premiers cycles. Les premières années de DEUG, proposent-ils, pourraient être réaménagées en prenant – pour partie – modèle sur les classes préparatoires et en renouant avec les bien anciennes propédeutiques. La formule de « collèges universitaires », lancée dès l'automne dernier par des membres la commission Fauroux, s'était aussitôt heurtée à l'opposition des syndi-

cats enseignants et étudiants. M. Bayrou lui-même avait dû exprimer son désaccord. Or l'étude du ministère montre que, après trois ans de relative désaffection, les classes préparatoires aux grandes écoles ont enregistré cette année une augmentation significative de leurs effectifs : elles comptent environ 5 000 élèves de plus que l'an dernier (+ 7,8 %). Selon le relevé établi par la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP), leurs effectifs ont, pour la première fois, dépassé le chiffre des 70 000 élèves ; 68,1 % d'entre eux sont dans les classes scientifiques, 16,8 % en section économique et 15,1 % en lettres.

**OUVERTURE DU RECRUTEMENT** Ce regain d'intérêt marque une rupture avec les rentrées précédentes. Jusqu'en 1991, les classes préparatoires avaient bénéficié d'une croissance continue d'environ 5 % par an. Elles avaient par la



suite subi un tassement des inscriptions, notamment en sciences, et surtout une chute brutale dans la série du haut enseignement commercial (HEC), dont les effectifs sont passés de 14 080 élèves en 1991 à 11 210 en 1994. Pour exceptionnel qu'il puisse paraître, plusieurs facteurs expliquent ce brusque renversement de tendance observé à la rentrée 1995-1996.

Le premier est sans doute le résultat record du baccalauréat 1995, qui a indéniablement incité les jeunes lauréats à confirmer leurs inscriptions dans ces classes. En second lieu, ce mouvement a été porté par la réforme des classes préparatoires entrée en vigueur cette année (lire ci-contre). Dans la section scientifique, dont la structure et les programmes ont été considérablement modifiés avec l'introduction d'une spécialité en sciences de l'ingénieur, les effectifs de première année ont augmenté de 15 %. Il faudra néanmoins attendre le passage en seconde année et la répartition dans les diffé-

rentes filières pour vérifier l'attrait de cette option confortée par la promesse d'un recrutement significatif des grandes écoles.

En khâgne, la progression est aussi significative : + 7,8 % en 1995 après un bond de 6,9 % en 1994. Comme à l'université, les formations littéraires exercent un attrait certain auprès des jeunes bacheliers, y compris les scientifiques, qui occupent plus de la moitié des places de la section lettres et sciences sociales (B.L.). Bien qu'encre très marginale, l'ouverture d'un recrutement spécifique d'élèves littéraires dans les concours d'entrée aux écoles de commerce représente un débouché supplémentaire. Hors une poursuite d'études à l'université, ces élèves pouvaient seulement, jusqu'alors, passer les concours de l'Ecole normale supérieure.

**IMPLANTATION DIVERSIFIÉE** Le renversement de tendance est plus net encore dans la section économique, qui a subi la plus forte transformation avec le pas-

sage de la scolarité de un à deux ans. En chute libre depuis trois ans, son recrutement a progressé de 5,4 %, essentiellement avec des bacheliers de la série ES (+ 18,6 %). La perspective d'une équivalence avec le DEUG de sciences économiques à l'université à l'issue de la seconde année – sous réserve d'un examen supplémentaire – a incontestablement influé dans les choix. Il n'est pas sûr, en effet, que tous ces élèves choisissent de préparer les concours d'entrée dans les écoles de commerce, confrontées à une délicate période de transition avec cet allongement de la scolarité préparatoire. Cette année, le nombre de candidats aux concours a chuté de 10 000 à 8 000, dont une moitié de « bizuts », assurés quoi qu'il advienne d'entrer en deuxième année et pour qui la présentation au concours n'est qu'un galop d'essai.

Bien que majoritaires dans les séries scientifiques du baccalau-

réat, les filles ne représentent plus que 38 % des effectifs des classes préparatoires : un quart dans la filière scientifique, mais sept sur dix en lettres. Enfin, les grands lycées de Paris et de la région ne fournissent plus qu'un cinquième des effectifs, contre 25 % en 1985. Six académies rassemblent à elles seules plus de la moitié des inscriptions : Paris, Versailles, Lille, Lyon, Nantes et Rennes. Sans doute faut-il voir les effets d'une politique d'implantation diversifiée, engagée depuis plusieurs années par le ministère. La carte scolaire des « prépas » devrait toutefois connaître de nouvelles inflexions avec la mise en œuvre progressive de la réforme. Si le renouveau des classes préparatoires devait se confirmer cette année, le ministère de l'éducation pourrait être tenté d'assouplir son refus actuel d'ouverture de nouvelles classes.

Michel Delberghe

### Les modifications intervenues en 1995

La réforme appliquée lors de la rentrée 1995-96 a bouleversé en profondeur un système qui était en vigueur depuis 1973.

- **Classes littéraires.** Un concours d'entrée en « lettres et sciences humaines » est désormais ouvert dans quelques grandes écoles de commerce (HEC, ESCP, ESC Lyon...). De nouveaux débouchés sont également proposés dans les instituts d'études politiques et les écoles de journalisme.
- **Classes économiques et commerciales.** Trois voies (scientifique, économique et technologique) sont proposées.

Une équivalence partielle avec les diplômes universitaires – DEUG de sciences économiques – est désormais possible. Surtout, la scolarité est passée de une à deux années.

- **Classes scientifiques.** Elles comprennent désormais une initiation aux sciences de l'ingénieur préalable au choix entre quatre filières : mathématiques-physique ; physique-chimie ; physique et sciences de l'ingénieur ; physique et technologie. S'y ajoutent les deux filières de biologie et les sections réservées aux bacheliers technologiques.

## L'accès à l'emploi s'améliore pour les jeunes diplômés des grandes écoles

L'INSERTION des jeunes diplômés des grandes écoles d'ingénieurs et de commerce connaît une embellie. Les premiers signes étaient perceptibles en 1994. L'enquête annuelle de la conférence des grandes écoles, qui a recueilli un peu plus de 35 000 réponses auprès des anciens élèves des trois dernières promotions de cent quarante établissements, confirme cette amélioration pour 1995.

Selon l'étude, un tiers des diplômés sortis l'an passé ont trouvé un emploi. Avec le service national et les poursuites d'études, seuls 11 % de ces jeunes restent à la recherche d'un travail ; 80 % des diplômés de 1993 et 64 % de ceux de 1994 déclarent être en activité. Toutefois les ingénieurs semblent éprouver plus de difficultés que les élèves des écoles de commerce et de gestion.

Autre signe d'amélioration, la durée de recherche d'emploi diminue notablement d'une année sur l'autre. La plupart des diplômés trouvent un travail en moins de quatre mois.

La proportion de ceux qui mettent plus de six mois continue de baisser, même si le temps de recherche est sensiblement plus long pour les femmes que pour les hommes. Les stages, pour 30 % des réponses, et les candidatures spontanées restent les moyens privilégiés pour accéder à l'embauche. Le service des carrières, le réseau des anciens élèves et les relations personnelles semblent perdre en efficacité.

**LES FILLES DÉFAVORISÉES** Parmi les offres d'emploi, la proportion de contrats à durée indéterminée est plutôt en augmentation, à l'inverse de l'an dernier, qui avait été marqué par une forte hausse des contrats à durée déterminée. Les CDD représentent toujours près de 30 % des offres, soit trois fois plus qu'en 1993, notamment pour les ingénieurs et les femmes issus des dernières promotions ; 20 % des diplômés de 1993 sont encore dans cette situation. De même, le statut de cadre n'est plus aussi assuré qu'auparavant :

17 % des jeunes ingénieurs, mais près de 30 % des gestionnaires, démarrent leur carrière à un niveau inférieur. Là également, les filles sont les plus défavorisées.

De toute évidence, les jeunes diplômés des grandes écoles privilégient encore les grandes entreprises : plus de 60 % d'entre eux sont embauchés dans des sociétés de plus de cinq cents salariés, alors que les perspectives continuent de décroître dans le secteur public. L'enquête note également l'attrait exercé par les postes à l'étranger, essentiellement pour les gestionnaires, deux fois plus nombreux à s'expatrier que les ingénieurs. Enfin, 15 % des jeunes diplômés, en majorité des filles, poursuivent leurs études en DEA, thèse de doctorat ou master. La conférence des grandes écoles prend soin de relever que, selon les réponses obtenues, ce chiffre, en légère diminution, n'est pas lié à la situation de l'emploi.

M. D.

## Pour trois Français sur cinq, le montant du RMI n'est pas assez élevé

PRÈS DES TROIS QUARTS des Français (73 % en 1995 contre 62 % en 1992) estiment que « les pouvoirs publics ne font pas assez pour les plus démunis », constate un rapport du Centre de recherche et de documentation sur les conditions de vie (Credoc), fondé sur une enquête réalisée l'an passé auprès de 2 000 personnes âgées de plus de dix-huit ans, selon la méthode des quotas, rendu public vendredi 26 avril. Environ trois Français sur cinq (61 %) considèrent que le montant du revenu minimum d'insertion (RMI), dont ils connaissent généralement le chiffre (2 325 francs pour une personne seule en 1995), n'est « pas assez élevé ». C'est qu'ils sont de plus en plus nombreux (45 % en 1995 contre 33 % en 1992) à « connaître personnellement un RMIste », le nombre des allocataires ayant triplé en métropole (833 000 l'an passé), depuis l'instauration de cette prestation en 1988.

Parmi « les principaux sujets de préoccupation des Français », la pauvreté dans notre pays, qui était

placée au sixième rang il y a seulement quatre ans, est aujourd'hui dans le « trio de tête », avec 28 %, derrière le chômage (49 %) et les maladies graves (31 %). Et quand il s'agit des actions prioritaires à mener, le traitement de la pauvreté et de l'exclusion vient en premier (63 %), loin devant la prise en charge des grands malades (29 %), l'indemnisation du chômage (23 %) ou le financement des retraites (22 %). Implicitement, le projet de loi d'orientation contre l'exclusion que prépare le gouvernement paraît donc particulièrement attendu.

### MANQUE DE CHANCE

Un tiers seulement des Français pense que le RMI est « à la fois » un revenu et un moyen d'insertion. Près de la moitié (47 %) doutent des possibilités réelles d'insertion offertes par cette prestation et considèrent que le RMI est « surtout » un moyen d'existence. Mais le rôle de l'insertion n'est pas nié pour autant : une très grande majorité (89 %) trouvent

« normal » que le RMI soit versé « à condition que des efforts soient faits » par le bénéficiaire. Et, contrairement à ce que certains s'efforcent de faire accroître, une majorité tout aussi importante (77 %) estiment que les RMIstes sont « aptes » à se réinsérer pour peu qu'ils soient aidés. Car, pour les trois quarts des Français (74 % en 1995 contre 60 % en 1991), ces personnes sont dans une situation de pauvreté « plutôt parce qu'elles n'ont pas eu de chance ». Seulement un quart de la population assure que c'est « plutôt parce qu'elles n'ont pas fait d'efforts pour s'en sortir ».

Cependant, si 58 % des Français sont persuadés que le RMI est bien attribué « à ceux qui en ont le plus besoin », une importante minorité (40 %) en doute. Certes, des jeunes figurent dans cette dernière catégorie : or ceux-ci dénoncent les limites du champ couvert par la prestation, qui n'est pas ouverte aux moins de vingt-cinq ans sans enfants. Mais les plus critiques envers le RMI et ses bénéficiaires se

recrutent chez les titulaires de revenus modestes, les travailleurs indépendants et les personnes âgées.

### SOUDARITÉ ACCRUE

Comme le relève, d'une façon générale, le rapport du Credoc, « la solidarité envers les plus démunis s'accroît, les exigences aussi ». Cette double constatation, qui n'est pas contradictoire, est à rapprocher du souci provoqué par l'augmentation de l'ensemble des dépenses annuelles liées au RMI : 32 milliards de francs en 1994, soit un triplement en cinq ans. Comment « activer les dépenses passives d'indemnisation », selon une idée étudiée par le gouvernement dans l'optique du projet de loi d'orientation contre l'exclusion ? En clair, si une réforme du RMI est envisagée, elle se révèle particulièrement complexe. La mise au point de ses modalités explique peut-être le retard pris par le travail gouvernemental dans ce domaine.

Michel Castaing

## L'affaire de l'appartement du fils de M. Tiberi classée

LE PARQUET de Paris a classé sans suite la nouvelle dénonciation de l'Association pour la défense des contribuables parisiens (ADCP) concernant la location, entre 1989 et 1995, par Dominique Tiberi, fils de l'actuel maire de Paris Jean Tiberi, d'un appartement HLM de la Ville. L'ADCP avait écrit le 22 mars au procureur de la République de Paris pour lui demander d'ouvrir une information judiciaire ou une enquête préliminaire pour « prise illégale d'intérêt », soulignant que Jean Tiberi présidait, à l'époque, l'Office HLM de la Ville de Paris. Le parquet de Paris a estimé que les faits visés ne peuvent caractériser l'infraction évoquée, celle-ci impliquant que l'agent ou l' élu mis en cause a pris un intérêt à l'acte dénoncé, c'est-à-dire un avantage d'ordre patrimonial susceptible de lui profiter personnellement.

## Le grand-maître d'une loge toulousaine mis en examen

MICHEL PAUPY, grand-maître de la Grande Loge de rite universel de Toulouse – une obédience non reconnue, créée en 1992 –, vient d'être mis en examen pour abus de confiance par un juge toulousain. Ce dissident de la Grande Loge nationale française avait réussi à attirer plus de deux cents « frères » dans la nouvelle structure. Suite à une plainte déposée par trois d'entre eux, qui n'avaient pu faire entendre leurs critiques sur la gestion de la loge, la brigade financière de la police judiciaire de Toulouse a mis au jour de nombreuses irrégularités dans les comptes. Convoqué devant le tribunal correctionnel avec son trésorier, le grand-maître devra s'expliquer sur les 100 000 francs qu'il aurait détournés à son profit, le carnet de chèques de la loge ayant servi notamment à couvrir ses propres frais. (Corresp.)

### DÉPÊCHES

■ **IMMIGRATION** : une libre opinion de Brigitte Bardot sur le rituel musulman de l'Alé-é-Kebir, publiée dans *Le Figaro* du 26 avril, a provoqué un tollé parmi les organisations antiracistes. Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) a dénoncé des « propos répugnants, mensongers et inacceptables », tandis que le président de SOS-Racisme, Fodé Sylla, a déclaré que « celle qui nous a fait rêver au cinéma aujourd'hui nous fait peur et nous donne froid dans le dos ». L'ancienne actrice, mariée à Bernard d'Ormale, conseiller et ami personnel de Jean-Marie Le Pen, avait notamment dénoncé « un débridement islamique en France ».

■ **JUSTICE** : le tribunal de grande instance de Paris a ordonné, vendredi 26 avril, en réitéré, « la sortie immédiate » de Didier Delaporte de l'hôpital psychiatrique Sainte-Anne. Cet ancien coursier du RPR, entendu comme témoin dans l'affaire des HLM de Paris, avait été interné en placement d'office mercredi 24 avril. Le juge des référés a estimé « sérieuse » « la décision de se faire soigner à l'extérieur de l'hôpital » dont M. Delaporte a fait état à l'audience.

■ **INSTRUCTION** : le garde des sceaux, Jacques Toubon, a indiqué, vendredi 26 avril, qu'il avait demandé au parquet de Dieppe d'associer un expert aux nouvelles investigations sur le drame de la grotte de Montérollet (Seine-Maritime), qui avait provoqué la mort de neuf personnes le 21 juin 1995. M. Toubon a cependant estimé « ni nécessaire ni souhaitable » qu'un second juge d'instruction soit nommé. Cinq cents personnes avaient manifesté à Rouen dans l'après-midi.

■ **EXCLUSION** : la Fondation abbé Pierre a décidé de refuser le don de Francis Vanverbergh, dit « Francis le Belge », vendredi 26 avril, après l'avoir accepté « en accord avec l'abbé Pierre », volé une dizaine de jours. Francis Vanverbergh, souvent qualifié de « dernier parrain marseillais », avait reçu 85 000 francs de l'Etat français en réparation du préjudice moral qui lui avait été causé en violation des dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme.

■ **CORSE** : un homme de vingt-cinq ans a été tué de plusieurs balles, dans la nuit de vendredi 26 à samedi 27 avril, en plein centre d'Ajaccio. Guy Paoli, inconnu des services de police, a été tué de cinq balles au thorax par un homme cagoulé, vers 2 h 15, alors qu'il se tenait près de sa voiture, selon les premiers éléments de l'enquête.

■ **INCENDIES** : des débuts de feux de forêt ont été constatés quotidiennement ces derniers jours dans le nord-est de la France, à Indre, vendredi 26 avril, la préfecture du Bas-Rhin. Selon Météo-France, l'Alsace n'avait pas connu une telle sécheresse hivernale depuis 1972.



# HORIZONS

ENQUÊTE

**Enfant chérie de l'Adriatique, l'ancienne et fière Raguse avait fini par oublier son appartenance à la Yougoslavie. Rattrapée par l'Histoire, mutilée par la guerre, Dubrovnik vit une longue et pénible convalescence**



## Dubrovnik la blafarde

(Slovaquie, République tchèque, Hongrie, Slovaquie...) pour tenter d'y ramener les touristes égarés, la deuxième bataille de Dubrovnik, celle des hôtels, s'engage en coulisses. Les grandes manœuvres de la privatisation sont, en effet, déjà largement entamées, et les convoitises sont à la mesure de l'enjeu : les revenus touristiques de la région se montaient à quelque 320 millions de dollars par an avant la guerre (1,6 milliard de francs environ), soit 10 % des rentrées touristiques de l'ensemble de la Yougoslavie, selon Niko Konul, pour qui « la bataille sera terrible ».

**R**ENDEZ-VOUS de la pensée, symbole du rayonnement de la cité magnifique, le Café de la Ville, entre palais Renaissance et église baroque, était l'un des endroits les plus connus de Croatie. A présent, un seul garçon règne sur des tables la plupart du temps vides. Il n'a pas été payé depuis un an et explique le désert ambiant en une phrase : « Plus personne n'a d'argent. » Même scènes, même explication, dans tous ces lieux devant lesquels, il n'y a pas si longtemps, les touristes faisaient la queue.

A terme, rien n'est perdu, évidemment. La remise en état de la cinquantaine d'hôtels de la région est en train. A en croire Niko Kon-

ul, le directeur du seul établissement qui n'ait jamais fermé de toute la guerre - l'Argentin - la moitié environ du potentiel touristique détruit ou gravement endommagé pourrait être à nouveau prêt pour la saison 96. Chargé du tourisme au sein du conseil municipal, Niko Konul veut espérer que la région retrouvera cette année 20 % de la manne des années d'avant-guerre. Il pense, cependant, que 10 % est un chiffre plus raisonnable, en attendant un retour espéré à l'âge d'or pour 1998. Mais, pendant que les prospecteurs parcourent l'Europe de l'Est

(Slovaquie, République tchèque, Hongrie, Slovaquie...) pour tenter d'y ramener les touristes égarés, la deuxième bataille de Dubrovnik, celle des hôtels, s'engage en coulisses. Les grandes manœuvres de la privatisation sont, en effet, déjà largement entamées, et les convoitises sont à la mesure de l'enjeu : les revenus touristiques de la région se montaient à quelque 320 millions de dollars par an avant la guerre (1,6 milliard de francs environ), soit 10 % des rentrées touristiques de l'ensemble de la Yougoslavie, selon Niko Konul, pour qui « la bataille sera terrible ».

Une « invasion » qui fait dire à certains que ce nouvel accent n'est pas forcément l'idéal pour relancer la vie intellectuelle et artistique de la cité sinistrée. Ne définit-on pas souvent avec mépris, en Dalmatie, les Herzégoviniens comme ayant

Ainsi, les Herzégoviniens sont-ils devenus les bêtes noires de la vieille société de la cité, qui les regarde, impuissante, placer leurs plans pour « mettre la main sur le complexe touristique de la ville », selon l'expression d'un Dubrovnikois. « Rendez-vous nos Serbes (qui formaient 6,7 % de la population avant la guerre), mais débarrassez-vous des Herzégoviniens ! », réclame l'héritière d'une vieille famille de Dubrovnik, selon laquelle « il reste de moins en moins de Dubrovnikois de souche. Avant, c'était le communisme qui les faisait fuir ; maintenant, ce sont les Herzégoviniens ». Il est vrai que déjà, dans certains cafés de la vieille ville, Dubrovnik a légèrement changé d'accent pour prendre une pointe rauque d'Herzégovine.

« une pierre dans la tête, une pierre dans la poitrine, une pierre à la main » ? Or, actuellement, Dubrovnik, « anesthésiée », traverse une « période de vide », comme le dit Ana, une jeune fille de vingt-trois ans qui poursuit ses études à Zagreb. Elle est la première à constater qu'« intellectuels et étudiants dubrovnikois se trouvent aujourd'hui dans la capitale », pour déplorer que « plus personne ne [fassé] rien » et que les manifestations culturelles soient quasi inexistantes. Elle fait toutefois preuve d'un certain optimisme devant ce champ libre. Ne rêvant que de rentrer dans « sa » ville, elle se dit sûre que sa génération « réagira et reviendra vivre à Dubrovnik pour la redynamiser ».

**« Rendez-vous nos Serbes, mais débarrassez-vous des Herzégoviniens ! », réclame cette héritière d'une vieille famille**

Ivana Burdelez, elle aussi, se veut assez optimiste, trouvant même que la situation actuelle n'a pas que des côtés négatifs : « L'argent attend de voir ce que deviendra Dubrovnik avant d'affluer, ce qui est une chance, car cela nous laisse le temps de penser à l'avenir ».

Yves Heller  
Dessin : Tudor Banus

et d'essayer d'en dessiner les grandes lignes. Jurant que « Dubrovnik ne sera pas Monte-Carlo, car nous n'en avons pas les moyens, ni la volonté », la responsable du Centre culturel de la ville définit son objectif : « Tendre vers quelque chose de plus naturel, de moins artificiel qu'avant, faire revivre les vraies traditions et éviter le côté superficiel qui prévalait précédemment », autrement dit, « retrouver la véritable identité de Dubrovnik ». Et M<sup>me</sup> Burdelez de déceler « quelques frémissements » annonciateurs d'une renaissance culturelle, tout en évaluant « à dix ans le temps qu'il faudra pour que Dubrovnik retrouve une véritable vie culturelle » et déplorant, elle aussi, l'exode d'artistes : « Il y a, actuellement, plus de chances de trouver du travail à Zagreb qu'à Dubrovnik ».

**S**LAVERN TOLJ, à trente-deux ans, est bien décidé à ne pas s'exiler, bien qu'ayant l'impression de vivre « dans un ghetto ». Il est responsable d'un groupe « anticorruptif » baptisé « Ateliers d'art du lazaret » - pour avoir élu domicile dans le lazaret, situé près de l'une des portes de la vieille ville - et composé d'artistes (peintres, acteurs, musiciens, etc.) ainsi que de sociologues et de psychologues qui s'emploient, depuis 1988, à secouer le carcan institutionnel de la Yougoslavie, puis de la Croatie, « où la culture d'Etat prévalait toujours ». « Aujourd'hui, comme hier, la vie culturelle est limitée aux manifestations officielles. Tout est fait pour la brillante : ça marchait quand il y avait de l'argent, mais, maintenant, le vide est manifeste », se plaint-il, pour évoquer une « Dubrovnik, ville fermée, qui parlait d'une culture imaginaire, totalement artificielle », se résumant à quelques manifestations spectaculaires, comme le célèbre Festival d'été.

Ce que voudraient Slaven Tolj, ancien étudiant de Sarajevo, et son groupe ? « Un travail continu », ancré dans la cité, et non quelques manifestations éphémères, vouées seulement à quelques célébrités internationales. Faire de Dubrovnik, par exemple, une « ville universitaire », multiplier les ateliers d'art, favoriser un véritable brassage d'idées, développer les contacts entre artistes locaux et étrangers. Mais, si lui-même reconnaît qu'il se sent aujourd'hui moins marginalisé qu'à l'époque de la Yougoslavie, il n'en est pas pour autant d'un grand optimiste. « Tout indique que les choses reprendront comme avant. [...] Tout le monde, ici, aspire à ce que ça recommence, sans amélioration de qualité », estime-t-il en craignant « le retour du tourisme à haute dose ».

En 1991 et 1992, Slaven Tolj a dû porter les armes pour défendre sa ville contre les attaques serbes et monténégrines. Pour lui, il faut maintenant « rétablir les communications ». Mais la tâche risque d'être ardue, tant les premiers contacts qu'il a renoués - en Slovaquie et en Finlande - avec ses anciens amis serbes lui ont laissé un goût amer. « Nous, ici, avons compris ce qui s'est passé ; nous n'avons pas gardé la même arrogance ». Il se souvient encore de cette Serbe se vantant auprès de lui d'avoir « sauvé » plusieurs toiles qu'elle avait « découvertes » à Cavtat - station balnéaire des environs de Dubrovnik occupée pendant longtemps par les forces serbes - en les emportant à Belgrade, où... elle tient une galerie de peinture.

**L**a « perle de l'Adriatique » a bien pâli dans son éternel éblouissement par les obus serbes. Sept mois et demi de siège, du 5 octobre 1991 au 21 mai 1992, ont laissé de profondes blessures à Dubrovnik, l'orgueilleuse cité, hier vitrine de la Yougoslavie triomphante, reléguée au rang de petite ville d'une lointaine province, coincée entre la mer et d'hostiles montagnes, à la frontière du Monténégro. « Dubrovnik est blessée, pas morte », aime à répéter son maire, Nikola Obuljen. Reste que personne, ici, ne sait trop à quoi ressemblera, demain, l'ancienne et fière Raguse, qui vit aujourd'hui, blafarde, une longue et pénible convalescence.

Les blessures les plus profondes ne sont peut-être pas les traces noires que l'on voit encore sur certaines façades Renaissance aux fenêtres béant sur le vide ni les murs ou les remparts entamés par les obus ; pas plus que les échafaudages qui terrassent la cité ne sont les souffrances les plus pénibles à supporter par la population. Car la reconstruction est en route, même si Nikola Obuljen déplore qu'elle n'aille « pas à la vitesse espérée ». Déjà, il faut un œil exercé pour remarquer les tâches claires qui grèlent les escaliers d'accès à l'église des Jésuites, de même que l'absence de patine de certaines des pierres formant le sol du célèbre Stradun, ou les traces de rénovation de la façade baroque de l'église Saint-Blaise, ou encore la couleur un peu trop vive des toits de la vieille ville.

Certes, M. Obuljen peut regretter que l'argent espéré de la communauté internationale pour restaurer ce joyau du patrimoine mondial ne soit arrivé qu'au compte-gouttes, alors que les dégâts occasionnés par les bombardements sont évalués à quelque 10 millions de dollars (environ 50 millions de francs). Certes, la reconstruction d'un seul des neuf palais incendiés a pu être assurée grâce à une donation du célèbre pianiste croate Ivo Pogorelec. Mais les autres palais - américains, italiens, français, etc. - ont permis de faire avancer un certain nombre de projets. De plus, les outrages de cette guerre-ci peuvent paraître, en fin de compte, relativement bénins par rapport aux épreuves imposées, au cours des siècles, par la terre et ses tremblements à répétition (une centaine en trois siècles), dont le plus grave, en 1667, a détruit la majeure partie de la ville et a tué la moitié de sa population. Or, à chaque fois, Dubrovnik a pu renaitre de ses cendres.

S'il est un traumatisme qui a assommé la cité, la laissant dans un état de totale léthargie après des mois de lutte, c'est le vide que chacun ressent aujourd'hui ici, tant sur le plan économique et social que culturel. Choquée pendant des décennies grâce aux revenus financiers que sa beauté et sa situation permettaient d'engranger, la ville a eu tendance à se comporter comme l'Onique, l'oasis au milieu du désert, arrogante et méprisante pour le reste de la Yougoslavie ; à tel point qu'elle avait presque fini par penser qu'elle n'en faisait plus partie. Vitrine du régime titiste, Dubrovnik était tournée vers l'étranger, vers la « civilisation » et les devises. La manne tombait à satiété ; à peine s'il fallait se baisser pour la ramasser tant elle était abondante.

Et, un beau jour d'octobre 1991, Dubrovnik a été rattrapée par la Yougoslavie, qui l'a entraînée à

**« Tout est fait pour la brillante ; ça marchait quand il y avait de l'argent, mais, maintenant, le vide est manifeste »**

coups de canon dans ses déchirements. En quelques instants, la cité, dont la devise est « Libertas », a fait un bond de plusieurs siècles en arrière pour se voir infliger un siège digne du Moyen Âge. La guerre a vidé la corne d'abondance en même temps qu'elle faisait fuir les touristes, soit la presque-totalité des revenus de la région. L'argent évanoui, Dubrovnik s'est retrouvée seule, au bout du monde, réduite à l'état de « cul-de-sac », selon l'expression la plus couramment utilisée ici. Il suffit de voir la route côtière quasi déserte pour mesurer son isolement. Une

cul, le directeur du seul établissement qui n'ait jamais fermé de toute la guerre - l'Argentin - la moitié environ du potentiel touristique détruit ou gravement endommagé pourrait être à nouveau prêt pour la saison 96. Chargé du tourisme au sein du conseil municipal, Niko Konul veut espérer que la région retrouvera cette année 20 % de la manne des années d'avant-guerre. Il pense, cependant, que 10 % est un chiffre plus raisonnable, en attendant un retour espéré à l'âge d'or pour 1998. Mais, pendant que les prospecteurs parcourent l'Europe de l'Est

grandes écoles s'est améliorée : dernier, seuls 11 % de ces jeunes ont la recherche d'un travail déterminée étant en augmenté

### regain d'intérêt

de la hausse, la rentrée 1995-1996, les dans les filières scientifiques et commerciales

de la hausse, la rentrée 1995-1996, les dans les filières scientifiques et commerciales

### L'affaire de l'appartement du fils de M. Tiberi classée

L'affaire de l'appartement du fils de M. Tiberi classée

### Le grand-maitre d'...

Le grand-maitre d'...

Le grand-maitre d'...

Le grand-maitre d'...

Le grand-maitre d'...

Le grand-maitre d'...



# L'homme qui révolutionna l'économie

Il y a cinquante ans disparaissait l'économiste le plus célèbre du monde : John Maynard Keynes. Homosexuel, anticonformiste, il était la tête de Turc aussi bien des marxistes que des conservateurs pour sa prétention à gérer différemment le capitalisme

**A**LORS qu'il est déjà l'économiste le plus connu du monde, une des dernières missions de Keynes pour le gouvernement britannique consiste à négocier les conditions du prêt américain à la Grande-Bretagne au sortir de la seconde guerre mondiale. Très éprouvantes, ces négociations le laissent physiquement affaibli, et il meurt peu après, d'une crise cardiaque, le 21 avril 1946. Il y a cinquante ans. Les conditions léonines imposées à son pays ont humilié un homme qui a éprouvé toute sa vie une profonde nostalgie pour l'époque de sa jeunesse, lorsque la domination de la Grande-Bretagne sur le système économique mondial semblait inébranlable. C'est d'ailleurs cette nostalgie d'une époque où le progrès économique était considéré comme allant de soi (le mot de chômage n'apparaît dans le dictionnaire qu'en 1888) qui guidera une grande partie de son œuvre.

John Maynard Keynes naît le 5 juin 1883 dans une famille aisée et cultivée. Son père est lui-même économiste à Cambridge et sa mère, la première femme maire de la ville, se fera connaître pour ses activités féministes. Le jeune Keynes grandit dans une atmosphère familiale beaucoup moins conservatrice que la majorité de la haute société victorienne. En 1897, il obtient une bourse pour Eton, où il excelle en mathématiques mais aussi dans les matières classiques et en histoire. Ce sont les années de formation du Keynes logique, statisticien et déjà arrogant. C'est aussi à cette époque qu'il donne libre cours à ses amitiés, à son penchant pour les artistes et les écrivains, et qu'il se plonge dans la poésie médiévale et les spéculations abstraites. En 1902, il entre au King's College de Cambridge et ce n'est qu'assez tard, en 1906, en préparant un concours administratif, qu'il se découvre un intérêt pour l'économie. Pendant ses deux années de fonction publique à l'India Office, Keynes passe en fait le plus clair de son temps à rédiger une thèse sur les probabilités, qui lui permettra de revenir en tant qu'enseignant à Cambridge.

Cette époque le voit aussi rejoindre le groupe de Bloomsbury, un cercle de jeunes bourgeois intellectuels non conformistes. Le

groupe comprend Lytton Strachey, Virginia Stephen, qui deviendra Virginia Woolf après son mariage avec un des garçons du groupe, et le peintre Duncan Grant, avec qui il entretiendra une liaison. A propos de ces années d'avant guerre, Keynes écrit en 1938 : « *L'objectif majeur de la vie était l'amour, la création et la jouissance de l'expérience esthétique et la poursuite de la connaissance. De tous ceux-ci, l'amour venait de loin en premier.* » Keynes gardera un goût prononcé pour les arts en général et la danse en particulier. Il épousera ainsi en 1925 la danseuse étoile des ballets russes Diaghilev, Lydia Lopokova.

Sa carrière d'économiste se développe en parallèle de ses activités éclectiques. A vingt-huit ans, il est nommé rédacteur en chef de la plus prestigieuse revue universitaire de l'époque, *The Economic Journal*. Après avoir joué un rôle important dans le sauvetage de l'étalon-or pendant la crise bancaire d'août 1914, il rejoint le Trésor. Son rôle dans l'effort de guerre le met en position délicate vis-à-vis de ses amis du groupe de Bloomsbury, pour qui la guerre détruit tous les espoirs d'une nouvelle civilisation. Son opposition croissante à la guerre le conduit à demander le statut d'objecteur de conscience lorsque la conscription est annoncée, en janvier 1916. A la Conférence de paix de Paris, il tente, en tant que chef de la délégation du Trésor, de convaincre Lloyd George d'accepter un montant modéré pour les réparations allemandes. Dégoûté par son échec, il démissionne en juin 1919 et écrit en deux mois ce qui deviendra son premier best-seller, *Les Conséquences économiques de la paix*, qui le rend immédiatement célèbre.

Avec prescience, le livre dénonce la folie des Alliés d'exiger de l'Allemagne une indemnité qu'elle ne pourra raisonnablement payer. Il prédit que cette exigence mettra en péril les mécanismes économiques sur lesquels la prospérité européenne de l'avant-guerre dépendait, et aboutira à une guerre de revanche allemande. Avec ce livre, Keynes met aussi pour la première fois les problèmes économiques sur le devant de la scène publique, jusqu'alors occupée par les seules questions de haute politique internationale. Ils ne la quitteront plus.

Il revient à Cambridge en 1919, mais l'université n'est plus le centre de sa vie, et il n'y passe que

pour y dispenser ses cours. Il se met à investir et à spéculer, d'abord sur les marchés de change, puis sur les marchés boursiers. Il s'y montre très doué, fait fortune et retire de cette expérience une connaissance directe des mécanismes financiers. Il est membre du conseil d'administration de plusieurs compagnies d'assurances et d'investissement, ainsi que le principal propriétaire et directeur de publication d'un hebdomadaire dans plusieurs journaux. Bref, il est partout, et cela à un prix : il n'écrit pas d'ouvrage théorique majeur

avant 1930, à près de cinquante ans.

L'année du début de la crise est celle de la publication de son *Traité de la monnaie*, dont le sujet central est l'inflation, et qui s'inscrit encore dans la tradition classique. Son livre le plus connu, *La Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, paraît en 1933 ; l'aggravation de la crise en Grande-Bretagne et dans le monde et l'apparition du chômage ont fait passer l'inflation au second plan. Ce second ouvrage révolutionne la pensée économique en proposant une théorie de la crise et du chô-

mage et en donnant pour la première fois une responsabilité aux gouvernements dans la lutte contre le chômage : la macroéconomie est née. Il constitue aussi une attaque en règle (parfois caricaturale) de l'orthodoxie classique, selon laquelle les mécanismes de marché, par l'intermédiaire de l'ajustement des prix et des salaires, permettent de maintenir constamment le plein emploi. Il aura, surtout après la seconde guerre mondiale, un impact révolutionnaire sur la politique économique. Parce qu'il développe une théorie de la détermination du re-

venu national de court terme, il offre ainsi aux décideurs politiques un outil conceptuel qui est encore à la base des modèles de prévision de l'économie.

La publication de *La Théorie générale* fait de Keynes l'économiste britannique le plus influent, et il est même anobli en 1942. En 1944, il mène la délégation britannique à la conférence de Bretton Woods. Si son plan prévoyant la stabilité des taux de change grâce à la création d'une monnaie mondiale, le Bancor, est rejeté, il obtient la création de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, qui deviendra plus tard la Banque mondiale.

Politiquement, Keynes demeure un libéral à l'anglo-saxonne, sans véritable conscience sociale

Les idées de Keynes rencontrent dès son vivant de violentes critiques des marxistes et davantage encore des conservateurs. Les premiers, qui considèrent l'instabilité des économies de marché comme la preuve de la condamnation du système capitaliste, ne peuvent accepter une théorie qui suggère que cette instabilité peut être éliminée sans bouleversement institutionnel profond. D'ailleurs, du point de vue politique, Keynes demeure un libéral au sens anglo-saxon du terme, sans véritable conscience sociale, et son objectif n'est pas de renverser le système capitaliste, mais de le gérer au mieux. Le rôle redistributif de la politique économique n'est envisagé que lorsqu'il s'inscrit dans l'objectif de stabilisation macroéconomique.

Mais les attaques les plus violentes contre Keynes viennent des conservateurs. Contre l'homme d'abord, esthète, homosexuel et membre d'un groupe d'intellectuels anticonformistes. Plus fondamentalement, ils voient en lui celui qui a mis à mal la politique du laissez-faire et légitimé intellectuellement l'expansion du rôle de l'Etat dans l'économie.

Philippe Martin



Lord Keynes et son épouse s'apprêtent à embarquer sur le « *Giant Queen Elizabeth* », le 17 décembre 1945 à New York. Au nom du Royaume-Uni, il vient d'obtenir des Etats-Unis un prêt de 4 milliards de dollars, mais assorti de conditions léonines.

## Entre keynésiens et monétaristes, un débat maintenant plus policé

KEYNES est un des rares économistes dont on puisse identifier l'impact sur l'économie. Si l'on regarde une courbe de production dans les pays industrialisés avant et après la seconde guerre mondiale, on distingue une très forte diminution de la volatilité de la croissance. Les défenseurs de Keynes y voient très nettement l'effet des politiques de stabilisation d'inspiration keynésienne mises en œuvre à partir des années 50. Ses détracteurs font remarquer que sur une autre courbe, « l'effet Keynes » peut aussi être montré du doigt. Après les années 50, le niveau des prix augmente de manière continue. C'est en effet dans les années 50 et surtout 60 que triomphe la révolution keynésienne, ce qui fait dire à Milton Friedman, en 1966 : « *Nous sommes tous des keynésiens maintenant.* »

C'est le même Friedman qui, à l'université de Chicago, prépare déjà la contre-révolution monétariste. Il prédit en effet que les politiques monétaires expansionnistes d'inspiration keynésienne ne vont aboutir qu'à une accélération du taux d'inflation. La stagnation, à partir du milieu des années 70, vient lui donner raison de manière spectaculaire. A chaque nouvelle récession, le coût en termes d'inflation de la lutte contre le chômage augmente et, à la fin des années 70, lorsque l'inflation dépasse les 10 %, ce coût est apparu dangereusement élevé pour un résultat de moins en moins efficace.

Au début de la décennie suivante, les monétaristes peuvent avec assurance annoncer la mort

du keynésianisme. Dans cette entreprise de restauration de la pensée classique (d'où leur appellation de néoclassiques), ils ont été épaulés par l'école des anticipations rationnelles, menée par Robert Lucas, également à Chicago. Celle-ci va plus loin que la critique monétariste, puisqu'elle implique qu'une politique monétaire anticipée par des agents rationnels n'aura d'effet que sur les prix et aucun effet sur la production, même à court terme. Pour un temps, la logique semble dévastatrice et les keynésiens se retrouvent dans une impasse intellectuelle.

### TENIR COMPTE DES ANTICIPATIONS

Ce débat extrêmement violent est pratiquement confiné aux campus universitaires américains, et apparaît avec beaucoup de retard en France. La situation fran-

çaise est d'ailleurs assez contradictoire, puisque les milieux universitaires refusent longtemps la révolution des anticipations rationnelles, alors que les gouvernements successifs des années 80 suivent des politiques de désinflation inspirées, pas toujours de manière consciente, de cette école. Les décisions de politique économique sont en effet essentiellement jugées sur un critère découlant directement des anticipations rationnelles : seront-elles crédibles auprès des agents et des marchés ? L'indépendance de la Banque de France est ainsi justifiée par le souci de rendre plus crédible la politique monétaire pour contrôler les anticipations d'inflation.

La contre-offensive keynésienne part des Etats-Unis, et principalement des universités de Harvard et MIT, à Boston, dès le début des

### Récession, comment on y entre, comment on en sort

L'état de récession d'une économie s'explique, selon Keynes, par la crise de confiance liée à la crainte du chômage : les ménages épargnent plutôt que de consommer. Une situation qui n'est pas sans rappeler celle de la France aujourd'hui. Parce que la demande des uns constitue le revenu des autres, la baisse de la consommation entraîne une baisse des revenus. Alors les entreprises ferment, et le chômage augmente. Keynes donne un mode d'emploi pour sortir de la crise : augmenter la masse monétaire en circulation pour satisfaire le désir d'épargne sans tomber dans la spirale de la diminution des dépenses. La Banque de France, avec la politique de baisse des taux d'intérêt, suit à peu près cette recommandation. Keynes assigne un autre rôle au gouvernement : il doit faire ce que le secteur privé ne veut pas faire, dépenser, et donc creuser le déficit budgétaire. Lorsque celui-ci ne peut être augmenté, comme aujourd'hui du fait des critères de Maastricht, le gouvernement en est réduit à exhorter les ménages à dépenser. L'analyse de la situation actuelle faite par le gouvernement Juppé reste donc dans la tradition keynésienne.

Ph. M.

**"GRAND JURY"**  
**RTL-Le Monde**

**HERVÉ GAYMARD**

ANIMÉ PAR  
**OLIVIER MAZEROLLE**

AVEC  
**MICHEL NOBLECOURT (LE MONDE)**  
ET  
**CATHERINE MANGIN (RTL)**

**RTL**

**DIMANCHE 18 H 30**

**DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9**







**TRANSPORTS** Christian Blanc, président de l'ex-Air Inter, rebaptisée Air France Europe, a présenté jeudi 25 avril à son conseil d'administration les grandes lignes d'un

plan de sauvetage de la compagnie aérienne. « En moins de deux ans, si rien n'est fait, l'entreprise aura été mise en situation de cessation de paiement », selon M. Blanc.

● **LA FERMETURE** des lignes « structurellement déficitaires », la mise en place de « navettes » sur les grandes lignes et l'alimentation du « hub » d'Air France à Roissy

constituent le premier volet du plan. ● **LA RÉDUCTION** des coûts salariaux des hôtesses, stewards et surtout des pilotes en constitue le volet principal. Des négociations

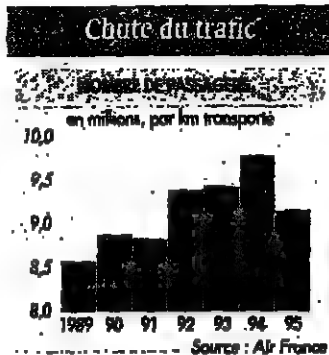
avec les syndicats débiteront dès la semaine prochaine. ● **UN CONSEIL** d'administration extraordinaire a été convoqué le 15 mai pour entendre les détails du plan.

## Christian Blanc annonce un plan drastique pour sauver Air France Europe

Le président de la compagnie aérienne entre en guerre avec le personnel navigant de l'ex-Air Inter dont il veut réviser les rémunérations. En lourdes pertes, l'entreprise est menacée de disparition « si rien n'est fait », selon lui, pour réagir à la libéralisation du ciel

« LE DEVENIR de l'entreprise est clairement posé. Des élèves de cours moyen comprendraient cela sans discuter. Tous, à Air France Europe, ne font pas compris ». Le président de l'ex-Air Inter, Christian Blanc, menace la compagnie intérieure d'une débâcle. Dans un texte de sa main lu par Jean-Pierre Courcol, directeur général d'Air France Europe, devant le Comité d'Entreprise vendredi 26 avril, M. Blanc lance : « En moins de deux ans, si rien n'est fait, l'entreprise aura (...) été mise en situation de cessation de paiement ». Une véritable déclaration de guerre aux personnels.

Air France Europe, en 1994, a gagné encore 21 millions de francs. Puis, a perdu 477 millions de francs en 1995. Selon Christian Blanc, le déficit plonge : 100 millions par mois sur le premier trimestre 1996. Pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> avril 1996 au 31 mars 1997, la direction prévoit une perte d'exploitation de 1,3 milliard de francs. Attaquée sur ses principales lignes par la concurrence autorisée, les compagnies françaises comme Air Liberté, AOM ou TAT - dont les coûts de production sont nettement inférieurs - l'ex-Air Inter a vu ses parts de marché s'effondrer. En 1995, 1,3 million de passagers lui ont échappé, dont



Air France Europe a perdu 1,3 million de passagers en 1995. Elle en a transporté 15,8 millions.

une partie à cause des grèves. Pour enrayer la fuite, la compagnie a aligné ses tarifs à la baisse, entraînant une perte de recettes de 5 à 10 % par siège sur les lignes ouvertes à la concurrence. Or la libéralisation la plus rude est à venir : le 1<sup>er</sup> avril 1997, le ciel français sera ouvert directement à toutes les compagnies européennes - British Airways, Lufthansa, KLM...

« Les projections financières que je vous ai exposées, soit mèneront [Air France Europe] à la faillite, soit la

plongeront dans une spirale irrémédiable de pertes de marché, de fermetures de lignes, d'abandon de créneaux, de réductions d'activités et de licenciements », estime Christian Blanc. « Ce scénario d'effondrement, nous pouvons y échapper », explique-t-il. L'ex-Air Inter peut revenir à l'équilibre en 24 mois.

Premier moyen : la réorganisation du réseau. Les lignes « structurellement déficitaires », c'est-à-dire celles dont les recettes ne couvrent même pas les coûts directs, seront fermées. M. Blanc n'en a pas donné la liste. Ces suppressions de vols dégraderont des petits avions, des créneaux et des équipages, qui seront réaffectés à la création des cet hiver de « navettes » sur quelques grandes lignes entre Orly et les villes de province. Ces navettes sont l'arme essentielle pour reprendre des passagers à ses concurrents sur Paris-Marseille ou Paris-Nice. Dans la même optique, Air

France Europe devra alimenter les vols long courrier d'Air France sur son « hub » de Roissy (plus de 1,6 million de passagers).

### « DRAMATISATION »

Deuxième volet du plan de sauvetage, l'optimisation des recettes par une série d'instruments désormais connus : yield (répartition des places entre différentes catégories tarifaires), fidélisation... Troisième et principal axe stratégique : un important programme de réduction des coûts. Pour le personnel au sol, dont les rémunérations sont au niveau de la concurrence, il n'y aura pas de licenciement ni de modification des salaires. Le personnel navigant, en revanche, est directement visé. Les conditions de travail et de rémunération des hôtesses et stewards seront unifiées avec celles d'Air France, moins coûteuses et plus productives.

Mais c'est avec les pilotes de la

compagnie que les négociations s'annoncent les plus difficiles. « C'est là que l'effort le plus important devra être obtenu », considère M. Blanc. Selon le rapport du cabinet allemand Berger, les coûts des pilotes d'Air Inter en 1994 étaient de 91 % supérieurs à ceux de leurs homologues de Lufthansa. Des incitations au départ seront accordées aux pilotes de plus de cinquante-cinq ans. Les autres devront se plier aux nouvelles règles ou bien partir. Le 6 février, Christian Blanc a dénoncé les accords collectifs. Si, en avril 1997, aucun terrain d'entente n'a pu être trouvé, la direction d'Air France Europe pourra imposer de nouveaux accords à ses pilotes.

« Christian Blanc a repris la méthode qu'il avait appliquée à Air France : dramatisation de la situation, diabolisation d'une catégorie de personnel - les pilotes - dans l'espoir de diviser les salariés », rétorque le

Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL). « Mais le plus grave, c'est qu'il n'y a toujours aucune stratégie pour Air Inter. Il y a un an, on nous disait qu'on ne pouvait pas devenir une compagnie de navettes car nos coûts étaient trop élevés. On nous dit désormais l'inverse. Nous ne comprenons pas où veut aller Christian Blanc ».

Dès la semaine prochaine, Jean-Pierre Courcol recevra les différents syndicats. Les syndicats d'Air France Europe attendaient depuis plusieurs mois un plan de sauvetage de leur compagnie alors que celui d'Air France est sur les rails depuis plus de deux ans. Ils attendent d'en avoir le détail, notamment la forme que prendra l'aide de l'Etat évoquée par M. Blanc. L'ensemble du plan sera présenté en conseil d'administration extraordinaire le 15 mai.

Virginie Maitre

### - Argile ou boue ?

## Le TGV Paris-Amsterdam ne roulera pas à pleine vitesse avant 2004

**AMSTERDAM** correspondance. Le TGV Paris-Amsterdam se fait attendre. La liaison à grande vitesse, nommée Thalys, nécessite la construction d'une nouvelle ligne. Mais, sans parler des difficultés de tracé purement belge, la ligne se heurte, aux Pays-Bas, à la lenteur de la bureaucratie. Seul le tronçon au sud de Rotterdam (Amers-Bréda) a fait l'objet d'un accord. En ce qui concerne le tracé Rotterdam-Amsterdam, « il y a trois variantes possibles, plus quelques sous-variantes », explique Bob den Besten, président des Nederlandse Spoorwegen (NS), les chemins de fer néerlandais. Le gouvernement s'est engagé à prendre une décision d'ici à l'été, en tout cas avant la fin de 1996. « Si tout va bien, et compte tenu des délais que nécessite la pose des voies, tout sera prêt vers 2004 », espère M. den Besten.

Lorsque les partenaires ont arrêté l'idée d'un TGV nord-européen, en 1989, ils évoquaient un Paris-Amsterdam en trois heures dès 1995 et au plus tard en 1998. Le retard, outre « l'excès du nombre d'organes de consultation aux Pays-Bas », provient des coûts de la construction des nouvelles voies dus au manque d'espace et à la présence quasi permanente de l'eau et des canaux. La faible stabilité du sol nécessite des investissements supplémentaires. « Le kilomètre de voie coûte environ deux fois plus cher qu'en France ». Le tracé du TGV néerlandais est évalué à 7,3 milliards de florins (21 milliards de francs).

D'ici là, les voyageurs devront se contenter d'une sorte de semi-TGV. Amsterdam reste à plus de quatre heures de Paris.

Alain Franco

## Les salariés de Danzas obtiennent une meilleure préservation de l'emploi

APRÈS avoir connu une des plus graves crises de son histoire, la direction de Danzas-France a signé cette semaine un accord social avec la CFDT, la CGT et FO, mettant fin à un conflit dont l'origine était un plan - exposé le 2 avril - de 651 suppressions d'emplois sur 3 600 salariés.

Sur la centaine d'agences de l'entreprise de transport, la direction a accepté de réduire de douze à huit le nombre de sites qu'elle envisage de fermer. Sont épargnés, au moins provisoirement, Cholet, Nice et Lille. Les décisions concernant les sites de Cavillon et Montpellier restent à l'étude. Par ailleurs la direction s'engage à multiplier les offres de reclassements internes et externes. Aux 257 reclassements internes et à la petite centaine de reclassements externes initialement prévus, viennent s'ajouter 100 reclassements supplémentaires dont 20 pour remplacer des salariés en contrat à durée déterminée. L'accord porte également sur les salaires : les augmentations générales se monteront cette année à 2,5 %, soit davantage que l'inflation prévue. En contrepartie de ces mesures, les syndicats renoncent à toute action en justice.

Ce conflit et son dénouement risquent de marquer l'ensemble de la profession. Dans un monde du transport privé peu syndiqué, les syndicats de Danzas ont su montrer leur force. Alors que Danzas n'avait jamais connu de grève nationale, les syndicats, unis, ont réussi à paralyser quarante dépôts le mardi 22 avril. Le dépôt stratégique de Garonor a, selon la CFDT, été bloqué du jeudi 18 au mardi 23 avril.

### LE FAIT SYNDICAL RECONNU

« Il y a désormais une section syndicale dans presque tous les établissements dotés d'un comité d'entreprise. Il y a même une section CFDT qui vient de se créer au siège social, ce qui aurait été impensable encore récemment », se félicite Patrice Huart, secrétaire syndical central CFDT et trésorier du comité central d'entreprise.

Signe de cette reconnaissance du fait syndical qu'a engendrée, selon lui, le conflit : la direction a invité le bureau du comité d'entreprise à participer le 14 mai à une réunion au départ réservée aux directeurs de site. Une première dans le groupe.

Frédéric Lemaître



3615 3616  
RENAULT  
Cher : 120 700

RENAULT  
Cher : 120 700



## Les négociations mondiales sur les télécommunications s'accélèrent

Les Etats-Unis multiplient les pressions pour la libéralisation des marchés européens et asiatiques. Trente-neuf pays doivent arriver à un accord avant la date-butoir du mardi 30 avril

LES NÉGOCIATIONS menées depuis juillet 1995 dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour une ouverture aussi large que possible à la concurrence des marchés des télécommunications abordent l'ultime ligne droite. La date-butoir pour parvenir à un accord a été fixée au 30 avril. Exclu des accords de l'Uruguay Round sur la libéralisation du commerce signés en avril 1994, le secteur des télécommunications représente de gros enjeux : la société d'études Omsys l'évalue à un peu plus de 625 milliards de dollars (3 100 milliards de francs) au niveau mondial.

Une réunion des trente-neuf pays en négociations - ils représentent 93 % du marché mondial des télécommunications - a eu lieu vendredi 26 avril afin de faire le point sur l'état d'avancement du dossier. Trente-trois pays, dont l'Union européenne (les Quinze comptent pour un pays), ont déposé une offre. Avant d'aborder la dernière ligne droite, les Etats-Unis multiplient les pressions afin

d'obtenir d'ultimes concessions favorables à leurs industriels. Le représentant adjoint américain au commerce, Jeffrey Lang, a déclaré, vendredi 26 avril à Genève, attendre de meilleures offres, menaçant de retirer la proposition américaine. Sont particulièrement visés certains Etats asiatiques (Pakistan, Taïwan, Singapour, l'Indonésie, Corée du Sud...), les autorités américaines exigeant une plus grande ouverture de leurs marchés des satellites de télécommunications.

### « SOUPLÈSE » EUROPÉENNE

« Les pays asiatiques ont décidé de tenir fermés leurs marchés au-delà de l'an 2000, et cela est simplement inacceptable. Les Américains ne signeront pas un accord qui ne soit pas avantageux pour l'industrie américaine », a souligné, vendredi 26 avril, Blake Harris, le responsable du bureau international de la Commission fédérale des communications (FCC), l'organisme chargé de la réglementation du secteur des télécommunications outre-Atlan-

tique. Des différends subsistent aussi entre les Etats-Unis et l'Europe.

Les Européens reprochent aux Etats-Unis de réserver à leurs intérêts nationaux le droit de poser des câbles téléphoniques sous-marins aboutissant aux Etats-Unis. Les Américains s'inquiètent des limitations apportées par la France, l'Espagne et la Belgique, aux participations étrangères dans le capital des compagnies locales de téléphone.

Une réunion des ministres du commerce extérieur de l'Union européenne se tiendra lundi 29 avril à Genève. Elle devrait permettre aux Quinze de fixer leur offre, et notamment d'adopter une position commune sur cette question du niveau des participations étrangères. A l'issue d'une réunion informelle à Bologne (Italie), le 25 avril, les ministres européens des télécommunications ont indiqué vouloir faire preuve de « souplesse ».

Philippe Le Cor

## Selon le ministre de l'énergie du Venezuela, le marché du pétrole devrait s'organiser par continent sur la base de la proximité

Erwin Arrieta explique au « Monde » sa vision de la carte de l'OPEP

### CARACAS

de notre envoyé spécial Erwin Arrieta, le ministre vénézuélien de l'énergie et des mines, est un homme posé. Au milieu de la tourmente provoquée par le récent plan d'ajustement - auquel il est directement associé en tant que membre du cabinet économique restreint du président Rafael Caldera -, il refuse de se laisser enfermer dans « les contingences ». Le regard fixé sur l'horizon 2005, il est convaincu que l'heure est venue de réordonner le « paysage pétrolier mondial ».

Le souci de faire partager cette « nouvelle vision » l'anime au point d'en oublier de rallumer son cigare au long de notre entretien. Pourtant « les contingences » ont la vie dure. Le Venezuela est montré du doigt, accusé de violer le quota de production pétrolière fixé par l'OPEP de 2,3 millions de barils/jour.

« On nous accuse sur la base d'informations de deuxième main, provenant de ce que j'appelle des sources fantômes », réplique le ministre. Le Venezuela transporte

beaucoup plus de pétrole qu'il n'en produit, ce qui, concède-t-il, peut être une source de confusion. « Pour alimenter nos raffineries en Allemagne, en Suède et aux Etats-Unis, nous achetons entre 350 et 400 000 barils/jour. Il ne faut pas confondre le pétrole extrait au Venezuela et le pétrole appartenant au Venezuela. Nous attendons toujours une accusation officielle de l'OPEP ».

Las de « ces discussions stériles et de cette sourde compétition autour des quotas », M. Arrieta entend remettre les pendules à l'heure. « Si on regarde les chiffres réels, la vérité, c'est que la production de l'ensemble des pays membres de l'OPEP est aujourd'hui supérieure de 1,5 million de barils/jour au quota global de l'Organisation. Je n'ai pas de preuves pour accuser tel ou tel pays, mais il est incontestable que nous violons globalement notre quota. » Le fait que le marché ait absorbé cet excédent et que les prix aient atteint « des niveaux dont nous rêvions depuis cinq ans », semble indiquer que les experts de l'OPEP s'étaient trompés dans leurs prévisions « en sous-estimant la demande ».

« Il ne sert à rien que je donne mon pétrole à un prix misérable si l'utilisateur final n'en profite pas parce que son gouvernement se taille la part du lion »

Pour le ministre vénézuélien, ces facteurs conjoncturels masquent l'essentiel. « L'heure est venue de redéfinir le rôle de l'OPEP dans un contexte pétrolier qui s'est profondément transformé depuis la création de l'Organisation, en septembre 1960. » Lors d'une récente conférence à Londres, il a attiré l'attention tant des producteurs OPEP que de ceux qui n'appartiennent pas à l'Organisation et des pays consommateurs sur cette réalité changeante, que l'OPEP doit prendre en compte « au risque de disparaître ».

De nouveaux acteurs ont émergé depuis trente-cinq ans : des compagnies puissantes, telles que l'Aramco, KPC ou PDVSA ont surgi dans les pays producteurs. « La protection de l'environnement est un facteur que le monde pétrolier ne peut plus ignorer. Un autre élément, que je qualifie de perturbateur, est le poids des taxes que les pays consommateurs font payer aux utilisateurs de produits pétroliers. Nous devons tenir compte de cette nouvelle concurrence, que j'appelle la « tax petroleum corporation ». Il ne sert à rien que je donne mon pétrole à un prix misérable si l'utilisateur final n'en profite pas parce que son gouvernement se taille la part du lion sans assumer les risques et les investissements que je supporte comme producteur. »

Dans ce nouveau contexte, le Venezuela se fait l'avocat de l'approfondissement du dialogue entre producteurs et consommateurs. Un dialogue amorcé en France en 1991 et qui doit se pour-

suivre en décembre prochain à Goa, en Inde. « Il s'agit de dépasser la confrontation pour parvenir à la coopération et à l'intégration. En tant que producteurs, nous avons une responsabilité planétaire qui est de garantir une ressource déficiente dans les pays développés. Pour maintenir et accroître nos réserves, nous avons besoin de capitaux. Sinon l'augmentation de la demande risque de provoquer une nouvelle situation de pénurie, un autre choc similaire à celui des années 70. »

Traditionnellement les Etats-Unis ne sont pas favorables aux tentatives d'organisation des marchés. Ont-ils évolué en ce qui concerne le dialogue entre consommateurs et producteurs de pétrole ? Erwin Arrieta répond par l'affirmative : « Jusqu'à une époque récente, les Etats-Unis ne voulaient pas entendre parler de ce sujet. A présent, ils en discutent, en mettant en avant le thème de l'environnement. »

Conséquence d'une décision prise par les présidents américains lors du sommet de Miami en décembre 1994, la coopération énergétique progresse dans l'hémisphère. Le ministre vénézuélien s'en félicite, car « il est temps de rompre le déséquilibre énergétique du continent et d'accélérer les processus d'intégration régionaux ». Au-delà des Amériques, Erwin Arrieta suggère une rationalisation des flux pétroliers mondiaux, sur la base de la proximité. « Les économies de transport bénéficieraient à tous, y compris aux consommateurs. Pourquoi le Venezuela irait vendre son pétrole en Asie, alors que son marché naturel est en Amérique ? Les producteurs du Golfe sont beaucoup plus proches de l'Asie. »

« Au lieu de se chamailler à propos des quotas, les membres de l'OPEP auraient tout intérêt à réfléchir à la nouvelle carte pétrolière mondiale. » Le facteur sécurité et le surcoût que représente le maintien d'un imposant appareil militaire au Moyen-Orient incitent de plus en plus les Etats-Unis à la réflexion, selon le ministre. Cependant, même dans l'hypothèse d'une intégration hémisphérique achevée, le continent américain resterait importateur. « J'ai demandé à mes experts de rajouter les calculs trois fois, mais le fait est là, à l'horizon 2005, les Amériques continueront d'acheter du pétrole dans le Golfe. »

Jean-Michel Carro

### « Lèse-humanité »

M. Arrieta ne craint pas d'évoquer le dossier écologique, « à la différence de certains producteurs qui le considèrent comme une espèce de chantage contre l'industrie pétrolière ». « Au contraire, je suis de ceux qui pensent que les combustibles fossiles ne sont pas coupables des dommages créés à l'environnement. C'est l'homme qui est coupable. Si nous y mettons les moyens, la science peut nous permettre d'utiliser ces ressources sans dégrader l'environnement. » Pour le ministre vénézuélien, c'est « un crime de lèse-humanité » de brûler en quelques secondes des molécules d'hydrocarbures que la nature a mis des millions d'années à fabriquer. « Nous devons développer des applications plus nobles, à travers la pétrochimie, pour ces molécules qui sont un trésor de la providence. »

### CORRESPONDANCE

## Aérospatiale et le statut d'Airbus

A la suite de notre article intitulé « Les cinq défis de Louis Gallois, PDG d'Aérospatiale » (Le Monde du 24 avril), Patrice Kreis, directeur de la communication de ce groupe, nous écrit : « Contrairement à l'information parue dans Le Monde, aucune décision n'est à ce jour

prise concernant un éventuel transfert des chaînes d'assemblage et de l'équipe des essais en vol d'Airbus dans le cadre du changement de statut d'Airbus Industrie, ceci d'autant plus que les discussions relatives à ce changement de statut n'ont pas encore commencé. »

le ou boue?

Asphalte.

SAFRANE ALIZÉ : AIR CONDITIONNÉ, ABS, DOUBLE AIRBAG RENAULT. À PARTIR DE 144 400 F.



Découvrez un espace forme et détente appelé Safrane Alizé, qui vous protège du stress 365 jours par an pour 144 400 F : air conditionné avec régulation électronique indépendante gauche/droite, radio K7 4X15W avec système de recherche automatique et commande sous le volant, double Airbag Renault, ABS.

SAFRANE PRESERVE L'HOMME.





## Suez va examiner l'offre lancée par le Crédit agricole sur Indosuez

La banque verte propose de reprendre 51 % de la filiale, qui n'est pas à vendre officiellement. Les administrateurs devront donc se prononcer en début de semaine

UN CONSEIL d'administration extraordinaire de la Compagnie de Suez devrait avoir lieu mardi 30 avril. A l'ordre du jour: la proposition du Crédit agricole d'acquiescer 51 % de la banque Indosuez. Lors du dernier conseil de la Caisse nationale, les administrateurs de la banque verte avaient approuvé cette opération de croissance externe qui devrait lui permettre d'élargir ses activités internationales et sa clientèle d'entreprises. C'est maintenant au tour de Suez de se prononcer (*Le Monde* du 27 avril).

La volonté du Crédit agricole de se diversifier était connue. L'établissement avait été, en début d'année 1995, un candidat malheureux au rachat de la Banque française du commerce extérieur, finalement acquise par le Crédit national. Indosuez présente encore plus de complémentarités que la BFCE. Problème: la banque n'est toujours pas officiellement à vendre, et elle a entrepris un vaste recentrage de ses activités sous la responsabilité de son nouveau pré-

sident, Christian Maurin. Sa maison mère, Suez, lui a en outre promis une recapitalisation de 1 milliard de francs à la fin de 1996 si elle s'oriente vers son objectif de rentabilité de 9 % dans deux ans, contre un modeste 1 % aujourd'hui.

### FAIBLE NOTATION

Malgré le soutien de Suez qui a repris la totalité de ses encours immobiliers, la banque a traversé une année 1995 difficile. Elle a souffert de la chute des marchés financiers et d'une faible demande des crédits en France: son produit net bancaire (chiffre d'affaires) a reculé de 9,6 %. Sa faible notation par les agences a, en outre, lourdement renchéri le coût de ses emprunts. Un adossement au Crédit agricole, qui bénéficie d'une notation AA, ne pourrait que profiter à Indosuez.

Mais, en se dévolant officiellement le premier, le Crédit agricole a lancé les enchères sur Indosuez. D'autres prétendants pourraient se manifester: la banque néerlandaise ABN Amro, qui était elle aussi candidate au rachat de la BFCE,

est restée sur sa faim. Les ambitions de la BNP sur Indosuez sont connues depuis la tentative, début 1995, de Michel Pébereau de constituer « une très grande financière » avec Suez et l'UAP, dont l'un des objectifs était un rapprochement des deux banques. La BNP va-t-elle se contenter d'empocher les plus-values sur la Compagnie de Suez dont elle détient 5 % à la faveur de la hausse du titre? Enfin, la Société générale, prompt à réagir sur le thème des distorsions de concurrence, laissera-t-elle se renforcer le Crédit agricole sans fustiger le privilège qu'il détient toujours sur les dépôts des notaires et qui lui rapporte encore quelque 600 millions de francs par an?

La démarche du Crédit agricole a surpris Gérard Mestrallet, le président de Suez, par sa rapidité. Il pourrait être tenté de demander un peu de temps pour faire valoir les offres concurrentes, ne serait-ce que pour mieux négocier les conditions de la cession.

Ba. S.

## La Caisse des dépôts et les Caisses d'épargne à la rescousse du Crédit foncier

L'institution a perdu 8 milliards de francs en 1995

La plan de restructuration du Crédit foncier sera présenté au conseil d'administration qui doit se tenir lundi 29 avril au matin. La Caisse des dépôts et les Caisses

d'épargne y joueront un rôle déterminant. Dans la foulée sera réuni un comité central d'entreprise auquel sera annoncé le volet social du plan.

tion, assurant de fait la tutelle et le contrôle de l'établissement, à savoir le directeur du Trésor, les censeurs de l'Etat et le commissaire du gouvernement.

Des arguments qui semblent avoir fait mouche. Alors que les pouvoirs publics s'interrogeaient encore récemment pour savoir si le Crédit foncier avait encore une raison d'être, ou s'orienter aujourd'hui vers un adossement dans lequel la Caisse des dépôts et les Caisses d'épargne joueraient un rôle déterminant.

### ABANDON DE L'ÉTAT

Le sauvetage du Crédit foncier est complexe. Détenue majoritairement par le public, ses dirigeants sont nommés par l'Etat. C'est également l'Etat qui, jusqu'à l'automne dernier, fournissait l'essentiel de son chiffre d'affaires grâce aux prêts d'accession à la propriété (PAP), dont le Crédit foncier détenait le monopole. Leur suppression en octobre dernier, sans aucune mesure d'accompagnement, a plongé l'institution dans le chaos. Deuxième emprunteur sur les marchés après l'Etat avec 295 milliards de francs d'obligations, le Crédit foncier s'est trouvé du jour au lendemain incapable de se refinancer.

Face à ce qu'elles ont interprété comme un abandon du soutien de l'Etat, les agences ont brutalement dégradé sa notation, renchérissant son coût de refinancement sur les marchés. Le prêt de 20 milliards de francs consenti par la Caisse des dépôts n'a pas résolu le problème de fond: la pérennité de l'entreprise. D'autant que les erreurs de gestion se sont multipliées au cours des années précédentes. Au total, la charge 1995 pour le Crédit foncier, provisions

et pertes confondues et financement d'un plan social de 1 200 personnes sur les 3 500 employés, devrait s'élever à quelque 10 milliards de francs, si l'on suit les recommandations du sous-gouverneur Jean-Pascal Beaufreuil, qui plaide pour un nettoyage total. Dans cette perspective, les comptes se solderaient par une perte de plus de 8 milliards de francs, qui engloberait la totalité des fonds propres et réduirait à zéro la valeur des quelque 12 millions d'actions du Foncier.

Trois objectifs sont poursuivis par les négociateurs: rassurer les porteurs d'obligations, trouver les fonds qui permettront de passer les provisions nécessaires et définir les contours d'un « petit Crédit foncier » qui poursuivrait des activités de crédits hypothécaires.

Pour atteindre le premier, l'Etat devrait donner sa garantie sur les 295 milliards de francs d'obligations en circulation. La gestion par la Caisse des dépôts d'un patrimoine immobilier prestigieux en vue d'une cession ultérieure à des investisseurs étrangers n'est pas exclue. L'avenir du Crédit foncier devrait, lui, être assuré par les Caisses d'épargne, qui conserveraient, en échange de ce soutien, la distribution du Livret A. Pour donner de l'oxygène supplémentaire à l'institution, la Caisse des dépôts pourrait, en outre, accepter de baisser ses taux d'intérêt sur les quelque 45 milliards de francs de lignes de crédit, rémunérées actuellement à 10 %.

Le schéma général de la nouvelle configuration du Crédit foncier est désormais admis. Le réglage exact des modalités devra se poursuivre tout au long du week-end.

Babette Stern



# L'ORÉAL

- Une action gratuite pour dix
- Dividende net : 13,30 F + 9 %

### PROGRESSION DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

MF = millions de francs français	1995	en % par rapport à 1994
Chiffre d'affaires consolidé	53 371 MF	+ 12,1 %
Bénéfice avant impôt et participation, plus ou moins-values	5 886 MF	+ 10 %
Résultat net opérationnel part du groupe	3 381 MF	+ 8,3 %

La structure du groupe L'ORÉAL s'est élargie en 1995, notamment du fait de l'intégration en année pleine de ses agents nord-américains, les sociétés Cosmair Inc. U.S.A., Cosmair Canada Inc., de L'Oréal (Suisse) et de 49 % de Procasa (Espagne). Par ailleurs, de nouvelles filiales ont été créées en Asie.

Le chiffre d'affaires consolidé de L'ORÉAL s'est élevé à 53 371 MF, soit une croissance de 12,1 % à données publiées par rapport à 1994. Sans les effets monétaires, le chiffre d'affaires consolidé aurait progressé de + 16 %. A données comparables, c'est-à-dire à structure et à taux de change identiques, la progression a été de 6,4 %.

Le bénéfice avant impôt et participation a atteint 5 886 millions de francs contre 5 352 millions en 1994, soit une croissance de 10 %. C'est ainsi la onzième année consécutive que le résultat du groupe progresse d'un pourcentage "à deux chiffres". Compte tenu de l'augmentation du poids de l'impôt et de la part des minoritaires, le résultat net opérationnel consolidé part du groupe

s'élève à 3 381 millions de francs, en progression de 8,3 %. Le résultat net opérationnel part du groupe par action et certificat d'investissement représente 55,01 francs contre 50,78 francs en 1994, soit une augmentation de 8,3 %.

Le Conseil d'Administration de L'ORÉAL a décidé d'attribuer une action nouvelle gratuite à raison de dix actions anciennes. Ces actions seront attribuées à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1996 et elles porteront jouissance à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1996. En outre, le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires, convoquée le jeudi 23 mai 1996, la distribution d'un dividende net de 13,30 francs, soit un dividende brut de 19,95 francs, en hausse de + 9 %.

M. Lindsay OWEN-JONES, Président-directeur général de L'ORÉAL, a réuni le 17 avril 1996 les analystes financiers, les investisseurs internationaux et les journalistes spécialisés pour leur présenter et leur commenter l'ensemble de ces informations.

Pour plus d'information, veuillez consulter les banques, les sociétés de bourse ou les établissements financiers, ainsi que vos journaux habituels et, par internet, les bases de données "3616 CLIFF" (129 F/min) et "ECOFIL" (223 F/min). L'ORÉAL - 41, rue Martre, 92117 CLICHY. Téléphone : (1) 47 56 70 00. Télécopie : (1) 47 56 80 02.

## Le Japon se déclare prêt à voir passer ses entreprises sous pavillon étranger

DEUX SEMAINES après la prise de contrôle de Mazda par le constructeur automobile américain Ford, le conseil des ministres japonais a adopté, vendredi 26 avril, une résolution affirmant que « le Japon fera bon accueil aux opérations de fusions et acquisitions lancées par des groupes étrangers et fera tout son possible pour les faciliter ». Le premier ministre, Ryutaro Hashimoto, a déclaré vouloir « améliorer autant que possible le climat économique pour l'investissement étranger » afin de contrebalancer l'effet des délocalisations. Le gouvernement estime que « les fusions et acquisitions vont aider à réviser l'économie, permettre de créer de nouveaux emplois et contribuer à la globalisation de l'économie, grâce à des transferts financiers et technologiques ». Selon un rapport de la Chambre de commerce américaine au Japon et du Conseil de la communauté des affaires européennes, l'investissement étranger au Japon ne représente qu'un seizième de l'investissement japonais à l'étranger.

### DÉPÊCHES

- CIBA-GEIGY: la Commission européenne pourrait procéder à un examen approfondi de la fusion du groupe pharmaceutique suisse avec Sandoz, à l'indiqué, le 26 avril, Karel Van Miert, commissaire à la concurrence, selon qui « cela ne signifie pas que la décision sera négative ».
- DOW CHEMICAL: le groupe chimique américain a indiqué, le 26 avril, qu'il investira 5 milliards de francs sur dix ans pour améliorer son environnement et qu'il compte ainsi économiser 1 milliard de francs d'ici à 2005 en raison de la diminution des blessures et accidents.
- LAFARGE: le groupe français a annoncé, le 26 avril, le rachat de l'allemand Gipswerke Dr Karl Wurth (enduits à base de plâtre et carreaux de plâtre, 140 millions de francs de chiffre d'affaires).
- RENTOKIL: le groupe de services (désinfection, sécurité), contrôlé par le danois Sophus Berendsen, a remporté, le 26 avril, son OPA de 16,3 milliards de francs sur la société britannique BET.
- THOMSON-CSF: l'administration américaine de l'aviation a annoncé le 26 avril que, faute d'avoir obtenu la correction de certains éléments dans la présentation des bilans et la direction du projet, elle a mis fin à un contrat de 2,3 milliards de francs pour des systèmes d'aide à la navigation et à l'atterrissage, avec Wilcox, filiale du français Thomson-CSF.
- ARIANE-5: le lancement de la nouvelle fusée européenne Ariane-5 a été fixé au 25 mai, a annoncé, le 26 avril, l'Agence spatiale européenne. Le tir inaugural était prévu initialement pour 1995.
- DASA: le constructeur aéronautique allemand table sur une perte d'exploitation de 780 millions de marks (2,6 milliards de francs) et un chiffre d'affaires de 13,15 milliards de marks en 1996, puis sur un profit d'exploitation de 20 millions de marks et un chiffre d'affaires de 15,2 milliards en 1997.
- SOCIÉTÉ GÉNÉRALE: la banque française a demandé à la Cour européenne de justice l'annulation de la décision de la Commission européenne d'accepter le plan d'aide de l'Etat français au Crédit lyonnais. Ce dernier a demandé à la Cour de Luxembourg d'annuler la lettre d'engagement de réduction d'au moins 35 % de sa présence commerciale à l'étranger, dont 50 % en Europe, d'ici à 1998.
- FRANCE TÉLÉCOM: les derniers arbitrages sur le projet de loi visant à changer le statut de l'exploitant téléphonique français devaient avoir lieu le 28 avril. Le 29 avril, le gouvernement devrait saisir les organismes statutaires concernés. La Commission supérieure du service public des P&T se prononcera notamment le 14 ou le 15 mai, le projet définitif devant passer en conseil des ministres le 29 mai.



**dépôts et les Caisses d'épargne**  
**du Crédit foncier**

**Le Japon se déclare prêt à...**  
**ses entreprises sous...**

**Le Japon se déclare prêt à...**  
**ses entreprises sous...**

150

## PLACEMENTS

LE MONDE / DIMANCHE 28 - LUNDI 29 AVRIL 1996

**ÉPARGNE** L'assurance-vie reste le placement de prédilection des Français en dépit de la baisse sensible des rendements. Mais encore faut-il savoir choisir un contrat.

● **DEUX GRANDES CATÉGORIES** de contrats d'assurance-vie existent : ceux en francs et ceux en unités de compte. Les contrats en francs sont considérés comme de grands clas-

siques. Ils offrent la sécurité par l'intermédiaire d'un taux minimum garanti. Les contrats en unités de compte, en particulier les plus ré-

cents, les multisupports, permettent d'espérer des performances bien supérieures. Par leur intermédiaire, on peut gérer un portefeuille de sciv ou de fonds communs sans être sou-

mis à la fiscalité des valeurs mobilières. ● **DANS LES CRITÈRES** de choix, il faut s'intéresser aux performances, mais aussi à la périodicité des versements, à la durée des contrats et aux frais.

## L'offre surabondante de contrats d'assurance-vie rend leur choix difficile

Ce type de placement reste de loin le préféré des Français et présente toujours des avantages considérables en matière de sécurité, de rendement, de défiscalisation et d'exonération des droits de succession

LA CAUSE est entendue. L'assurance-vie reste le placement de prédilection des Français. La baisse de 4,5 % à 3,5 % du 1<sup>er</sup> mars, de la rémunération du Livret A a suffi pour le démontrer. Les retraits de plusieurs dizaines de milliards de francs déposés sur des livrets se sont traduits immédiatement par de nouvelles souscriptions de contrats d'assurance-vie. Un comportement a priori étonnant, puisqu'une épargne à court terme se transforme ainsi en un placement à long terme. Il est pourtant révélateur de la confiance des Français dans l'as-

surance-vie. En dépit de la baisse sensible des rendements et de la perte de petits avantages fiscaux comme la réduction d'impôt de 1 000 francs, l'assurance-vie conserve de grands atouts. A commencer par l'exonération des droits de succession et un rendement qui a baissé, mais reste satisfaisant autour de 7 % par an (ce qui correspond à une rémunération hors inflation de l'ordre de 5 %).

### Entre la rente et le capital

Les contrats d'assurance-vie offrent la possibilité de sortir en capital ou en rente. Dans la plupart des cas, il vaut mieux privilégier le capital, qui de toute façon est défiscalisé au bout de huit ans et peut être transmis à des héritiers.

La rente qui consomme le capital peu à peu ne correspond qu'à des situations bien précises : l'incapacité du souscripteur à gérer le capital qu'il récupère, la volonté de l'épargnant de ne rien transmettre. La décision de sortir en rente doit s'accompagner de la conversion des contrats en unités de compte en contrats en francs. Les performances des multisupports sont plus aléatoires et sensibles aux fluctuations des marchés, ce qui est moins le cas des contrats en francs qui offrent des rendements proches de ceux des marchés obligataires.

### LES GRANDS CLASSIQUES

Il existe d'abord deux grandes catégories de contrats d'assurance-vie : ceux en francs et ceux en unités de compte. Les contrats en francs sont considérés comme de grands classiques. Ils offrent avant tout la sécurité par l'intermédiaire d'un taux minimum garanti, sachant évidemment que leur rémunération peut aller bien au-delà. En tout, la garantie de rendement est de 75 % du TME (référence des taux des emprunts d'Etat) pour les contrats à prime unique ou à versements libres jusqu'à huit ans et de 60 % du TME avec un taux maximal de 3,5 % pour les contrats au-delà de huit ans.

Le contrat en francs offre en outre une souplesse d'utilisation que les épargnants imaginent pas toujours. Ainsi la durée du placement est d'un mois huit ans pour bénéficier des avantages fiscaux, mais le souscripteur peut sur les

bons contrats effectuer des retraits ou demander des avances. Les retraits avant huit ans sont imposables (39,4 % des intérêts avant quatre ans et 19,4 % entre quatre et huit ans). Une avance est une opération de nature différente qui s'apparente à un prêt. Elle coûte un intérêt de l'ordre de 1 % des sommes avancées.

Le problème des contrats en francs, c'est que les portefeuilles sont constitués en quasi-totalité d'obligations françaises, qui ont vu leurs taux nettement baisser au cours des derniers mois. Une évolution qui s'est traduite par un recul en 1995 du rendement des contrats. Il devrait se poursuivre cette année. Autre menace, le petit paradis fiscal que représente l'assurance-vie pourrait voir ses avantages se réduire. Les intérêts capitalisés pourraient finir par être imposés. Mais, en revanche, il n'y a pas de menace sur l'exonération des droits de suc-

cession. L'annonce d'une telle mesure pourrait provoquer des retraits massifs, avec pour conséquence de déstabiliser certaines compagnies et de présenter même un danger pour l'Etat dans la mesure où l'assurance-vie finance par l'intermédiaire des obligations du Trésor une bonne partie du déficit public.

### COMBINER LES AVANTAGES

Des rendements plus faibles et un risque de durcissement fiscal sont autant de raisons pour chercher des produits d'assurance-vie plus performants ou plus souples que ne le sont les contrats en unités de compte. Il s'agit d'assurance-vie à capital variable (acav), à capital variable immobilier (acavi) ou multisupports. Acav et acavi correspondent en fait à la première génération de contrats en unités de compte. Les acavi ont offert en outre de bonnes performances dé-  
sastreuses au cours des dernières an-

nées avec la crise de l'immobilier. Les multisupports apparus plus récemment présentent un tout autre attrait.

Ces contrats permettent d'arbitrer entre différentes sortes de placements (d'unités de compte). On peut gérer par leur intermédiaire un portefeuille de sciv et de fonds communs sans être soumis à la fiscalité des valeurs mobilières. On peut y adjoindre un compartiment en francs. Ce qui permet de combiner les avantages de sécurité, le compartiment en francs offrant une garantie de performances, et de gains espérés avec d'autres valeurs.

Dans les critères de choix, il faut s'intéresser aux performances passées, bien sûr, mais aussi à la périodicité des versements, à la durée des contrats et aux frais. Il vaut mieux ainsi privilégier les contrats à versements libres. Les primes périodiques sont par définition plus

contraignantes mais se traduisent aussi par des frais plus élevés. Les primes uniques interdisent, comme leur nom l'indique, d'effectuer des versements supplémentaires et manquent de souplesse. Concernant la durée des contrats, il n'y a aucun intérêt à s'engager pour une durée plus longue que huit ans à condition que le contrat soit prorogeable.

Enfin, les frais ont une très grande importance. Au moment des versements, ils ne doivent pas excéder 5 % et les frais de gestion doivent se limiter ensuite à 1 % par an. Les frais d'arbitrage à l'intérieur des multisupports ne doivent pas non plus dépasser 1 %. Enfin, il vaut mieux éviter les contrats assortis de frais précomptés. C'est-à-dire le prélèvement au cours des premières années de la totalité des frais de gestion du contrat.

Eric Leser

La Société Générale vous informe

Nos SICAV et FCP

### BIEN LES CONNAÎTRE POUR MIEUX ORIENTER VOS CHOIX.

Situation au 29.03.96

				DURÉE MINIMALE DE PLACEMENT CONSEILLÉE	LIQUIDATIVITÉ (EN FR)	PERFORMANCES EN % (calculées sur la période 12 mois terminée au 31/12/95)
<b>OPÉRATIONS EN MONNAIE FRANÇAISE</b>						
CAPITALISME (S)	SCAV	DA/C	Instrument monétaire	quelques semaines	1 987,39	+ 5,10* N.S.
ACTIVISME (S)	SCAV	DA/C	Instrument monétaire	quelques jours	31 230,94	+ 5,51* N.S.
ADJUVANT (S)	SCAV	DA/C	Instrument monétaire	quelques jours	53 409,91	+ 5,94* N.S.
<b>OPÉRATIONS EN MONNAIE ÉTRANGÈRE</b>						
<i>Trésorerie</i>						
<i>Mais de circulation</i>						
CAMBES 1 (T)	SCAV	DT	Janvier, avril, juillet, octobre	deux ans	1 045,03	+ 10,45 **
CAMBES 2 (T)	SCAV	DT	Mars, mai, août, novembre	deux ans	1 049,91	+ 9,99 **
CAMBES 3 (T)	SCAV	DT	Mars, juin, septembre, décembre	deux ans	1 041,17	+ 10,42 **
<i>Annuaire</i>						
SOUS-EMPIRE	FCP	DA	Julien	deux ans	1 644,54	+ 11,80 + 53,54
SOUS-EMPIRE	SCAV	DA	Octobre	deux ans	306,65	+ 10,67 + 48,37
<b>OPÉRATIONS EN MONNAIE ÉTRANGÈRE</b>						
CAPITALISME	SCAV	C	Obligations françaises	deux ans	8 278,11	+ 11,06 + 43,45
INTERMÉDIAIRE	SCAV	C	Obligations françaises et internationales	deux ans	6 159,66	+ 14,33 + 48,06
INTERMÉDIAIRE FRANCE	SCAV	DA	Actions et obligations françaises (PEA)	trois ans	560,31	+ 14,70 + 37,12
SOUS-EMPIRE	SCAV	C	Actions internationales	trois ans	1 716,53	+ 13,99 + 35,02
SOUS-EMPIRE TRIMESTRIEL	FCP	DA	Actions françaises (PEA)	trois ans	135,03	+ 15,90 **
<b>OPÉRATIONS EN MONNAIE ÉTRANGÈRE</b>						
<i>EN INVESTISSEMENT SUR LES MARCHÉS DE TAUX</i>						
SOUS-EMPIRE (S)	SCAV	DA/C	Instrument dynamique	six mois	5 396,43	+ 8,99 + 48,86
SOUS-EMPIRE CASH BOLLAS (S)	SCAV	C	Instrument monétaire libellé en dollar	six mois	12 922,71	+ 5,34* N.S.
SOUS-EMPIRE (S)	SCAV	DA/C	Obligations françaises	deux ans	5 522,30	+ 14,95 + 57,30
PERMANENCE (S)	SCAV	DA/C	Obligations françaises	deux ans	11 085,91	+ 14,16 **
EMBOVEMENT	FCP	DA	Obligations internationales	deux ans	1 322,97	+ 13,38 + 45,95
<b>EN INVESTISSEMENT SUR LES MARCHÉS ACTIONS</b>						
* Par zones géographiques ou par pays						
OPÉRATIONS INTERNATIONALES	FCP	DA	Diversification internationale	trois ans	1 433,26	+ 19,94 + 36,61
SOUS-EMPIRE	SCAV	DA	Europe	trois ans	1 225,05	+ 18,51 + 34,17
SOUS-EMPIRE	SCAV	C	Amérique du Nord	trois ans	1 270,61	+ 28,25 **
SOUS-EMPIRE	SCAV	C	Zone Pacifique	trois ans	998,12	+ 13,97 + 27,16
SOUS-EMPIRE	SCAV	C	Marchés "émergents"	trois ans	1 184,98	+ 12,19 **
SOUS-EMPIRE (S)	SCAV	DA/C	France (PEA)	trois ans	1 302,78	+ 10,69 **
SOUS-EMPIRE OPPORTUNITÉS (S)	SCAV	DA/C	Sociétés françaises en "situation spéciale" (PEA)	trois ans	1 553,89	+ 17,28 **
* Par secteurs d'activité						
CONVERTISSEMENT	SCAV	DA	Immobilier et obligations convertibles	trois ans	357,69	+ 11,25 + 21,22
ORIGINE	SCAV	C	Valeurs or et métaux précieux	trois ans	1 500,01	+ 35,88 + 143,61
ORIGINE	FCP	C	Valeurs or et métaux précieux	trois ans	3 409,89	+ 39,24 + 179,07
ORIGINE	FCP	C	Reserves nationales	trois ans	1 467,89	+ 31,95 + 166,30
ORIGINE	FCP	C	Valeurs pétrolières	trois ans	1 687,97	+ 8,79 + 9,90
SANTÉ ET TECHNOLOGIE	FCP	C	Valeurs santé et technologie	trois ans	2 608,60	+ 28,83 + 81,14

\* TRAAB : Taux de Rendement Actuel, Annuel Brut

C : Capitalisation

\*\* OPCVM coté depuis moins de 5 ans

DT : Distribution trimestrielle

N.S. : Vitesse non significative par rapport à l'objectif de gestion

(1) Rendement mensuel possible en souscrivant au versement

(2) Fournit d'urgence progressive exclusivement dans le cadre du PEA

(3) Vitesse liquidative du compartiment "Distributions Annuelles"

(4) Vitesse liquidative et performance exprimées en US dollar

(5) Vitesse liquidative du compartiment "Capitalisation"

Pour mieux connaître nos SICAV et FCP :

Le prospectus des SICAV et FCP est disponible en agence ou sur le site Internet de la Société Générale. Il est également disponible en version imprimée sur demande.

Pour déterminer l'orientation de votre portefeuille, n'hésitez pas à contacter nos conseillers.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

### Une loi contre la vente de mètres carrés fictifs

Tout candidat à la propriété ayant visité des logements anciens mis à la vente aura eu l'occasion de le constater : entre la superficie habitable annoncée par le vendeur et la taille réelle du logement, existent parfois des différences importantes. Compte tenu du prix au mètre carré pratiqué dans les grandes agglomérations, un mètre carré fantaisiste peut causer de préjudices financiers considérables. C'est afin de combattre la vente de mètres carrés fictifs que l'Assemblée nationale a adopté, le 17 avril, une proposition de loi sur la protection des acquéreurs de tous les lots de copropriété.

Le texte comporte deux articles. Le premier précise que, dès la promesse de vente ou d'achat, et, a fortiori, lors de la vente, la « surface de la partie privative de ce lot ou de cette fraction de lot » devra être précisée. Au cas où cette clause ne figure pas, le bénéficiaire de la promesse ou l'acquéreur sera en droit d'invoquer la nullité de l'acte dans un délai de trois mois. Les acquéreurs lésés auront, de plus, la possibilité de se défendre puisque le projet de loi stipule que, en cas où la superficie serait inférieure de plus de 5 % à celle annoncée, l'acquéreur sera fondé à engager une action en diminution proportionnelle des prix, au plus tard un an à compter de la vente. Le second article de la loi porte sur la date d'entrée en vigueur du texte, qui s'il est adopté par le Parlement, devrait s'appliquer à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1997. Cette proposition de loi a toutes les chances de satisfaire les géomètres experts et autres architectes, qui sont les mieux placés pour garantir le mètre précis d'un bien immobilier.

Arnaud de Fréminville

### L'impact des nouvelles mesures sur les donations

Les donations et donations-partages effectuées à compter du 1<sup>er</sup> avril bénéficieront d'un coup de pouce fiscal. Voici l'impact des principales mesures :

Pour les donations-partages, le taux de réduction applicable sur les droits à payer passe de 25 % à 35 % lorsque le donateur est âgé de moins de 65 ans et de 15 % à 25 % lorsqu'il a de 65 ans révolus à moins de 75 ans. Par exemple, M. et M<sup>me</sup> Bernard, respectivement âgés de 62 ans et 60 ans, décident de réaliser une donation-partage portant sur 2 millions de francs de biens communs à répartir entre leurs deux enfants. Avec l'ancien abattement de 25 %, les droits à payer auraient été de 43 125 francs. Ils seront désormais de 37 375 francs. A noter qu'à titre transitoire jusqu'au 31 décembre 1997, le taux de réduction de 35 % s'applique y compris lorsque le donateur est âgé de 65 ans révolus et de moins de 75 ans. En outre, le régime des donations-partages a été étendu aux donations pour un enfant unique. En ce qui concerne les donations simples, une réduction sur le montant des droits à payer est instituée. Elle est de 25 % lorsque le donateur a moins de 65 ans et de 15 % s'il a entre 65 et 75 ans. A partir de cet âge, aucun abattement n'est plus consenti. Pendant une période transitoire qui prendra fin le 31 décembre 1997, la réduction de 25 % sera accordée y compris pour les donateurs de 65 ans à moins de 75 ans. L'abattement de 100 000 francs pour les donations aux petits-enfants devrait encourager les transmissions de patrimoine entre grands-parents et petits-enfants.

Laurent Edemmann



# Une fin de semaine très financière

## REVUE DES ACTIONS

AGROALIMENTAIRE	26-04-96	DIF.
Bonpain	2820	+0,71
Dahone	776	+2,14
Endania Beghin	865	+3,09
Promagies Bel	5000	+0,15
Unilever More Votien	1318	+2,36
Pernod-Ricard	332,10	+3,07
Remy Cointreau	149,70	+1,16
Saint-Louis	1495	+1,92

ASSURANCES	26-04-96	DIF.
AGF Ass.Gen.France	140	+2,18
Axa	305,10	+0,19
GAN	146,10	-0,61
SCOR SA	191	+2,08
UAP	106,30	-1,09
Union Assur.Fidat	633	-0,78

BATIMENT ET MATERIAUX	26-04-96	DIF.
Bouygues	521	+2,76
Ciments Fr.Priv.	248,30	+1,76
Colas	924	+4,76
Effage	820	-1,08
Eurotunnel	5,60	-0,68
IMI-Entrepose	798	+0,92
Imvex	328	+5,49
Jean Lefebvre	317	+2,49
Lafarge	346	+0,71
Poliet	515	+2,18
Saint-Gobain	633	+0,47
SCC	118	-7,24

CHIMIE	26-04-96	DIF.
Air Liquide	935	+3,88
Carsochem (B)	517	+0,57
Michelin	357,30	+2,30
Plastic-Dom.Ly	421	-2,31
Rhone-Poulenc A	136,20	-0,15
Roussel Uclaf	1239	-0,08
Sanoel	411,50	+3,65
Synthelabo	404,50	-0,79

CONSUMATION NON ALIMENTAIRE	26-04-96	DIF.
BIC	578	+2,84
Chargeurs	1393	+0,65
Christian Dior	699	-1,54
Clarins	710	+9,73
DHC (Dofus M)	277,10	+5,78
Exelior Int	1315	-1,38
Groupe Andre S.A.	492	+4,23

**ENFIN FRANCHI !** Depuis quelques semaines, l'indice CAC 40 butait sur le niveau des 2 100 points : ce niveau est aujourd'hui dépassé. Selon les analystes graphiques, le franchissement de ce seuil devrait permettre à l'indice de s'installer durablement au-dessus de cette zone. Vendredi 26 avril, l'indice de référence de la Bourse de Paris s'inscrivait en clôture à 2 138,36 points, soit une progression hebdomadaire de 2,19 %.

Les résultats des entreprises, les rumeurs de marché - confirmées ou non -, le début du terme boursier et une bonne orientation des marchés de taux ont contribué à animer cette nouvelle période de hausse.

Côté rumeurs, Valeo et Cerus ont continué de mobiliser l'attention. Valeo est-il à vendre ? Pour Michel Cluvel, vice-président de Cerus, la cause est entendue : Valeo n'est pas à vendre. Dans l'immédiat. Mais « rien n'est tabou », dit-il, avant d'ajouter : « Si nous avons une offre qui correspond à l'idée que nous nous faisons du cours de Bourse dans les deux ou trois ans à venir, nous la soumettrons à nos actionnaires. » Michel Cluvel voit le cours de Valeo dans trois ans aux alentours de 400 francs. Il a déclaré que ses banquiers avaient déjà « eu des contacts avec des ac-

quéreurs éventuels car les rumeurs ont provoqué des appétits ; nous avons eu des marques d'intérêt (...) ; à ce jour, nous n'avons pas eu d'offre ». Cerus a terminé la semaine à 98,90 francs, en hausse de 6,29 %, et Valeo à 289,30 francs, soit un gain de 2,95 % sur son cours du vendredi précédent.

La semaine a été moyenne pour Accor. Le groupe d'hôtellerie et de loisirs, qui a annoncé ses résultats mercredi après la clôture du marché, n'a apparemment pas réussi à convaincre l'ensemble des analystes. Le titre a perdu 6,2 % jeudi et repris 0,8 % vendredi pour terminer à 731 francs. En cinq séances, l'action du groupe a abandonné 7,82 % malgré une hausse de 30 % du résultat. Par ailleurs, l'annonce du rachat des 26 % non encore détenus dans la chaîne américaine de motels économiques Motel 6 par voie d'OPE laisse aussi sceptiques les analystes. Le conseil d'administration d'Accor a en effet décidé de proposer aux actionnaires d'IBL (société holding de Motel 6) d'apporter leurs titres contre des titres Accor. Cet échange, qui pourra s'effectuer du 30 avril au 14 mai, se fera sur la base de 11 actions IBL contre 3 actions Accor. Le nombre d'actions Accor pouvant être créées au maximum sera de 4 206 080 titres.

Les analystes restent partagés sur l'effet dilutif de l'opération. Olivier Machon, de Leven, estime qu'elle sera faiblement dilutive. D'autres estiment, au contraire, que le cours du titre Accor

est surévalué, le cours réel ne dépassant pas 600 francs. Leven reste acheteur sur le titre et Paribas est passé vendeur.

La fin de semaine a été très financière. Des rumeurs ont commencé à circuler jeudi selon lesquelles Suez serait vendeur de 51 % du capital de la Banque Indosuez au Crédit agricole. Jeudi soir, Suez terminait la séance sur un gain de près de 5 %. Ces informations ont été confirmées vendredi par La Tribune-Desfosses, qui a révélé que la Caisse nationale de crédit agricole avait fait une offre ferme à Suez. La Compagnie financière a terminé la semaine à 222 francs, son plus haut niveau de l'année, avec un gain de 6,83 %. Les analystes restent partagés sur l'opération. Interrogé par Renter, un spécialiste estimait vendredi soir que la cession par Suez du contrôle d'Indosuez permettra de générer du comptant utilisable pour résoudre les problèmes immobiliers, qui ont coûté encore plus de 5 milliards de francs l'an dernier à la compagnie. Un autre estimait que l'enthousiasme autour de cette opération était excessif. Sans Indosuez, Suez ressemblerait plus à une holding industrielle, et le marché applique généralement une décote aux holdings. Pour cet analyste, qui avait un objectif de cours de 200 francs sur Suez, il est temps de sortir.

François Bostnavarion

Sagem SA	3244	+1,63
Schneider SA	243	+2,71
Thomson-CSF	138,20	+0,62

IMMOBILIER ET FONCIER	26-04-96	DIF.
G.F.C.	422	+3,58
Rue Impériale (Ly)	4210	+2,42
Simco	347,20	+2,42
Simco	490	+2,42
UIC	454	+0,65
Lucia	51	+1,79
Sic	732	+0,94
Sogefar (Fin)	685	+2,18

INVESTISSEMENT ET PORTFOLIO	26-04-96	DIF.
Bollere Techno	566	+1,88
Cerus Euro.Raum	96,80	+4,42
CGIP	1188	+2,27
Eurofinance	2190	+2,27
Ind. et Ess.	2140	+2,27
Legrand	880	+2,27
Mestre-Hachette	136,70	+1,88

DEUTSCH	78	+1,08
FONICAP	79	+1,08
ANTICORP TRESORIERE	80	+1,08
INVEST	81	+1,08
FINACEST	82	+1,08
MIDLAND PROTECTION	83	+1,08
VALCOMEX SECURITE JOUR	84	+1,08
GENERAL TRESORIERE	85	+1,08
STABRE	86	+1,08
TESSROC	87	+1,08
GESTION INVESTICOURT	88	+1,08
ABF TRESORIERE	89	+1,08
BTP MONDIALE	90	+1,08
BOCM MONETARIE (D)	91	+1,08
BOCM MONETARIE (C)	92	+1,08
BOCM MONETARIE (E)	93	+1,08
BOCM MONETARIE (F)	94	+1,08
BOCM MONETARIE (G)	95	+1,08
BOCM MONETARIE (H)	96	+1,08
BOCM MONETARIE (I)	97	+1,08
BOCM MONETARIE (J)	98	+1,08
BOCM MONETARIE (K)	99	+1,08
BOCM MONETARIE (L)	100	+1,08

Marine Wende	427	+3,96
Nord-Est	140	+3,96
Paribas	334,60	+3,96
Suez	223,10	+3,96
Worms & Cie	267	+3,96
Navigation M&S	738	+3,96
Parifrance	212,70	+3,96
Montaigne P.Gest.	700	+3,96

METALLURGIE, MECANIQUE	26-04-96	DIF.
Bertrand Faup	175,90	+4,60
Danubio-Aviation	488	+4,60
De Dietrich	260,30	+4,60
Ermetec	400	+4,60
Fives-Lille	550	+4,60
Louis Indus.	266,90	+4,60
Metaleurop	56	+4,60
Pachy CIP	279	+4,60
Pachy Ind	123,10	+4,60
Pachy	794	+4,60
Renaud	154,40	+4,60
Strafor Fares	370	+4,60
Valeo	290	+4,60
Vallourec	249,80	+4,60

VALBURE A REVENU FIXE DU MONDE	26-04-96	DIF.
Emp. Etat 6/93-97	102,20	+0,27
EDF-CDF 3%	7770	-0,12
CHS TMO 82-97 (S)	101,40	-0,12
CHS Parib. 97 TMO (S)	101,40	-0,12
CHS Suez 97 TMO (S)	101,40	-0,12
CHS TMO 1/82-97 (S)	101,40	-0,12

## LES PERFORMANCES DES SICAV MONÉTAIRES

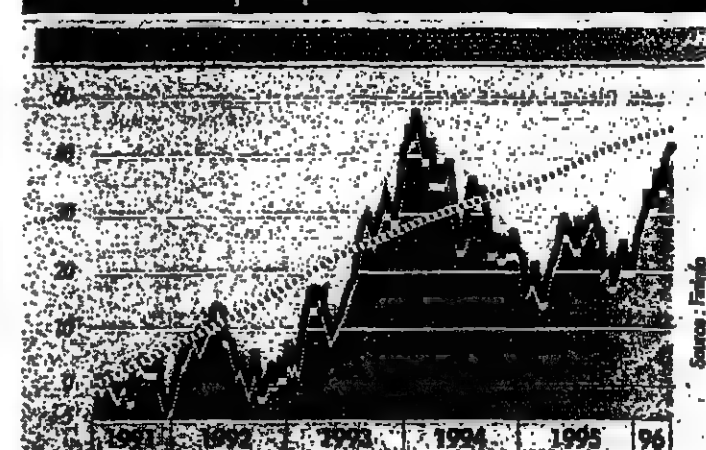
(Les premières et les dernières de chaque catégorie) le 19 avril

LIBELLÉ	Organisme promoteur	Rang	Perf. 3 mois	Rang	Perf. 1 an	Valeur liquid.
---------	---------------------	------	--------------	------	------------	----------------

**SICAV MONÉTAIRES FRANCS**  
Performance moyenne sur 3 mois : 0,94 %, sur 1 an : 5,50 %

DEMACHY	1	1,32	2	6,78	1934,92
ECUREUIL EXPANSION	2	1,21	6	6,99	7930,04
ATLAS COURT TERME	3	1,17	329	4,71	15035,86
MONDIALE PROTECTO CT	4	1,15	8	6,25	16336,81
CPM MONETARIE (D)	5	1,15	1	6,91	18355,08
DEUTSCHB	6	1,13	5	6,40	11572,37
CPM CEN	7	1,13	11	6,19	335407,59
EUROBANK COURT TERME 182E	8	1,12	103	5,73	11454,78
NSM	9	1,11	13	6,17	1072781,66
BARCLAYS	10	1,11	21	6,04	79086,83
BPT	11	1,11	10	6,19	1811,40
ACF SECURITE	12	1,11	26	6,02	11805,62
BQ TRANS	13	1,10	60	5,88	17124,72
PHENIX	14	1,10	50	5,93	7774,40
PHENIX SECURITE (C)	15	1,10	50	5,93	7774,40
SOFRANE	16	1,09	48	5,93	4355,21
UNION PLUS	17	1,09	17	6,07	17434,24
EPARGNE ASSOCIATIONS	18	1,09	7	6,25	24644,47
RINORD PLUS	19	1,09	32	5,99	99425,55
ABOLIVICA	20	1,09	20	6,09	11462,35
BIP CAP 1 ANS	21	1,09	49	5,95	1986,86
ACF MONETARIE	22	1,09	41	5,96	1082,18
RENA PERFORMANCE 3	23	1,09	9	6,20	11886,01
EPF PERFORMANCE	24	1,09	72	5,81	1969,45
DIEMER COURT TERME	25	1,09	—	—	104644,55
FINACEST (C)	26	1,09	24	6,03	1214,07
FINACEST (D)	27	1,08	25	6,03	1093,97
CPM MONETARIE	28	1,08	34	5,98	14793,76
ALFI TOP	29	1,08	14	6,14	883,90
LIEN FIBOR	30	1,08	142	5,64	646140,25
SAINT-HONORE PREMIERE	31	1,08	29	5,82	14434,82
CP ROTHS	32	1,07	—	—	52707,45
PARIBAS	33	1,07	20	6,04	44702,63
BTP	34	1,07	15	6,11	4485,77
CPM MONETARIE	35	1,07	61	5,85	4016,88
CPM MONETARIE	36	1,07	52	5,92	17910,12
PARIBAS	37	1,07	98	5,76	15169,48
CPM MONETARIE	38	1,07	—	—	102194,65
BARCLAYS MONETARIE (D)	39	1,07	47	5,84	22351,06
BARCLAYS MONETARIE (C)	40	1,07	46	5,84	23580,07
CTI-MONETARIE PLUS	41	1,07	—	—	10444,26
EUROBANK	42	1,06	57	5,90	86842,09
SBS FRANCE TRESORIERE	43	1,06	65	5,86	354,30
AXA COURT TERME	44	1,06	44	5,95	10861
ACT-COURT TERME	45	1,06	80	5,82	307554,83
NATWEST JOUR	46	1,06	27	6,02	1697,32
BPT SECURITE PREMIERE	47	1,06	19	6,05	1708,68
CP CASH	48	1,06	22	6,05	142296,49
PRIMAOC	49	1,06	28	6	121284,48
FEDERAL MONEY	50	1,06	62	5,87	157,34
MULTIFON (D)	51	1,06	84	5,81	19445,97
MULTIFON (C)	52	1,06	84	5,81	19445,97
ELAN COURT TERME	53	1,06	66	5,85	1764,58
ECOFI SECURITE	54	1,06	102	5,79	19543,03
ARCADE	55	1,05	23	6,03	266405,08
CCCC	56	1,05	134	5,66	29053,61
BIMF	57	1,05	76	5,85	1487332,45
CHASSE TRESORIERE	58	1,05	59	5,89	15430,83
MONETARIE (C)	59	1,05	88	5,80	53528,77
MONETARIE (D)	60	1,05	89	5,80	52168,78
CPM SECURITE	61	1,05	43	5,95	94160,33
INDUSTRIE FSE COURT TERME	62	1,05	42	5,95	1932,97
CREDIT MARITIME PERFORMANCE	63	1,05	155	5,61	25721,76
INDOSUEZ EUROPEAN	64	1,05	12	6,18	93859,50
BIP COURT TERME	65	1,05	33	5,99	114402,62
MIDLAND TRESORIERE	66	1,05	29	6	88901,22
CPM SECURITE	67	1,05	56	5,91	8093,11
LOAN II	68	1,05	81	5,98	949772,21
SP MONETARIE	69	1,05	186	5,91	14014
OPTION SECURITE	70	1,05	66	5,86	185542,39
CENTRALE MONETARIE	71	1,05	91	5,98	23792,98
PARTNER SECURITE	72	1,04	55	5,92	879,57
DIEMER COURT TERME	73	1,04	—	—	3127071,76
LOAN JOUR	74	1,04	75	5,84	932670,24
QUESTAR TRESORIERE	75	1,04	94	5,78	128647,68
LOCALS PREMIERE	76	1,04	—	—	51056,03
VEGA SECURITE	77	1,04	54	5,92	17410,14

## Rattrapées par les sicav actions



Source : Fininfo

LA PERFORMANCE des sicav monétaires continue à s'éroder. Elle s'établit désormais, en rythme annuel, à moins de 4 % (0,94 % au cours des trois derniers mois, selon les statistiques de l'agence Fininfo). Compte tenu de leur fiscalité, elles offrent une rémunération inférieure à celle du Livret A de la Caisse d'épargne (3,5 %).

Pis, étant donné la légère remontée de l'inflation (les prix à la consommation ont progressé de 0,6 % en France au mois de mars, soit 2,3 % en glissement annuel), les sicav monétaires présentent un rendement réel inférieur à 1 % !

La poursuite de la déteinte monétaire en Europe est à l'origine de ce phénomène. Afin de redonner un peu de souffle à l'économie allemande, la Bundesbank a annoncé, jeudi 18 avril, une baisse d'un demi-point de ses taux directeurs. Son taux d'escompte a été ramené à 2,5 %, son plus bas niveau historique. Jeudi 25 avril, la Banque de France a pour sa part choisi de ne pas réduire le niveau de ses appels d'offres, qui demeurent à 3,70 %.

En revanche, elle a ramené de 5,50 % à 4,90 % le taux des prises en pension de 5 à 10 jours.

En dépit de leur rémunération dérisoire, les sicav monétaires conservent pour l'instant la confiance des investisseurs. Alors que la baisse d'un point du taux du Livret A s'est traduite par d'im-

portants retraits, la réduction progressive des rendements des sicav monétaires n'a pas entraîné de mouvements de défection. Leur encours dépasse 1 000 milliards de francs, soit quatre fois plus que les sicav actions, dont le rendement annuel est pourtant supérieur à 15 %.

**PREDICTIONS DIVERGENTES**

Si cet écart de performances conduit certains spécialistes à prédire un transfert massif d'épargne d'une catégorie vers l'autre, d'autres experts estiment au contraire que les sicav monétaires vont résister à ce choc. Ils jugent que ces dernières, en raison de leur liquidité et de leur sécurité, restent un bon véhicule de placement dans une optique de diversification d'un portefeuille.

Une étude réalisée par le cabinet Europerformance portant sur l'analyse des fréquences de gains selon la durée d'investissement confirme ce point de vue. Selon leurs calculs, établis à partir de données historiques, un investisseur doit demeurer dix-neuf mois au sein d'une sicav obligatoire pour être assuré d'obtenir une performance positive.

Pour une sicav actions et diversifiées, cette période passe à quarante et un mois. Mais elle n'est que d'un mois pour une sicav monétaire !

P.-A. D.



Journal de 150

## Le conseil de la Banque de France opte pour la prudence

Malgré la vigueur du franc face au mark, l'institut d'émission n'a pas réduit, jeudi 25 avril, le taux de ses appels d'offres. Selon les analystes, la poursuite de l'assouplissement de la politique monétaire française n'est cependant pas remise en cause

Le conseil de la politique monétaire de la Banque de France a créé la surprise, jeudi 25 avril, en choisissant de ne pas baisser le taux de ses appels d'offres, qui déterminent directement les rendements sur le marché monétaire français. Celui-ci est resté fixé à 3,70 %. Elle a en revanche ramené son taux plafond d'urgence, celui des prises en pension de 5 à 10 jours, de 5,50 % à 4,90 %. Cette baisse, dont l'impact réel est très négligeable, en période de détente monétaire, signifie toutefois que la Banque de France considère qu'il n'y a pas, en l'état actuel des choses, de crise monétaire à craindre.

Les investisseurs et les analystes anticipaient en moyenne une baisse comprise entre 0,10 % et 0,20 % du taux des appels d'offres. Plusieurs éléments étaient de nature à justifier leur optimisme. Ils pensaient tout d'abord que la Banque de France allait tenir compte du changement intervenu dans le paysage monétaire européen, avec la baisse des taux directeurs allemands. Jeudi 18 avril, la Bundesbank avait annoncé une réduction d'un demi-point de son taux d'escompte et de son taux Lombard, respectivement ramenés à 2,5 % et 4,5 %. Dans son sillage, les banques centrales des Pays-Bas, de Belgique, d'Autriche, du Danemark, du Portugal, d'Irlande et de Suède avaient assoupli leur politique monétaire.

La bonne tenue des marchés financiers français plaide aussi pour un geste de la Banque de France. Le franc est actuellement

entre 0,10 % et 0,20 %. Le mauvais indice des prix à la consommation en mars explique pour partie la prudence de la Banque de France. L'institut d'émission préfère également, avant d'agir, attendre un geste de la Bundesbank sur

son taux REPO. Les analystes considèrent toutefois que la poursuite de l'assouplissement de la politique monétaire française n'est pas remise en cause. L'affaiblissement du deutschemark s'est confirmé cette semaine. La

monnaie allemande a cédé du terrain face à l'ensemble des devises, notamment face au yen. La monnaie japonaise a été, de son côté, renforcée par les anticipations d'un prochain relèvement du taux d'escompte nippon.



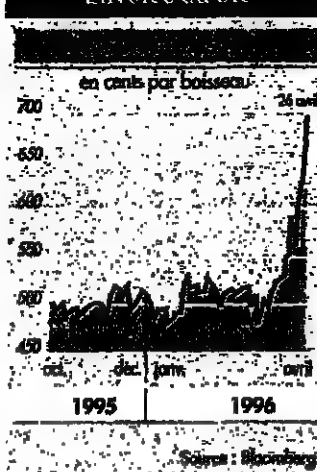
très vigoureux face au deutschemark. Il s'inscrivait vendredi soir à 3,3750 francs pour 1 mark, son plus haut niveau depuis juillet 1993 face à la monnaie allemande. L'écart de rendement à long terme entre la France et l'Allemagne est pour sa part revenu à un niveau proche de zéro (0,05 %, 6,31 % outre-Rhin, 6,36 % en France). La masse monétaire continue à progresser à un rythme modéré (+4,1 %). Enfin, les analystes croient que la Banque de France cherchera à donner un coup de pouce à une reprise qui domine des signes d'essoufflement : la production industrielle a reculé de 1,2 % en février et la consumma-

tion des ménages en produits manufacturés s'est contractée de 1,2 % en mars. A l'évidence, l'institut d'émission s'est davantage intéressé au mauvais indice des prix à la consommation (+0,6 % en mars, soit 2,3 % sur un an, un rythme supérieur à l'objectif de 2 % qu'il s'est fixé). La déflation de la Bundesbank de laisser inchangé, à 3,30 %, le niveau de ses prises en pension (REPO) limitait également la marge de manœuvre de la Banque de France. La banque centrale allemande a ouvert la voie à une baisse des taux outre-Rhin, mais elle n'a pas encore agi dans les faits. L'institut d'émission français n'a pas voulu prendre le risque qui consistait à prendre les devants et à anticiper le mouvement de réduction du REPO.

Pour les opérateurs, la décision de la Banque de France ne doit toutefois pas être interprétée comme un coup d'arrêt à une baisse de ses taux directeurs. Le mouvement devrait reprendre dès que la Bundesbank lui en donnera la possibilité. L'institut d'émission français s'est d'ailleurs efforcé de rassurer, vendredi, en abaissant d'un seizième de point le taux de l'argent au jour le jour, ramené à 3,75 %. Alors que l'heure reste à la détente monétaire en Europe, un resserrement semble se profiler au Japon. Selon un article publié vendredi par le quotidien *Asahi Shimbun*, la banque centrale nipponne pourrait relever dès le mois de mai son taux d'escompte, fixé au niveau historiquement bas de 0,50 % depuis le 8 septembre 1995.

## MATIÈRES PREMIÈRES

Envolée du blé



DEPUIS l'année dernière, les exportateurs de blé sont confrontés à une situation atypique : le marché des céréales est globalement déficitaire avec une production mondiale inférieure à la consommation et des stocks très faibles. Cette conjoncture, apparemment défavorable, a renchéri les prix, qui s'établissent cette semaine à 240 dollars la tonne contre 190 dollars environ début mars. Les stocks mondiaux (autour de 90 millions de tonnes) seront les plus bas enregistrés depuis les années 70. La production ne devrait atteindre que 529 millions de tonnes, ce qui est inférieur aux 592,4 millions obtenus en 1990-1991. Les disponibilités ont baissé chez les principaux exportateurs, les États-Unis et l'Union européenne. Les premiers auront une mauvaise récolte en raison d'aléas climatiques ; dans la seconde, le gel des terres décidées en 1992 a pesé sur la production et les stocks sont quasi nuls.

Cependant, un négociant parisien indique que les quinze devraient obtenir une meilleure production cette année (entre 85 et 86 millions de tonnes) après un hiver excellent et la réduction de la jachère mais « les pluies sont à surveiller » pour confirmer ces prévisions optimistes. Au Canada, la récolte - 1,5 million de tonnes - sera supérieure à la précédente ; en Argentine, où le blé sera semé en juillet, on attend 14 millions de tonnes. Enfin, en Australie, la production, semée également en juillet, devrait porter sur 18 millions de tonnes. La demande reste forte en Asie qui réalise un tiers des importations mondiales (la Chine importe 12 millions de tonnes). La Russie a pour ainsi dire disparu du marché mondial : une grande partie de son cheptel a été abattu et ses besoins sont donc moins importants. Selon un autre négociant, nous sommes actuellement à une période charnière et la situation restera tendue encore quelques mois alors qu'il y a assez de blé pour satisfaire tout le monde. La solution à ce déséquilibre, estiment les professionnels, viendra du maïs, élément-clé du marché des céréales. Ses stocks sont actuellement nuls et la demande se reporte sur le blé. Après sa récolte, qui aura lieu à l'automne, tout devrait rentrer dans l'ordre.

Christophe Vetter

Carole Petit

## Marché international des capitaux : préférence pour le deutschemark

LES PROCHAINES OPÉRATIONS liées au financement du déficit de la Sécurité sociale suscitent un vif intérêt à l'étranger. Si on fait appel à eux, les investisseurs internationaux seraient certainement nombreux à souscrire. Mais il est frappant de constater dans plusieurs régions du globe, en Extrême-Orient notamment, qu'un emprunt libellé en deutschemark aurait aujourd'hui la préférence sur un autre libellé en francs. A première vue, il y a une sorte de paradoxe étant donné la conjoncture actuelle des marchés des changes et des capitaux. La devise allemande est faible tandis que le franc est fort et les rendements des fonds d'Etat français, bien qu'ils aient beaucoup diminué récemment, demeurent supérieurs à ceux des bons et des obligations de la République fédérale d'Allemagne.

Expliquer pourquoi la faveur irait préférentiellement au mark revient d'abord à rappeler la formidable réputation de cette devise, que son repli récent n'a nullement entachée. C'est toujours la principale monnaie de référence en Europe. A cette raison historique s'en ajoutent d'autres de nature technique qu'il convient de mettre en évidence. Lorsqu'on compare les rendements d'un

pays à l'autre, on mesure normalement la différence des rendements qui procurent les fonds d'Etat. Ainsi, vendredi 26 avril, les obligations à dix ans du Trésor français procuraient cinq centimes de point de pourcentage de plus que celles du Trésor allemand de même durée. Or, dans le cas qui nous préoccupe, il faut tenir compte de ce qu'offrent les autres emprunteurs de tout premier plan.

Pour lever des fonds en francs, il suffit aux établissements publics français de proposer aux investisseurs 0,10 point de plus que l'Etat. On exigerait un accord bien plus important d'une entreprise nationale allemande qui solliciterait son propre marché. Elle aurait à se distancer des obligations du Trésor de Bonn d'au moins 0,15 point sinon 0,20, voire davantage. La situation varie d'un pays à l'autre. En France, elle résulte de l'appât différent des compagnies d'assurance qui, cette année, ont d'énormes liquidités à placer. Il reste qu'un débiteur du gabarit de celui qui empruntera pour la Sécurité sociale devrait servir aujourd'hui un intérêt au moins aussi important en deutschemark qu'en francs français, s'il veut à émettre des obligations de longue durée.

En outre, il importe de tenir compte des chances de gain rapide qui peuvent se présenter. Ce qui correspond en fait à évaluer la possibilité d'une baisse des rendements à long terme. On entre ici dans le domaine de la spéculation mais c'est un élément non négligeable. Le programme de réduction des déficits publics présenté vendredi par le chancelier Kohl a fortement impressionné les opérateurs par son ampleur. Les avis divergent sur ses conséquences pour la croissance économique mais ceux qui pensent qu'il ne la stimulera pas vraiment estiment qu'il favorisera un recul du niveau de l'intérêt, non seulement pour ce qui est des échéances courtes mais également des longues. Une diminution des taux se traduit par une augmentation des cours des obligations que leurs détenteurs pourraient vendre plus cher qu'ils ne les auraient achetées.

## Les Bourses de Paris et de Tokyo à la conquête du terrain perdu

LES PLACES BORSIÈRES ont affiché des performances contrastées cette semaine, poursuivant sur leur lancée à Paris et à Tokyo, se reprenant à Wall Street, marquant le pas à Francfort et cédant du terrain à Londres.

La palme revient à la Bourse de Paris, qui a enfin franchi le niveau des 2 100 points au seuil duquel elle piétinait depuis plusieurs semaines. Vendredi, l'indice CAC 40 s'est inscrit à 2 138,36 points, en gagnant 45,91 points (2,19 %). En quatre mois, les valeurs françaises ont, en moyenne, gagné 14,23 %. Cette progression n'est d'ailleurs pas un cas isolé en Europe puisque, à l'exception de la Bourse de Londres - qui a toutefois inscrit, il y a huit jours, un nouveau record historique -, toutes les places ont accumulé, depuis le début de l'année, des gains supérieurs à 10 %.

Les analystes sont plutôt optimistes pour la place parisienne, estimant que le franchissement des 2 100 points devrait permettre à

l'indice CAC 40 de s'installer durablement dans cette zone. Les valeurs françaises ont bénéficié non seulement d'une bonne orientation du marché obligataire, mais également de l'intérêt suscité par la perspective de restructurations dans le secteur bancaire. Le début du nouveau mois boursier, celui de mai, a aussi contribué à la bonne tenue du marché. La liquidation précédente a été gagnante de 6,97 %.

De nouveaux sommets annuels ont également été atteints à la Bourse de Tokyo cette semaine, soutenue par les achats des investisseurs institutionnels domestiques. L'indice Nikkei a terminé la semaine en hausse de 351,19 points, à 22 235,03 points, soit un gain de 1,6 % par rapport à la semaine précédente. Les investisseurs sont plutôt optimistes pour les séances à venir. Cette tendance devrait, selon eux, se maintenir, car de bons résultats des sociétés sont attendus pour le mois

TOKYO	NEW YORK	PARIS	LONDRES	FRANCFORT
↑ +1,60%	↑ +0,59%	↑ +2,19%	↓ -0,63%	↑ +0,03%
INDICE NIKKEI	DOW JONES	CAC 40	FT 100	DAX 30

R. Br.



## AUJOURD'HUI

SCIENCES

**RADIOACTIVITÉ** Cinquante ans de recherches, menées notamment sur la descendance des survivants d'Hiroshima et de Nagasaki, n'avaient pas permis, jusqu'à

présent, de prouver que la radioactivité puisse provoquer des mutations génétiques héréditaires. ● UNE NOUVELLE TECHNIQUE, dite des « empreintes génétiques », utilisée

pour les recherches en filiation, a permis à une équipe internationale de déceler un taux d'altérations deux fois supérieur à la normale sur une partie du génome de victimes

de Tchernobyl. ● D'AUTRES POLLUANTS pourraient, cependant, être à l'origine de ces mutations et des études complémentaires seront nécessaires. ● LES ANIMAUX de la

zone interdite semblent, selon d'autres travaux, souffrir de mutations génétiques encore plus importantes, ce qui ne les empêche pas de prospérer et de se multiplier.

## Des mutations génétiques héréditaires affectent les victimes de Tchernobyl

Découvertes grâce à la technique utilisée pour les recherches de filiation, ces altérations, qui n'ont pas de conséquences apparentes sur la santé, pourraient avoir été provoquées par d'autres pollutions que celles de la catastrophe

LA RADIOACTIVITÉ peut-elle provoquer, chez l'homme, des mutations génétiques transmissibles d'une génération à l'autre ? Jusqu'à présent, toutes les études, menées notamment sur les survivants des bombes d'Hiroshima et de Nagasaki, n'ont jamais permis de le prouver. Mais, cinquante ans après la première bombe atomique et dix ans après Tchernobyl, l'incertitude est peut-être sur le point d'être levée. Une équipe de généticiens britanniques, biélorusses et russes a observé, en effet, un taux de mutations deux fois supérieur à la normale chez des enfants et leurs parents vivant sur des territoires contaminés par l'explosion de la centrale ukrainienne.

Les altérations, constatées sur une petite partie du génome, sont sans gravité et n'auront probablement aucune conséquence sur la santé des enfants concernés. « D'autres études de population seront nécessaires », par ailleurs, pour obtenir une certitude, écrivent eux-mêmes les auteurs des travaux, en conclusion du compte-rendu qu'ils publient dans la revue scientifique *Nature* du 25 avril. « Reste qu'il s'agit

d'une approche scientifiquement indiscutable d'un problème qui nous préoccupe tous », souligne Philippe Voisin, chef du laboratoire de dosimétrie biologique de l'IPSN (Institut de protection et de sûreté nucléaire française).

### LES GROS MAMMIFÈRES RÉSISTENT

Si les chercheurs s'acharnent ainsi sur le sujet, depuis cinq décennies, en dépit de l'absence de résultats, c'est qu'ils ont de bonnes raisons pour cela. Les particules des rayonnements ionisants endommagent, en effet, les cellules vivantes qui se trouvent sur leur passage, quand elles ne les tuent pas. L'ADN et les gènes n'échappent évidemment pas à leurs effets destructeurs. Le comptage des chromosomes endommagés dans les lymphocytes (globules blancs) est, d'ailleurs, l'une des méthodes qui permettent d'évaluer l'intensité de la dose de rayonnement absorbée par les irradiés. Et si le taux de cancers est plus important chez les victimes d'irradiation ou de contamination, c'est en raison de la mutation de gènes provoqués par les radiations.

Il n'y a aucune raison d'exclure a

priori que des mutations génétiques induites par la radioactivité puissent se transmettre à la descendance, voire provoquer des maladies héréditaires. Des expériences de laboratoire ont montré que c'était le cas pour des souris soumises à de fortes doses. Mais les gros mammifères et l'homme semblent plus résistants.

« Une étude menée récemment sur des travailleurs très exposés du complexe nucléaire russe Mayak [siège d'un grave accident en 1957], leurs enfants et leurs petits-enfants

n'a pas permis de mettre en évidence une modification du patrimoine génétique d'une génération à l'autre », explique Philippe Voisin. A Hiroshima et à Nagasaki, seules deux mutations éventuellement attribuables aux radiations ont été observées parmi plus de 27 000 enfants de parents exposés à des doses pourtant relativement fortes.

Pour tenter de lever l'incertitude, l'équipe de généticiens dirigée par le Russe Iouri Dubrova a fait appel au savoir-faire du Britannique Alec Jef-

freys, inventeur, en 1985, des « empreintes génétiques » aujourd'hui couramment employées pour les recherches en paternité. Cette technique est fondée sur l'observation (à l'aide de « sondes génétiques ») de certaines portions du génome, les « minisatellites » qui sont extrêmement variables d'un individu à l'autre, mais très stables, en revanche, de parent à enfant.

Le test des empreintes génétiques a ainsi été pratiqué sur un groupe d'habitants du district biélorusse de Mogilev, une zone contaminée située à environ 250 km de Tchernobyl, et sur un « groupe témoin » de sujets britanniques d'origine caucasienne. Résultat : le taux de mutations parents-enfants est deux fois plus important dans le premier groupe que dans le second.

Les membres de l'équipe de Iouri Dubrova se gardent néanmoins de toute conclusion hâtive. Ils soulignent eux-mêmes que le rapport exact entre le taux de mutation et la quantité de rayonnement qu'ont effectivement subi les habitants de Mogilev « reste inconnu ». Ils n'ont pris en compte, en effet, que la contamination moyenne du terri-

toire, pas celle des individus eux-mêmes, explique Philippe Voisin. Or bien d'autres polluants – et ils sont nombreux dans ces régions – peuvent provoquer des mutations génétiques. « Il faudra refaire le même genre d'étude en pratiquant sur chaque personne testée une anthropogammamétrie permettant de mesurer la dose d'irradiation qu'elle a réellement absorbée, indépendamment de son environnement », ajoute-t-il.

En attendant, ces recherches relanceront sans aucun doute les recherches dans un domaine qui semblait stagner depuis plusieurs années. Elles confirment, s'il en était besoin, que l'irradiation et, surtout, la contamination et la pollution engendrées par la catastrophe de Tchernobyl sont très différentes de celles causées par les bombes d'Hiroshima et de Nagasaki. Les scientifiques devraient pouvoir en tirer de précieux enseignements qui risquent de raviver la polémique autour des effets à long terme de l'exposition aux déchets nucléaires et aux faibles doses de radioactivité.

Jean-Paul Dufour

### Des souris et des vaches irradiées, mais prospères

Robert Baker (Texas Tech University), qui a étudié les campagnes de la « zone interdite » de Tchernobyl, relève encore dans le numéro du 25 avril de la revue *Nature* un taux de mutations extrêmement élevé – et complètement inattendu – dans leur ADN mitochondrial. Ces mutations n'empêchent nullement les rongeurs radioactifs « de prospérer et de multiplier ». Une constatation confirmée par le biologiste russe Nicolas Archipov, qui a, lui, recueilli et soigné trois vaches et un taureau qui s'étaient échappés d'une ferme située à 5 km de la centrale et qui ont vécu en liberté pendant un an et demi dans un milieu incroyablement radioactif après la catastrophe. Quatre générations de vaches ont, depuis, été mises au monde par les animaux rescapés (baptisés Alpha, Bêta, Gamma et Uranium 1) et « on a constaté des changements dans leur génotype, mais ces mutations n'ont provoqué aucune malformation ou maladie ».

## Un trésor archéologique dragué dans un affluent de la Loire

UN VÉRITABLE TRÉSOR archéologique gisait au fond du Brivet, le dernier affluent sur la rive droite de la Loire. Une petite flottille de pirogues de l'âge du bronze, des outils, instruments divers et céramiques parmi lesquels quelques pièces rares : ces vestiges sont, pour un bon nombre, absolument exceptionnels.

Ravis de ces trouvailles, les chercheurs sont néanmoins partagés entre enthousiasme et embarras. C'est que, recueillis par des engins mécaniques lors du curage de la rivière d'octobre 1994 à décembre 1995, ces objets sont arrivés entre leurs mains coupés de leur contexte. Or c'est du positionnement des vestiges les uns par rapport aux autres, en plan et en superposition, que les archéologues tirent leur interprétation et qu'ils établissent leur datation.

En ce qui concerne la découverte ma-

jeure, une quarantaine de pirogues de chêne, le problème est moindre puisque les datations en laboratoire par carbone 14 et dendrochronologie permettent de dater le bois dont elles sont faites. C'est la première fois qu'on en trouve une telle concentration sur un seul site.

### UNE IMMENSE PÉRIODE

« Monoxyles » (un tronc creusé) ou « monoxyles assemblés » (plusieurs planches d'un même tronc), elles constituent, de plus, une série capitale pour l'histoire de la batellerie car, d'après les premières datations, elles s'échelonnent sur une immense période allant de la fin de l'âge de bronze (de -1400 à -1200 avant J.-C.) à la fin du Moyen Âge. S'y ajoutent de nombreux équipements et objets ayant trait à la naviga-

tion ou à la pêche : orifices d'amarrage ou d'ancrage, rames, flotteurs, poids de filets et, pièce rare, un jas d'ancre en granit.

Plus généralement, les vestiges dégagés vont du néolithique récent (-3000 avant J.-C.) à la fin du Moyen Âge. Du moins pour ceux qui peuvent être datés en raison de leur appartenance typologique – c'est le cas de certaines céramiques – ou grâce à leur matériau : par exemple, le bois. Les autres, hors de leur contexte, ont été perdus « à l'aveugle » et parfois même sens. Pour tenter d'obtenir au moins quelques données susceptibles de leur permettre d'amorcer leurs recherches, les archéologues ont minutieusement cartographié leur lieu de découverte. Plusieurs zones apparemment homogènes ont été mises en évidence.

De l'imposante quantité d'objets

émergés se distinguent notamment – pour n'en citer que quelques-uns – une hache polie en pierre verte du néolithique, banale si elle n'avait été retrouvée emmanchée d'un andouiller de cerf dont le milieu humide a favorisé la conservation exceptionnelle.

### PLUSIEURS ANNÉES DE FOUILLES

De nombreux tessons de céramiques, rares dans la région, donneront des indications sur la diffusion des biens, notamment en Gaule préromaine. Ont également été sortis des eaux du Brivet un araire de bois d'un type ancien, peut-être gallo-romain ; des fers de lance mérovingiens et carolingiens (VII<sup>e</sup> et IX<sup>e</sup> siècles), de foudillage de fer souvent inédit mais malheureusement indatable. Pour l'instant, les archéologues ne peuvent que dresser une liste puisque, si-

tuation pour le moins inhabituelle, les vestiges existent mais pas les sites ! « En fait, l'opération ne fait que commencer », se réjouit Christophe Devals (Association pour les fouilles archéologiques nationales), responsable du suivi archéologique du curage du Brivet.

A la suite de ces découvertes abondantes, rares ou énigmatiques, une fouille programmée sur plusieurs années se déroulera sur les bords de la rivière pour tenter de relier les objets dragués à des zones d'occupation humaine. Cela permettra peut-être de retrouver, par exemple, la nécropole d'où pourraient provenir les ossements d'une centaine d'individus, hommes et femmes de tous âges, trouvés en vrac, une découverte incongrue dans un tel endroit.

Catherine Chauveau

## SPORTS

## L'équipe de France de tennis part à la conquête de la Fed Cup

C'ÉTAIT en juillet 1995. A Wimbledon, en Caroline du Nord, l'équipe de France féroce exploitait contre les États-Unis. Capitaine de l'équipe, Françoise Durr se sou-

vient de trois matches très denses, serrés, et finalement d'une défaite très prometteuse. Mary Pierce et Julie Halard s'affrontaient comme deux excellents chefs de file de l'équipe de France. Avec Nathalie Tauziat, Julie formait aussi une sérieuse paire de double.

L'équipe de France revenait de loin. Au premier tour contre l'Afrique du Sud, en avril, la formation s'était rendue à Metz désunie et méfiante. La rumeur courait que Mary Pierce avait touché une forte somme d'argent (environ 250 000 francs). Julie Halard et Nathalie Tauziat, qui formaient l'équipe depuis des années, apprécieraient peu que leur nouvelle compagne, déjà considérée comme une intruse, bénéficie de privilèges.

Petit à petit, les dissensions se sont apaisées grâce à la nouvelle formule inaugurée cette même année. Installée depuis 1963 à Londres puis à Francfort, la Coupe de la Fédération, qui opposait les seize meilleures équipes du monde pendant une semaine, devient la Fed Cup. Calquée sur le modèle de la Coupe Davis, elle rassemble les huit meilleures nations du monde. Du premier tour – ou quarts de finale – à la finale, le tournoi s'étale

d'avril à novembre, les pays se recevant à tour de rôle : « C'est ce qui pouvait nous arriver de mieux », dit Françoise Durr. Cela nous permettait de nous retrouver plus souvent et de mieux nous supporter. De plus, cela propulsait le tennis féminin auprès de plus nombreux spectateurs.

La France profite de la modernisation pour étayer une équipe. Mary Pierce multiplie les prouesses sur le circuit et Julie Halard offre le spectacle de son talent : « Former un ensemble a été un travail de longue haleine. Trois ans », dit Françoise Durr. A Metz, la victoire contre l'Afrique du Sud estompe la méfiance des joueuses. La défaite contre les États-Unis crée le groupe.

### TRANSFERT DE CONNAISSANCES

Les privilèges ? La rumeur s'est effacée avec le règlement du problème, assure la fédération : « Je pense que, dans une équipe, il faut toujours faire pareil pour tout le monde », dit Françoise Durr.

### Aranxa et Conchita font du chantage

Finalement, Arantxa Sanchez-Vicario et Conchita Martínez viendront à Murcie. Après huit ans de services rendus à l'Espagne et quatre victoires (en 1991, 1993, 1994 et 1995), les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> joueuses mondiales refusaient de jouer le premier tour de la Fed Cup contre l'Afrique du Sud si la fédération espagnole ne leur versait pas 10 millions de pesetas (plus de 400 000 francs) au lieu des 7 millions qu'elle proposait. Devant l'émotion soulevée et les risques pour leur image auprès du public, Arantxa et Conchita ont accepté de jouer. Mais en cas de victoire à Murcie, elles ont exigé de ne pas être obligées de disputer les demi-finales, les 13 et 14 juillet, quelques jours avant les Jeux olympiques. En toute logique, les Espagnoles devraient être reçues en demi-finale par les Françaises, ravies des caprices de leurs eventuelles futures adversaires.

celle de Fed Cup. « Les garçons ont l'habitude de consacrer un peu de temps à la Coupe Davis parce qu'ils l'ont toujours fait. Se mobiliser quelquefois dans l'année, c'est quelque chose de nouveau pour nous ».

Les filles suivent, bien sûr, les étapes de l'équipe de Coupe Davis : « Nous leur avons envoyé un fax à Linagres pour les encourager ». En espérant que les garçons feront de même. Pour l'esprit, même philosophie que le capitaine Noah. Dès le mois de mars, au tournoi de Key Biscayne, les quatre équipes ont été réunies et ont commencé à envisager l'épreuve. Depuis lundi 22 avril, l'équipe de France est réunie à Amiens : « Nous essayons de partager un peu de nos vies ».

Face à l'Argentine samedi 27 et dimanche 28 avril, l'équipe de France part favorite à la faveur du forfait de Gabriela Sabatini pour blessure et malgré celui de Mary Pierce. Julie Halard (19<sup>e</sup> joueuse mondiale) et Nathalie Tauziat (22<sup>e</sup>) seront opposées à Florencia Labat (45<sup>e</sup>) et à Paola Suarez (92<sup>e</sup>) en simple et à la paire Labat-Patricia Tarabini en double.

« Il nous arrive à peu près, ce qui est arrivé aux garçons contre l'Allemagne, avec les forfaits de Michael Stich et de Boris Becker », dit Françoise Durr. Pour elle, l'objectif est clair : parvenir enfin en finale, celle qui avait échappé d'un cheveu à la France en 1995. A la veille des Jeux olympiques, une telle performance permettrait aussi à l'équipe de France de rêver d'un podium pour l'une des siennes.

Bénédicte Mathieu

■ **FOOTBALL** : FAJ Auxerre a conforté sa première place dans le championnat de France de première division, grâce à sa victoire à domicile (2-0) sur Saint-Etienne, vendredi 26 avril, en match avancé de la 36<sup>e</sup> journée. Les Auxerrois, qui se sont imposés sans briller face à des Stéphanois réduits à dix au bout d'une demi-heure de jeu après l'exclusion de Stéphane Santini, comptaient 4 points d'avance sur le Paris-SG avant le match de ce dimanche Lille, samedi 28 avril, au Parc des Princes. En fin de classement, les Girondins de Bordeaux, battus à Nice (1-0), ont cédé leur quinzième place aux Niçois, qui les devançaient désormais de 2 points.

■ **Karel Van Miert**, le commissaire européen chargé de la concurrence, refuse la notion de joueurs locaux proposée par l'Union européenne de football association (UEFA) pour atténuer les effets de l'arrêt Bosman. « C'est une autre façon d'introduire un obstacle pour la libre circulation des joueurs de football à l'intérieur de l'Union européenne, garantie par l'arrêt de la Cour européenne de Justice de Luxembourg », a-t-il déclaré, vendredi 26 avril, à l'issue d'une rencontre avec une délégation de l'UEFA, qui avait proposé l'obligation pour les clubs de mettre dix joueurs locaux sur quinze sur la feuille de match.

■ **BOXE** : Mike Tyson, le champion du monde de boxe des poids lourds accusé par une esthéticienne d'attentat à la pudeur dans une boîte de nuit de Chicago le 7 avril, ne sera pas poursuivi. La police a annoncé dans un communiqué, vendredi 26 avril, qu'après avoir interrogé plusieurs personnes sur l'incident elle avait décidé qu'il n'y avait pas lieu de poursuivre le boxeur « par manque de preuves suffisantes » et parce qu'il n'y avait « aucun témoin » à charge. La jeune femme avait affirmé que Tyson se serait livré à des gestes et commentaires déplacés, suivis d'attouchements et de caresses dans une pièce privée d'une boîte de nuit du sud de Chicago. A la suite de ces accusations, Tyson, en liberté conditionnelle après trois ans de prison pour viol, s'était vu interdire de fréquenter bars, tavernes, boîtes de nuit et de strip-tease (*Le Monde* du 24 avril). – (AFP)

## RÉSULTATS

### FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE D1  
36<sup>e</sup> journée  
Matches avancés  
Nîmes-Bordeaux  
Auxerre-Saint-Etienne

États-Unis, 4 ; 4 Canada, 3 ; 5 Autriche, 2 ; 6 Slovaquie, 1  
Poule B  
Finlande-Italie  
Classement : 1. Finlande, 5 ; 2. République tchèque, 5 ; 3. Italie, 5 ; 4. Suède, 3 ; 5. Norvège, 2 ; 6. France, 0.

### HOCKEY SUR GLACE

CHAMPIONNAT DU MONDE A  
8<sup>e</sup> journée  
Poule A  
Allemagne-Autriche  
Russie-Canada  
Classement : 1. Russie, 8 ; 2. Allemagne, 4 ; 3.

TENNIS  
TOURNOI DE MONTE-CARLO  
Quarts de finale  
C. Piccini (Fra.) b. C. Costa (Esp) 6-2, 6-3 ; T. Muster (Aut.) b. S. Schallenberg (Sv) 5-7, 6-1, 6-4 ; M. Kuci (Chi.) b. M. Gustafsson (Sue) 6-3, 6-4 ; A. Costa (Esp) b. F. Mantilla (Esp) 6-3, 6-5.



السلامة في العمل

# Le beau métro de l'an 2000

Une forme « envoûtante » accueillera les usagers de Météor, la ligne nouvelle prévue entre Tolbiac et Madeleine à partir de 1997

QUAND ON LIT que la cellule « design et standards » de la RATP, créée en octobre 1995, est dirigée par Yo Kuminagui, on se demande si la société de transports publics de la région parisienne a recruté un éminent designer au pays du Soleil-Levant. Ce n'est pas ce qui s'est passé, c'est beaucoup mieux. L'entreprise a su reconnaître en son sein une vocation et susciter une formation qui font de cet ingénieur de trente-huit ans, né à Paris de parents japonais, diplômé de l'Ecole nationale des ponts et chaussées, après un stage choisi il y a quinze ans à la Régie, puis un passage fructueux à la direction commerciale, où il s'occupait de services innovants en direction de la clientèle, l'homme de la situation.

Yo Kuminagui réalisait ainsi une double et ancienne passion, celle du graphisme, celle des transports urbains. Si son père, installé chez Piquette, à Montparnasse, était artiste-peintre, lui, enfant, dessinait surtout des plans de métro et des trains. « Design et métro ont toujours marché ensemble », dit-il. C'est le mot design qui n'existait pas. Hector Guimard était ce qu'on appelait un architecte d'art, aujourd'hui on dirait designer.

« Quand on trace le plan du métro, on dessine Paris », enthousiasme comme les pionniers, Yo Kuminagui définit la ligne de conduite générale : « Marier l'héritage valable du passé avec les fonctionnements modernes de demain, ceux que le client attend. Nous ne sommes pas un musée, on ne peut pas tout garder seulement parce que c'est ancien. Les gens qui l'ont fait ont aimé le métro. Tout le travail est de le révéler. » Placé en position de coordonner, avec une équipe d'une quinzaine de personnes, les actions

des jeunes créateurs afin de ne pas perdre la main. C'est pourquoi depuis quelques mois la ligne Post-Scriptum, présentée au Salon de Milan en 1995 et qui vient d'obtenir le « prix d'excellence » décerné par un jury indépendant réuni sur l'initiative du magazine *Maison-Claire*.



bus arboraient du jaune et du rouge ? Désormais, le vert jade, instauré en 1992, et le logo tendance humaniste-école se retrouvent en surface comme en sous-sol. Plus question d'en changer avant longtemps. On s'y tiendra. Même si le souci de plaire doit s'appuyer d'abord sur l'essentiel : propreté, netteté des espaces, sécurité, accueil et service proprement dit. La grève de décembre 1995, en dépit du capital de sympathie majoritaire qu'elle a suscité sur le moment chez les usagers-victimes, aura en pour conséquence immédiate une baisse brutale de la fréquentation de l'ordre de 10 % en janvier et février 1996 par rapport aux mêmes mois de 1995.

Ces événements et ces chiffres font réfléchir. Alors, le « design » ? Une superflu, passe-temps coûteux, décor futile ? Non, la crise ne va pas freiner la prise en compte de cette préoccupation. Au contraire : l'information, l'accueil, le confort, le sentiment de sécurité sont des atouts aussi nécessaires que la rapidité ou la fréquence des rames et des véhicules dans le réseau « commercial » du métro ou des bus. Même la qualité des matériaux utilisés et leur entretien sont des arguments antivan-dales, briseurs de manières de lames. Le respect dû à l'usager va de pair avec l'attention au respect des espaces et des véhicules.

Par grandes étapes, le monde du métro est déjà un véritable inventaire vivant du « design ». On y a privilégié, avec plus ou moins de suite dans les idées, l'innovation « stylisée », comme on aimait dire, et la rénovation pittoresque. Ce qui allait de soi pour les matériels roulants, le progrès technique obligeait à repenser les formes, était plus aisé pour les stations elles-mêmes. Après le carrossage jaune et vert qui voulait cacher le carrelage blanc et les inscriptions en bleu des origines, ou bien leur remplacement

## LIEU La banque et l'architecte

IL EST DÉJÀ LOIN le temps où les banques et leurs sièges sociaux se permettaient de jouer de leur personne et de leur personnage dans le paysage urbain, comme elles n'ont jamais cessé de le faire dans la société. Après l'ornementation et le lourd décor qui en imposait par force, vint l'époque de la discrétion et du crédit pour tous. On les attaquait plus facilement, mais on les fréquentait aussi plus aisément. Aujourd'hui, il n'y a plus d'archétypes pour les puissances d'argent, plus de style bancaire en architecture.

En signant à Genève le nouveau siège de la Banque Bruxelles-Lambert (BBL), Mario Botta, architecte tessinois, vient-il de redonner au grand capital des chances d'être moins banal dans son image publique, moins convenu ? En tout cas, le passant, le client, le banquier concurrent, l'amarichiste ou le bien-pensant, ne pourront certainement pas, avenue de Frontenex, dans le quartier des Eaux-Vives, ne pas s'interroger sur la vocation de cette bastide de ville, sur ces meurtrières qui percent la façade, sur cette forteresse de pierre dorée évoquant une commanderie de templiers. C'est une banque, une vraie et pure banque.

Comment se faire le même des ses propres affaires ? Il faut reconnaître à ce groupe l'ancienneté dans l'audace : c'était l'Américain Gordon Bunshaft, de Skidmore-Owings-Merrill de Chicago, qui avait construit l'immeuble central à Bruxelles dans les années 50. Cette fois, en s'adressant à Mario Botta, les dirigeants de la BBL ont fait autant le choix de la signature célèbre que celui d'une certaine austérité d'apparence : ici, ils ont investi dans la pierre.

Une pierre choisie en Toscane, dite *pietra d'arena*, dorée donc, mais qui, ayant subi taille et polissage de deux manières différentes, a été posée en bandes alternées de coloration plus ou moins soutenue : ce qui accentue le caractère médiéval, un peu rustique des « murailles », tout en adoucissant l'effet fortresse du bâtiment. Mario Botta est un vieil amateur de ce genre d'animation dans la masse, qu'il a empruntée aux traditions paysannes de son terroir, ce Tessin qui appartient certes à la Confédération helvétique mais qui n'oublie pas qu'il envoyait les meilleurs de ses artistes chercher leur gloire à Rome.

Après avoir fait de sa région une étape sur les chemins de l'architecture contemporaine, Botta court aujourd'hui le monde jusqu'à San Francisco en passant par Ivory où, rappelons-le, il est le signataire de cette première - et sans doute unique - cathédrale du XX<sup>e</sup> siècle en France, consacrée cette année le jour de Pâques.

Sans avoir de compte à numéro à alimenter, ni même de grosse fortune à placer entre les mains de ces banquiers prêts à faire l'Europe financière, on pourra avoir envie d'entrer, comme on a déjà envie d'entrer non loin de là sur les pentes du Vieux Genève dans cet autre monument du modernisme qu'est l'immeuble Clarté construit par Le Corbusier en 1932. Le Corbusier, dont il est l'un des petits-fils spirituels et dont il n'a pas oublié l'un des fameux préceptes : celui de la promenade architecturale. Botta ne semble pas avoir été découragé par la relative étroitesse du terrain qui imposait à son édifice de se dresser droit, solide et mince. Il a creusé sa forteresse de l'intérieur pour y faire pénétrer et circuler la lumière et les hommes, organisant ainsi les échanges, les contacts et renversant la proposition en sa faveur : tout l'éclairage économisé en façade est reversé au-dedans et tombe en cascade en rebondissant sur les balcons de plâtre blanc.

Des murs blancs, un sol noir, des cloisons de brique rouge, la sobriété générale des matériaux souligne le parti pris et l'esprit de l'endroit : miser sur la Suisse et la création avec un bâtiment franc comme l'or, armé pour attendre le prochain cours de l'euro.

M. Ch.  
\* Siège de la BBL, 30, avenue de Frontenex, Genève. Ouverture en septembre. L'immeuble Clarté, construit par Le Corbusier, est situé rue Saint-Laurant.

## Meubles à roulettes

L'heure est à la mobilité. Les meubles se mettraient-ils, eux aussi, à mériter leur nom ? A ne plus décourager ces envies de changement, de déménagement d'une pièce à l'autre, on de disposition différente que la mode du loft a logé dans la tête de tout un chacun ? Bouger, c'est vivre ; changer, c'est exister. L'habitude a été prise dans les années 70, grâce au « style Prêt », pour les nouvelles générations qui voulaient éviter de s'en tenir aux seuls meubles de famille, de s'entourer d'un mobilier pratique et simple. L'arrivée d'Habitat, le britannique, puis d'Ikea, le Suédois, a amplifié cette tendance. Mais avec le temps et l'embourgeoisement de leur clientèle, les porte-drapeaux de la ligne moderne ont perdu leur côté spartiate, et parfois oublié les principes mêmes du design qu'ils étaient supposés défendre. C'est pourquoi Habitat lance régulièrement des concours en direction

des jeunes créateurs afin de ne pas perdre la main. C'est pourquoi depuis quelques mois la ligne Post-Scriptum, présentée au Salon de Milan en 1995 et qui vient d'obtenir le « prix d'excellence » décerné par un jury indépendant réuni sur l'initiative du magazine *Maison-Claire*.

La Suède, l'un des pays phares du design scandinave dans les années 60, renoue ainsi avec l'innovation tournée vers le grand public, à un moment où les valeurs esthétiques s'écartent du baroque pour remettre à l'honneur les lignes nordiques. Résultat de l'opération P-S : dix-neuf créateurs signent des sièges, des tables, des objets pour la maison, conçus avec des matériaux

robustes, pour une fabrication rationnelle, à des prix raisonnables. L'un des architectes de l'équipe de conception, Thomas Sandell, est ainsi l'auteur de plusieurs meubles de rangement plaqués de brique claire, à façade lisse, sans poignées (des encoches permettent de faire glisser les tiroirs ou d'ouvrir les portes), selon une géométrie rigoureuse qui efface toute aspérité. Mais nous ne sommes pas en 1955, et le signe d'époque est présent sous la forme de deux roulettes plates taillées elles aussi dans le contreplaqué. Des rangements que l'on pourra déplacer facilement sans avoir à les vider de leur contenu. On connaissait les tables à

roulettes industrielles pour poser les télévisions ou l'apérif. Ici, il s'agit de deux commodes (la six-troirs est le best-seller de la collection), d'une armoire et d'un banc-coffre muni d'une poignée évidée. L'auteur a pensé aussi à la stabilité, garantie, façon brouette, par deux roues d'un côté, deux pieds fixes de l'autre. Cela donne à l'ensemble l'air de ne pas se prendre au sérieux, qui est ce qu'on peut souhaiter de mieux aujourd'hui à un objet design.

M. Ch.  
\* Armoire deux portes (2 450 francs), commode six tiroirs (1 990 francs) ou trois tiroirs (1 490 francs), banc-coffre (995 francs), de Thomas Sandell dans la collection P-S. (catalogue). En vente dans les quatre magasins Ikea de la région parisienne, dont le nouvel établissement, qui vient d'ouvrir à Villiers-sur-Marne (autoroute A 4, Tél. : 49-41-41-41). Diffusion prévue à Lyon pour la mi-juillet et à Marseille pour le début septembre.

**ESPACE BOU TIQUES**

Luxueuses draperies pour vous sur mesure  
**LEGRAND Tailleur**  
Hommes et Dames  
DE LA RETOUCHE AU BEAU VÊTEMENT  
27, rue du 4-Septembre PARIS 2<sup>e</sup>  
Tél : 47.42.70.61

**Finsbury**  
A TOUCH OF CLASS  
Chaussures de luxe, fabrication artisanale  
Très vaste choix en demi-pointure et plusieurs largeurs  
Rapport qualité/prix exceptionnel  
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.  
5, rue de Rivoli, 75004 Paris.  
112 bis, rue de Rennes, 75006 Paris.

**MON IMPER**  
Quintessence anglaise  
IMPER ET PRET-A-PORTER H. et F.  
AQUASCUTUM, BUREAUX, BARTONS, BRUNO ST HILAIRE, etc.  
63, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 Paris  
Tél. : 48-24-06-98  
- 15 %

Decouvrez votre métier de demain avec Initiatives  
LES RENDEZ-VOUS DU LUNDI  
Secteurs de Pointe • Biotechnologie • Robotique • Télécommunications • Ingénierie Commerciale • Ingénierie Conseil • Sciences de Santé  
Carrières Technologiques Internationales • Doin Carrières Européennes en Entreprises  
**Le Monde**







كسوة العرش

CULTURE

LE MONDE / DIMANCHE 28 - LUNDI 29 AVRIL 1996

**VENTES** M<sup>me</sup> Chatain dispersera, dimanche 28 avril, seize œuvres de Jacques Villon (1875-1963), que l'artiste avait données à son camarade de régiment Jules Patrelle, et qui

n'ont jamais été exposées. Parmi elles figure un des rares exemples de sa période abstraction-création, avec son cadre peint d'origine. ● **CRÉATEUR DU GROUPE** la Section d'or, en

1912, Jacques Villon eut une vie difficile, jusqu'à ce que le marchand parisien Louis Carré prenne ses affaires en main. Les récompenses qu'il lui échurent la soixantaine venue (prix

Carnegie en 1950, Grand Prix de peinture à la Biennale de Venise de 1956) en firent un des peintres les plus connus de l'après-guerre. ● **MOINS CÉLÈBRE** aujourd'hui que son frère

Marcel Duchamp, il est en train de rejoindre au purgatoire de la notoriété son autre frère, le sculpteur Raymond Duchamp-Villon, et sa sœur, le peintre Suzanne Duchamp-Croty.

# Une collection jusqu'alors inconnue dispersée à Vernon

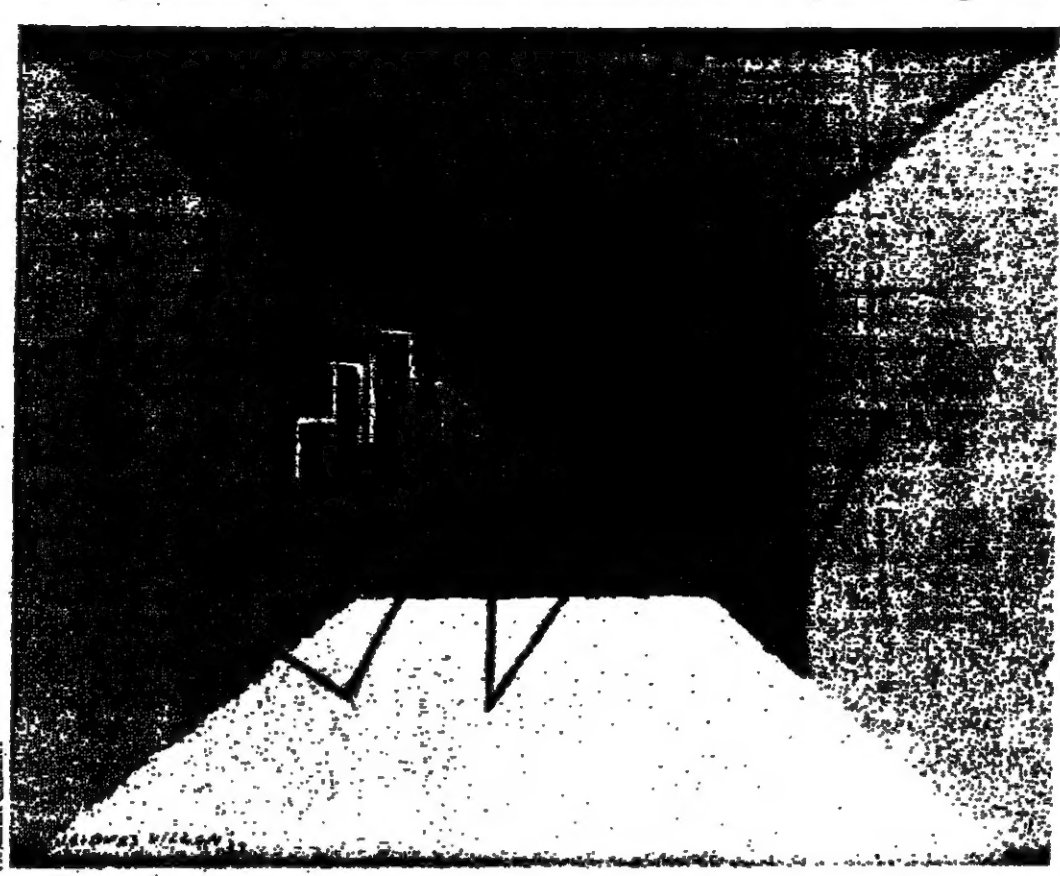
Jacques Villon était le frère de Marcel Duchamp. Plus célèbre que son cadet dans les années 50, Gaston Duchamp, de son vrai nom, avait offert seize de ses œuvres à un copain de régiment. Elles sont mises en vente dimanche 28 avril

A VINGT ANS, en 1895, Gaston Duchamp opte pour la vie d'artiste. Et change de nom, par respect pour son père : « Mon père était un homme bien. Il était notaire ; moi j'étais un révolté et je ne voulais pas le blesser... » Rebaptisé Jacques Villon, ce drôle de rebelle reçoit une pension de son papa, et dessine pour les plus grands journaux de l'époque : *Le Chat noir*, *Le Rire*, *L'Assiette au Beurre*, et surtout *Le Courrier français*, où il rencontre Forain, Steinlein, Willette. Villon croise Degas et Lautrec, réalise des affiches pour les cabarets, qu'il fréquente avec assiduité.

La trentaine venue, Villon s'éloigne des frondeurs frélatés de Montmartre, et coule des jours tranquilles à Puteaux, dans une maison-atelier qu'il ne quittera plus. Las !, le démon de la peinture l'a saisi. Négligent le dessin de presse et son estimable source de revenus, il se consacre au chevalet. En ce qu'il a de plus terrible, en ce siècle commençant : Villon est cubiste. Il est un complice, un suiveur de Braque et Picasso, ces deux grands assassins de l'espace classique.

La perspective est morte, les cubistes l'ont tuée. Mais par quoi la remplacer ? Villon va trouver la solution chez Vinci : c'est l'harmonie. La musique des rectangles. La Section d'or. C'est ainsi qu'il nomme le groupe de peintres qui se réunissent chez lui, à Puteaux : Gleizes, Metzinger, Picabia, Léger, mais aussi son frère, le sculpteur Raymond Duchamp-Villon, et un petit jeune, le cadet, seul à avoir conservé le patronyme familial, Marcel Duchamp.

Villon, dessinateur aux dons exceptionnels, trouve son geste trop facile. Il s'emploie à en briser l'aisance, en se soumettant à des règles draconniennes : « Pour



« 12° Architecture », de Jacques Villon, huile sur toile, 1932

composer un tableau, je commence toujours par une proportion que je rapporte », confia-t-il à Dora Vallier, qui l'interrogeait pour la revue *Cahiers d'art*. « Au lieu d'aller au hasard, je tiens à avoir quelque chose de précis, une proportion sur laquelle me baser. Je procède alors à la division de la toile et aussitôt qu'elle est terminée la toile commence à se mouvoir. Parfois je laisse jusqu'à la fin très visibles ces lignes de subdivision qu'on appelle tracés réguliers pour garder en route un peu

de la clarté qu'ils me donnent. » Cette rigueur harmonieuse plait : il participe en 1913 au désormais légendaire « Armory Show » de New York, la première grande exposition d'art moderne aux États-Unis. Les neuf tableaux qu'il y a envoyés sont vendus. La guerre interrompant ces beaux débuts, Villon est mobilisé. Son frère Raymond meurt à l'hôpital militaire de Cannes. Son autre frère, Marcel, est prudemment parti pour les États-Unis. Libéré en 1919, Villon renoue avec la peinture, mais pas avec le succès, et multiplie les gravures, qui deviennent son principal gagne-pain.

C'est durant une période indéterminée de sa vie militaire que Jacques Villon a fait la rencontre de Jules Patrelle, fils de notaire lui aussi, dont M<sup>me</sup> Lydie Chatain disperse la collection dimanche

28 avril, à Vernon. Du jamais vu, au sens propre, puisque les toiles en question n'ont jamais été exposées ailleurs que sur les murs de la propriété de son vieux camarade de régiment. Lequel avait du goût : pas seulement à cause

des deux jolies aquarelles de Signac dont il fit l'acquisition en 1930, mais aussi pour avoir su garder *12° Architecture*. Cette petite toile, ainsi nommée par Roberto Perazzone, l'expert de la vente, est un des rares exemples de la production de Villon durant son adhésion à un des mouvements les plus radicaux de l'entre-deux-guerres, le groupe Abstraction-Création. Une ligne brisée chemine à travers la composition, l'anime et la structure. A l'époque, ces peintures n'intéressaient personne. Celle-ci ne paie pas de mine : des tons bleu-gris, passés, patinés par la poussière et les chutes de mouches. Il faut beaucoup de bonne volonté et d'imagination pour y trouver trace des principes colorés issus de *La Théorie scientifique des couleurs et leurs applications à l'art et à l'industrie*, de O. N. Rood, publiée à Paris en 1881.

Villon puisait dans ce livre la justification de ses tons pastel : Rood pensait qu'en ajoutant une certaine proportion de blanc à leurs couleurs, les peintres pouvaient s'approcher de l'aspect éthere que présente pour les physiiciens le cercle chromatique. Lequel est aujourd'hui bien difficile à déceler sous la crasse.

On supphiera cependant le futur heureux acquéreur de *12° Architecture* de ne pas aller au-delà d'un simple nettoyage, et surtout de ne pas toucher au cadre : certes, il est moche, mais il est d'origine, peint en gris par Villon lui-même, qui a également passé

une couche de jaune sur la tranche interne. Ce jaune invisible projeté sur le bleu de la toile un imperceptible reflet vert. Patrelle devait être un amateur éclairé, ou un bon camarade, car bien peu nombreux étaient ceux qui acceptaient seulement de regarder ce genre de peinture.

Villon, excellent homme, pouvait être un portraitiste incisif : un tableau représente M<sup>me</sup> Patrelle mère, qui était aveugle. L'espace autour des yeux est fouaillé par le pinceau, cerné de traits.

« Parfois je laisse jusqu'à la fin très visibles ces lignes de subdivision qu'on appelle tracés réguliers pour garder en route un peu de la clarté qu'ils me donnent »

Les Villon de la collection Patrelle sont des tableaux et des gravures inspirés par une amitié qui dura plus de trente ans : en 1955 et 1954, Villon expédiait encore ses vœux aux Patrelles. Des cartes, pas des tableaux : à cette époque, l'artiste impécunieux des années 30 était devenu une vedette internationale. Depuis que le grand marchand Louis Carré avait pris en main ses affaires, elles allaient mieux, et inspirèrent à Villon une des meilleures définitions qui soient de la vie d'artiste, tellement belle qu'elle doit être vraie : « La peinture, ce n'est dur que durant les soixante premières années... »

Harry Bellet

\* Hôtel des ventes, 12, avenue Pierre-Mendès-France, Vernon (Eure). Tél. : 32-21-67-23.

## DANS LES GALERIES

**VINCENT BIOULÉS**  
Galerie Vidal-Saint Phalle, 10, rue du Trésor, 75004 Paris. Tél. : 42-76-06-65. Du mardi au samedi, de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 5 juin.

La scène est au bord de la Méditerranée, au sud de Montpellier, près de l'autoroute. Le peintre, avec ses papiers, ses cartons, ses toiles et ses boîtes de couleurs est « Sur le motif », comme le précise le titre de l'exposition. Pendant quatre mois, Bioulés y revient, sensible aux variations de la lumière et des couleurs selon le vent et les heures. Il n'a devant les yeux qu'une côte droite, l'eau et, au loin, une ligne de terre où a été bâtie, autrefois, une maison de douanier. Comment faire ? Comment reprendre un sujet à la Saurat ? En rendant hommage à Saurat, pour commencer, mais brièvement ; puis en cherchant une manière qui suggère l'épaisseur, le mouvement, la luminosité de l'eau remuée par le ressac ; en tirant parti de ce qu'apprennent sur les réactions des couleurs entre elles l'abstraction américaine autant que le postimpressionnisme, Rothko autant que Bonnard. Quand tout cela est en place, les rapports de tons établis, le découpage des surfaces calculé et dessiné, alors l'œuvre semble d'une facilité parfaite. Ph. D.

**MARTIAL RAYSE**  
Galerie de France, 54, rue de la Verrerie, 75004 Paris. Tél. : 42-74-38-00. Du mardi au samedi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 juin.

Les titres sont parfaits : il y a là *La Belle de Bamako*, *L'Étrange Docteur Gwatal*, *La Divine Adoratrice Karanama* et même *Giotto renversé par un porc*. Ainsi se nomment les figures qui peuplent les tableaux récents de Rayse, petits formats proches de l'esquisse. Les charmes de l'insaisissable y sont largement répandus. Sur un fond de grisaille, avec quelques touches de noir et de blanc, une danse macabre, un portrait ou un cortège de fantômes apparaît. Le plus souvent, l'œuvre en reste là, légère, dynamique, suggestive. Quelquefois, le peintre a poussé l'étude un peu plus loin ; introduit des détails, modifié les volumes, modulé la lumière. Plus rarement encore, il est allé jusqu'à la couleur, parcimonieusement, comme s'il avait résolu de se passer d'elle pour quelque temps. Dans ces tableaux, les références s'entrecroisent, qu'elles viennent de Bosch ou de Goya, de Füssli ou des arts populaires. Toute rhétorique est bannie de ces travaux. Un art du songe et de l'évanescence. Ph. D.

**JÖRGEN KLAUKE**  
Galerie Bouqueret-Lebon, 69, rue de Turenne, 75003 Paris. Tél. : 40-27-92-21. Du mardi au samedi de 15 heures à 19 heures.

En attendant l'exposition consacrée à la figure humaine dans la photographie en Allemagne, à la Filature de Mulhouse, à partir du 4 mai, Christian Bouqueret présente « Les Névroses du dimanche », quelques fragments de l'œuvre de Jürgen Klauke. Des fragments car ce photographe de cinquante-trois ans a derrière lui beaucoup de travaux, exposés dans le monde entier, mais encore confidentiels en France. Klauke cerne les comportements humains - l'ambiguïté des sexes et l'ennui - au moyen de mises en scène où l'artiste apparaît le plus souvent dans des séries, des sortes de saynètes, théâtrales ou proches de la performance. M. G.

## La chambre régionale des comptes épingle l'Opéra de Lyon

Les magistrats dénoncent des « pratiques répréhensibles » en matière de gestion de 1991 à 1994

**LYON**  
de notre bureau régional

Louis Erio a beaucoup fait pour l'Opéra de Lyon. Celui-ci a aussi beaucoup fait pour Louis Erio, d'après le relevé d'observations de la chambre régionale des comptes de Rhône-Alpes, qui, transmis le 14 mars au maire (UDF) de la ville, Raymond Barre, doit être présenté au conseil municipal lundi 29 avril.

Selon ce document de quatorze pages, qui épingle la gestion et les comptes de l'institution lyonnaise pour les années 1991, 1992, 1993 et 1994 : « L'examen de la situation personnelle des principaux responsables de l'Opéra a permis de mettre en évidence l'existence de pratiques répréhensibles dont ont largement bénéficié les intéressés. » Trois hommes sont visés : Louis Erio, administrateur général jusqu'en juin 1995 - atteint par la retraite, il fut mis à la retraite, en mars 1995, par Michel Noir -, Jean-Pierre Brossmann, son successeur, précédemment directeur artistique, et Jacques Hédoine, directeur administratif et financier. « À la faveur de délégations en cascade, les membres de l'équipe de direction ont pu, outre des contrats de base avantageux et chaque fois révisés à la hausse, se consentir à eux-mêmes des contrats et autres avantages accessoires en dehors de tout véritable contrôle », souligne le rapport.

La chambre régionale se montre particulièrement sévère à l'égard de Louis Erio. Elle relève que, contrairement aux clauses de son contrat, sa rémunération principale (environ 70 000 francs par mois selon l'intéressé) a été revalorisée sans tenir compte de son activité parallèle, exercée depuis 1982, de directeur du Festival d'Aix-en-Provence. Il percevait à ce titre, depuis 1992, un salaire mensuel de 67 000 francs - un rapport de la chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte-d'Azur avait dénoncé la façon dont Louis Erio dirigeait cette institution (*Le Monde* du 24 février).

**ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE**  
La chambre de Rhône-Alpes note que Louis Erio a aussi bénéficié de contrats de mise en scène et d'enregistrements discographiques ou vidéographiques, ainsi que d'« avantages annexes ». « L'administrateur général a perçu, pour la seule année 1994, 2,3 millions de francs, correspondant aux multiples activités générées ici ou là par ses fonctions ambivalentes de direction et d'artiste-interprète », chiffre-t-elle. Elle considère, au moment où Louis Erio met la dernière main à la mise en scène de *Carmen*, présenté à partir du 10 mai à Lyon, que cette situation « devrait, au minimum, être sanctionnée par la prohibition de toute interférence prolongée dans les ac-

tivités de l'Opéra ». Tandis que Jean-Pierre Brossmann et Jacques Hédoine se refusent à tout commentaire, Louis Erio se dit victime d'une « attaque personnelle » d'après lui injustifiée.

Ses émoluments, plaide le metteur en scène lyonnais, « correspondent aux salaires en vigueur dans le monde du spectacle ». Personnalité brillante, Louis Erio, à la tête de l'Opéra de Lyon depuis 1969, a porté cette institution culturelle, dotée d'un budget de 175 millions de francs, employant 300 personnes et ayant accueilli 130 000 spectateurs en 1994, au rang des meilleurs opéras européens. Elle a été consacrée, voilà quelques semaines, « Opéra national » (*Le Monde* du 19 mars). Mais la juridiction estime : « Le lustre de l'Opéra national de Lyon ne saurait qu'y gagner si sa gestion pouvait servir de référence aux activités culturelles de même nature qui ne fonctionnent que grâce au concours, à un niveau très élevé, des fonds publics. » Les observations de la chambre régionale ont été adressées à Raymond Barre deux jours avant la signature de la convention donnant à la scène lyonnaise son nouveau statut.

L'Opéra de Lyon, géré par une régie municipale jusqu'en 1986, l'est, depuis, par une association dont le conseil d'administration est présidé, de droit, par le maire de la ville. Or, constate le rapport,

sous le mandat de Francisque Collomb comme sous celui de Michel Noir, le pouvoir de la ville a été « délégué en totalité à l'administrateur général », qui l'a exercé « sans véritable contrôle de la part des collectivités associées ». La chambre des comptes considère donc que la signature, avec l'État, le conseil régional et le conseil général du Rhône, de la convention d'Opéra national, doit être l'occasion d'une « remise en ordre ».

Il reste à présent à savoir si « les pratiques répréhensibles » dénoncées par le rapport sont de nature à entraîner des poursuites pénales. Le parquet de Lyon, informé depuis plusieurs semaines, a ordonné l'ouverture d'une enquête préliminaire, menée par la police judiciaire.

Pierre Le Hir

**GALERIE BEAUBOURG**

**Dado**  
Marianne & Pierre Nahon  
VENCE: 16.93 24 52 00



L'un des mécènes  
les plus influents  
de la musique du XX<sup>e</sup> siècle

★ Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris-19°. M<sup>o</sup> Porte-de-Pantin. 20 heures, le 30 avril. Tél. : 44-84-44-84. De 100 F à 160 F.

**Air Manguellet**

such, ses disques n'ont pas toujours connu une grande diffusion. Mais, comme tout artiste signant chez cet exigeant label, Richard Goode vaut le détour. Pianiste puissamment mais raffiné, l'univers beethovenien et schubertien est son monde.

**Beethoven : Sonate pour piano op. 31 n° 1. Schubert : Sonate pour piano D 960.**

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8°.

M<sup>me</sup> Alma-Marceau. 11 heures, de 28. Tél. : 49-52-50-50. 100 F.

**Concert de soutien à Mumia Abu-Jamal**

La condamnation à mort de ce journaliste américain, ancien militant des Black Panthers, accusé du meurtre d'un policier aux États-Unis, suscite en France, à l'initiative de l'association Armasc, une vaste mobilisation des artistes.

Sou Kalmery, Lokua Kanza, Séta Touré, Djamel Almaini, Mario Caumont, Ralph Thamar, Ray Lema, Takfarian... Beaucoup d'autres ont répondu présent pour ce concert de soutien.

Élyse-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18°.

M<sup>me</sup> Anvers. De 15 heures à 20 h 30, de 28. Tél. : 44-92-45-45.

Participation de soutien : 100 F.

## NOUVEAUX FILMS

vation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beau-  
grenelle, dolby, 15° (45-75-79-79);  
Bienvendû Montparnasse, dolby, 15°  
(39-17-10-00; réservation: 40-30-20-10);  
Majestic Passy, 16° (44-24-46-24; réserva-  
tion: 40-30-20-10); Parthé Wepler,  
dolby, 18° (réservation: 40-30-20-10).  
VF: Saint-Lazare-Pasquier, 8° (43-87-35-  
43; réservation: 40-30-20-10); Gau-  
mont Montparnasse, dolby, 14° (réservation:  
40-30-20-10).

[illegible]

LE ROCHER D'ACAPULCO (\*\*) (\*)  
 de François de Laurent Tuel, avec Mar-  
 garet Abascal, Antoine Chapreau, Zinedine  
 Soualem, Howard Vernon, Targa Gano,  
 Jean-Marc Causse (1 h 15).  
 Espace Saint-Michel, 5<sup>e</sup> (44-07-20-49).  
 SEMAINE DU CINÉMA  
 de film polonais d'Andrzej Wajda, avec  
 Jerzy Stuhr, Jolanta Upińska, Wojciech  
 Ciolek, Andrzej Pawlak, Magdalena War-  
 zucha, Andrzej Kozłowski, Bożena Dykiel  
 (1 h 34).  
 L'OT : Le Quartier Latin, 5<sup>e</sup> (43-26-84-65).  
 LE SILENCE DE NETO  
 film québécois de Luis Argüeta,  
 avec Oscar Javier Almeringo, Eva Tamar-  
 io Lemos, Herbert Meneses, Julio Diaz,  
 Eduardo José Guerrero (1 h 50).  
 C. Latina, 4<sup>e</sup> (42-78-47-86).

éran Italia, 13 (45-80-70-00); rés. 40-30-20-10-10; Miramar, 14 (39-17-10-00); rés. 40-30-20-10; Gaumont Convention, 15 (rés. 40-30-20-10); UGC Maillot, 17; Pa-  
 the Wepler, 18; rés. 40-30-20-10-10; L'ÉTRE (A. v.), rés. 40-30-20-10-10; UGC Forum Orient Ex-  
 press, 17; Gaumont Ambassade, 8 (43-30-20-10-10); rés. 40-30-20-10; v.f.: UGC Montparnasse, 6; Gaumont Opéra France, 9 (47-70-33-48); rés. 40-30-20-10-10; Gaumont Gobelins Favourite, 15 (43-27-84-50); rés. 40-30-20-10-10; Gaumont Convention, 15 (rés. 40-30-20-10-10); Pathé Wepler, 18 (rés. 40-30-20-10-10); Gambetta, 20 (46-36-10-16); rés. 40-30-20-10-10.

LES FILLES DE SALAUD (Fr.): Le Quartier Latin, 5 (43-26-84-65); UGC Montparnasse, 6 (v.f. UGC Triomphe, 3).  
 FLIRT (A. v.): Épée de Bois, 4 (43-37-57-49); Lucernière, 6 (45-44-57-34).  
 FLORENTINE (A. v.): Le Quartier Latin, 5; Action Christy, 6 (43-29-11-30).  
 GET SHORTY (A. v.): Bysses Lincoln, 10.

8° (43-59-36-14; rés. 40-30-20-10); v.f.  
Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31; rés.  
40-30-20-10).  
GLUITRIP (R., v.o.): Epée de Bois, 5° (43-  
37-57-47).  
LA HAINE (Fr.): 14-Juillet Beaubourg, 3°  
HEAT (A., v.o.): Cinoches, 6° (46-33-10-  
82); v.f.: Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-  
50); rés. 40-30-20-10).  
LE JOURNAL DU SÉDUCTEUR (Fr.): Le

Trois Luxembourg, ff. (46-39-97-77; *res.*) 40-30-20-10].

LEA, FREEDOM (Fr. *v.*) : *Quartier Latin*, ff. (46-26-64-59).

LEAVING LAS VEGAS (A. *v.*) : 14 Juillet Triumphant, ff. (46-73-79-39) UGC Triumphant, 8.

LA MADRE MUERTA (Esp. *v.*) : *Espace Saint-Michel*, ff. (54-07-20-09).

LA MORT (Fr. *v.*) : *Quartier Latin*, ff. Grand Palais, 15 (45-54-46-85; *res.*) 40-30-20-10].

MARY RELLY (A. *v.*) : UGC Ciné Cité des Halles, 11; *Reflet Médias* 5 (44-54-42-34); UGC Danton, 6; UGC Rotonde, 9; Gaumont Ambassade, 8; UGC Cinéma de la Ville, 10; UGC Normandie, 11; *Reflet Médias*, 11 (43-07-48-50); UGC Gobelins, 13; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50; *res.*) 40-30-20-10]; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-70-79); *Parthé Wepier*, 15 (40-30-20-10); *ref.* : Gaumont Opéra Français, 9 (47-70-33-98; *res.*) 40-30-20-10]; Gaumont Normandie, 10 (45-75-70-79); UGC Convention, 15 (45-75-70-79); La Gambetta, 20 (46-36-10-30; *res.*) 40-30-20-10].

MAUDITE APHRODITE (A. *v.*) : UGC Danton, 6; Gaumont Ambassade, 8; (43-39-19-08; *res.*) 40-30-20-10]; Gaumont Parussie, 14 (45-75-70-79); MONDO (Fr.) : 14-Juillet Triumphant, 6 (46-73-79-39).

MORT SUITE (A. *v.*) : UGC Ciné Cité des Halles, 11; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50; *res.*) 40-30-20-10]; UGC Normandie, 11; *ref.* : *Res.* 2 (53-17-10-00); UGC Cinéma de la Ville, 10 (45-75-70-79);

**Accompagnant  
au Grand Palais  
Galerie nationale  
l'art à 18 h 30**

signatures et peinture d'histoire, par  
l'œuvre de l'art à l'université Lyon-II.

5. *Les sujets et inspiration littéraires  
1815-1850*, par François Fossier,  
université Lyon-II.

Montparnasse, 8°; Paramount Opéra, 9°  
(47-42-56-31; rés. 40-30-20-10); UGC  
Lyon-Bastille, 12°; UGC Gobelins, 13°;  
Mikros, 14° (35-72-10-10); 40-30-20-10;  
Mistral, 14° (35-17-10-10); rés. 40-30-  
20-10; UGC Convention, 15°; Pathé  
Wexler, 18° (46-36-10-30); Le Gar-  
battier, 20° (46-36-10-30); 40-30-20-10.

NELLY et M. ARNAUD (Fr.): Grand Pa-  
vils, 15° (45-54-54-45); 40-30-20-10.  
NICO ICON (All., v.o.): Épée de Bois, 5°  
(43-57-57-47); 14-Juillet Bastille, 11° (43-  
57-57-47).

figures et peintre d'histoire, par  
l'œuvre de l'art à l'université Lyon-II.

*Œuvres, sujets et inspiration littéraires*  
1815-1850, par François Fossier,  
université Lyon-II.

Montparnasse, 1<sup>re</sup>; Paramout Opéra, 9  
(47-42-56-31; rés. 40-30-20-10); UGC  
Lyon Bastille, 12<sup>e</sup>; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup>;  
Miramar, 14<sup>e</sup> (39-17-10-00; rés. 40-30-20-  
10); Mithras, 16<sup>e</sup> (59-17-10-00; rés. 40-30-  
20-10); UGC Convention, 19<sup>e</sup>; Pathe  
Waples, 19<sup>e</sup> (rés. 40-30-20-10); La Gam-  
betta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96; rés. 40-30-20-  
10).

NELLY et M. ARNAUD (Fr.): Grand Pa-  
vois, 15<sup>e</sup> (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10).  
NICO ION (All., w.): Épée de Bois, 5<sup>e</sup>;  
(47-33-57-47); 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-  
57-37-47).

NOS ANIMÉS SAUVAGES (H., w.): Les  
Trois Luxemburg, 46<sup>e</sup> (46-33-97-77; rés.  
40-30-20-10).

LES NOUVELLES AVENTURES DE WAL-  
LACE ET GROMIT (Brit., w.): UGC Cné-  
ché des Halles, 11<sup>e</sup>; 14-Juillet Beaugourg,  
3<sup>e</sup>; Europa Pararnasse (UG-Retelle Par-  
arnasse), 9<sup>e</sup> (43-54-15-04); 14-Juillet  
Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-59-83) (UG-Retelle  
Pararnasse); 6<sup>e</sup>; Elysees Lincoln, 8<sup>e</sup> (43-59-36-14; rés.  
40-30-20-10); Publics Cath-Cath-Cath, 8<sup>e</sup>;  
(47-20-76-23; rés. 40-30-20-10); Gaudm-  
ont Opéra Français, 9<sup>e</sup> (47-70-38-38;  
rés. 40-30-20-10); 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup>;  
(43-57-60-90); Gaudmont Gobelins Par-  
arnasse, 12<sup>e</sup> (47-30-10-10); Gaudmont  
Pararnasse, 14<sup>e</sup> (rés. 40-30-20-10); 14-  
Juillet Beaugourne, 15<sup>e</sup> (45-75-76-79); Pa-  
the Waples, 19<sup>e</sup> (rés. 40-30-20-10); w.:  
Publics Cath-Cath-Cath, 8<sup>e</sup> (47-20-76-  
23; rés. 40-30-20-10); Gaudmont Gobe-  
lins Pararnasse, 12<sup>e</sup> (rés. 40-30-20-10);  
Gaudmont Pararnasse, 14<sup>e</sup> (rés. 40-30-20-  
10); 14-Juillet Alcala, 16<sup>e</sup> (47-54-54-54);  
Gaudmont Pararnasse, 19<sup>e</sup> (rés. 40-30-20-10);

par-di-à LES NUAGES (N. v.o.): 14-  
 juillet Parmasse, 6° (43-26-58-00).  
 PROFESSEUR HOLLAND (A. v.o.):  
 Ciné-cté les Halles, 1°: UGC Champ-  
 slyses, 8°; v.f.: Rex, 2° (39-17-56-31);  
 Paramount Opéra, 5° (47-42-42-01); rés.  
 40-30-10-10; LES Montpamos, 14° (39-  
 17-10-10); rés. 40-30-20-10.  
 RAISON ET SENTIMENTS (A. v.o.): Gai-  
 mout les Halles, 14° (40-39-35-40); rés.  
 40-30-10-10; 14-Juillet Hauteville, 6° (46-  
 33-73-38); George V, 8°; Gaumont Gai-  
 sent Faveutte, 13° (rés. 40-30-10-10).  
 Saint-Pamouze, 14° (43-20-32-20). rés.

**MORIK**, dim. 14 h 30, 17 h 30, 20 h 30; **Nagling Bull**, lun. 14 h, 16 h, 19 h, 20 h;  
21 h 30; la Dernière Tentation du Christ  
mar. 14 h, 17 h 30, 20 h 30.  
**NED-POLAR** (v.o.), 14-Juillet Farnasse, 6  
(43-28-58-00). Un monde parfait, sam.  
13 h 45, 16 h 25, 21 h 45; Les Destinées  
dim. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h; La Maison  
des étages, lun. 14 h, 16 h, 20 h, 22 h;  
Tweeds of Gravity, mar. 14 h, 16 h, 20 h,  
22 h.

**NUIT DES VAMPIRES** (v.o.), Racine  
Océan, 6f (43-26-19-68), les Prédateurs,  
sam. 01 h; le Bal des vampires, sam.  
1 h 40; Vampire, vous avez dit vampire  
? 7 sam. 3 h 30.

**PALMARÈS DU FESTIVAL DU FILM SUR  
L'ART DE MONTRÉAL** (v.o.), Auditorium  
du Louvre, 17r (40-20-52-59). Robert  
Morris: the Making of the Red Room  
14 h; The Making of the White Feminist Art  
16 h; The Making of the Yellow Feminist  
Art 18 h; Jim Dine: a Self-Portrait on the Walls, sam. 20 h; Joris  
Utzon, Clouds, dim. 16 h; Soulages: Pe-  
ris-Pékin, dim. 18 h.

**LA PARADE DES STARS** (v.o.), Grand Acti-  
on, 15 (43-29-44-04). Mogambo, sam.  
14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30; Les Femmes  
de l'Alcazar, lun. 14 h, 16 h, 17 h 20, 19 h,  
20 h 40, 22 h 20; la Dame de Shanghai  
mar. 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h, 20 h  
22 h 20; la Femme modeste, mar. 14 h  
16 h, 19 h, 21 h, 21 h 30.

**LA PARADE DES STARS** (v.o.), Mac-Mac-  
Mahon, 17R (40-20-52-59). Les Femmes  
de l'Alcazar, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h;  
Parade de printemps, dim. 14 h, 16 h,  
18 h, 20 h, 22 h; le Magicien d'Oz, lun.  
14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

**PROGRAMME DE COURTS-MÉTAGES**  
DE GABRI BARDINE (v.o.), Le Républi-  
cain, 717 (48-05-25-00). Le Loup gris et  
le Petit Chaperon rouge, mar. 13 h 45.

**L'Entrepôt**, 144 (45-43-41-63), le Loup  
gris et le Petit Chaperon rouge, lun.  
14 h.

**RÉTROSPECTIVE MATTI PELTONPAA**  
(v.o.), Institut finlandais, 5f (40-51-89-  
00). Arctur, inst. 19 h.

**LES PROSPERES** (v.o.) L'Entrepôt, 144  
(45-43-41-63). Souvenir de printemps  
dans le Liao Ning, sam. 20 h.

**SPKKE LEE** (v.o.), Images d'ailleurs, 5f (45-  
87-11-09). Clockers, sam. 19 h 50, lun.

15 h : Jungo Fever, sam. 20 h, l'humide  
17 h 20 : Mo'Berber Blues, sam. 22 h, l'ouf  
dim. 19 h 45 : Do the Right Thing, sam.  
17 h dim. 19 h 30 : Crooklyn, dim.  
17 h 40 : Nicki Darling n'en fait qu'à sa  
tête, sam. 18 h, ven. 21 h 40  
18 h 40 : THE FINEST (FESTIVAL), Grand Ac-  
tion, 5 (43-29-44-40), Vive le 14 Juillet, dim.  
12 h  
WERNER FASSBENDER (v.o.), Accorstone, 5  
(46-33-86-86), le Droit du plus fort, mar.  
19 h 20 : l'Année des treizes lunes, ven.  
19 h 20 : Les Larmes amères de Petrus  
van Kant, dim. 13 h 40  
WM WENDERS (v.o.), Accorstone, 5 (46-  
33-86-86), Nick's Movie, dim. 12 h : Paris,  
Texas, mar. 21 h 30 : Jusqu'au bout du  
monde, sam. 21 h 50 : les Alles du désir,  
dim. 22 h 10.

**LA CINÉMATHEQUE**  
**PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)**  
**DIMANCHE..**  
Alain Delon : *Le Passage* (1996), de René Manzor, 16 h 30 ; *Nouvelle Vague* (1990), de Jean-Luc Godard, 19 h ; *le Re-*

tour de Casanova (1992), d'Edouard  
Niernang, 21 h.  
**SALLE REPUBLIQUE (47-04-24-24)**  
**DIMANCHE**  
Essais cinématographiques : Ludwig, re-  
quiem pour un roi vierge (1972, v.o.  
s.t.f.), de Hans Jürgen Syberberg, 17 h ;  
Ludwig (1972, v.o. s.t.f.), de Luchino Vi-  
conti, 19 h 30.

---

**CENTRE GEORGES-POMPIDOU**  
**SALLE GARANCE (42-78-37-29)**  
**DIMANCHE**  
La Cinéma turc : 40 m° d'Allemagne  
(1986, v.o. s.t.f.), de Tevfik Basar, 18  
h 30 ; Aysel, la fille du marescaux  
(1986, v.o. s.t.f.), de Mühsin Ertaş, 17  
h 30 ; Yal (1961, v.o. s.t.f.), de Yılmaz  
Günzer, 20 h 30.

**Le Cinéma turc : la Femme gramophone** (1987, v.o. s.t.f.), de Yusuf Kurcanli, 14 h 30 ; **Malgré tout** (1988, v.o. s.t.f.), de Orhan Ogus, 17 h 30 ; **Cheval, mon cheval** (1982, v.o. s.t.f.), d'Ali Ozgenturk.

**VIDÉOTHÈQUE DE PARIS**  
2, Grande Galerie, Porte-Saint-Eustache,  
Forum des Halles (40-26-34-30)  
**DIMANCHE**

«*Le Rap du Sida* (1994), de M. Michel Meyer; *Just Another Girl* (1993, v.o. s.t.f.), de Leslie Harris, 14 h 30; *Les Sables blancs* (1993), de Mohamed Larbèche; *Hexagone* (1993), de Malik Chibane, 16 h 30; *Les Amies de cœur* (1992, v.o. s.t.f.), de Michele Blacide

**MARDI**  
Avoir 20 ans : la Seringue (1994), de Phi-

peppe Serenger; Igor I (1990), de François Gallotte, 14 h 30; Etre jeune à Bamako (1992), de CheickOumar Sissoko; A propos des garçons, des filles et du voile (1995, v.o. s.t.f.), de Yousry Nasrallah, 16 h 30; About Love, Tokyo (1992), de Mitsuo Yanagimachi 18 h; Les

**GALERIE NATIONALE  
DU JEU DE PAUME**  
(47-03-12-50)

**MARDI**  
L'Assassin musicien (1974), de Benoît Jacquot, 16 h.

**TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE**

**3615 LEMONDE**  
ou tél : 36-68-03-78 (2,23 F/mn)

100

[illegible]



## LE MONDE / DIMANCHE 28 - LUNDI 29 AVRIL 1996 / 23

LE MONDE / DIMANCHE 28 - LUNDI 29 AVRIL 1996 / 23

**Radio**

**France-Culture**

**20.30** Photo-portrait. Bernard Bouteiller présente : *Le photographe dramaturge*, Volonté, de Victor Hahn.

**22.30** Musique

*L'Air du temps.*  
La Musique au secours de la Poésie.

**0.05** Fleuret : Tand que la nuit... L'Amour (n° 835 Chronique du bout des lèvres) de Paul Robes.  
*Francoeur (Rédif.)*. James Esner : 2,34 Les Intempéries (n° 733).  
*Les Éclats de l'éclaircie* (Rédif.). La famille à travers les âges (n° 3), Sive, Robert Rogers, les paradoxes de l'amour (n° 209).  
*Le Temps d'un jour* (Rédif.). L'Heure de la sensation (n° 5,59). Pourquoi moins de violence ? (C).

**France-Musique**

**20.00** Opéra.

Solo International des opéras de l'U.E.R., Moscou au Théâtre Bolchoï, à Donetsk, par le Chœur et l'Orchestre du Théâtre Bolchoï, dir. Stanislav Lykov : *Placide de Tzar*, de Rimski-Korsakov, Marina Machevskoucha (Marina), Mikhaïl Jeppoune (Placide), Vladimir Verestennikov (Chérém), Nina Toporova (Nina), Vladimir Koudryachov (Bomelliste).

**23.05** Le Bel Ajoutjoudr.

Cette œuvre est une suite de deux.

**1.00** Les Nuits de France-Musique.

**Radio-Classique**

**20.40** Stendhal et la musique.

Contra pour violon et orchestre, de Pergolèse, par l'orchestre, de Köln, Radio violon ; Niccarno Hob, II : 28 « Pour le Roi de Naples », de Haydn, par le Concerto instrumental, de l'Union Chapel, estrade, de l'Union Chapel, par les Solistes et The English Chamber Orchestra, dir. Daniel Barenboim ; Concerto pour piano et orchestre n° 23, de Étia, de Mozart, par The English Chamber Orchestra, dir. Daniel Barenboim ; Murray Perahia, piano ; Le Concerto de Séville, de Richard Strauss, de premier acte, de Rossini, par le Chœur et l'Orchestre de la Cour de Milan, dir. Claudio Abbado ; Chilly, Ray Charles, soprano, Marilyn Horne, soprano, Luciano Pavarotti, ténor, Barbra Streisand, soprano, Simone Alaimo et Léo Nuot, baryton, par l'ensemble de la Grande Salle, Paris.

**22.40** Di Capro, Glenn Gould, piano et guitare électrique, par l'ensemble de Paris pour clavier n° 3 BWV 629, de Bach ; Claves de Barock, de J.S. Bach, pour clavier n° 3 BWV 629, de Bach ; Claves de Barock,

**Les films sur  
les chaînes européennes  
TSB**

des grands créateurs.  
**20.15 Entracte.**  
**20.30 Ballet : A Folk Tale.**  
*En trois actes de Fanny Sussangkarn*

**22.20 Couilluses.**  
**23.25 Les Grands Courants**  
 de l'Italie italienne.  
*Venise : le Tizien et la peinture vénétienne (60 min).*

**Ciné Cinéfil**  
**20.20 Le Club,**  
*Invité : Christophe Gans.*

**21.40 Côte cour,**  
*côté jardin. (2x).*

**23.00 The Romance**  
 of Rocky Ridge 龍鳳  
*Film de Roy Choward*  
 (1947, N., u.s., 105 min)

**Ciné Cinémas**  
**20.30 La Prophète du mal.**  
*Tifinid Andou de Jean-Louis Taylor (1993, 90 min) 5661381*

**22.00 Ciné Chécourts.**  
**23.05 Isabelle Eberhardt**  
*Film d'Art Pringle (1991, u.s., 110 min) 11462978*

**Série Club**  
**20.00 La Planète des singes.**  
**20.45 Jim Bergerac.**  
**22.15 Les Thés brûlées.**  
**23.00 L'Age de cristal.**  
**23.30 Cogne et pagnie.**  
**0.40 Josephine (50 min).**

**Canal Jimmy**  
**21.00 Earth Two.**

**Eurosport**  
**20.00 Basket-ball.**  
*En direct de Marseille. Coupe de France : 2<sup>e</sup> demi-finale (90 min). 714843*

**21.30 Basket-ball.**  
**23.00 Tennis (130 min).**

20.55 L'Homme de la rivière d'argent. Film de George Miller (1982, 95 min). Avec Kirk Douglas, Tom Burlinson. Western.

**Le Wiener Concert d'Admetos / La Mente sacre, des Saisons de la Clémence, par les Solistes et The English Chamber Orchestra**, dir. Daniel Barenboim ; Concerto pour piano et orchestre n° 23 K. 488, de Mozart, par The English Chamber Orchestra, dir. Murray Perahia, avec Le Ballet de Séville, le finale du premier acte, de Rossini, par le Chœur et l'Orchestre de la Scala di Milan, dir. Riccardo Chailly, Raquel Pineda, soprano, Marilyn Horne, mezzo-soprano, Paolo Marazziti, ténor, Simone Alaimo, Leo Nucci, barytons, Emma Durr et Carlo Facci, basses.

**22.40 Da Capo.** Glenn Gould, piano et Vladimir Golitschman, chef d'orchestre. Paréce pour clavier n° 3 BWV 629, de Bach ; Deuxes de Bartók,

**Radio**

**France-Culture**

**20.30 Atelier de création radiophonique.**  
Les Aventures géographiques de Klaus Maerens.

**22.25 Poésie sur parole.**  
Jocelyn du Bellay (A).

**22.35 L'Esprit : Le Concert Transatlantique.**  
Enregistré le 16 avril au studio de la radio de New York par France Culture, Joachim Kühn, piano solo.

**0.05 Clair et nuit.** Tentatives d'enregistrement d'un poème musical ; Ruben & duub dub ; Rémanences ; Jacques Brel ; Les mots dans le vent ; Le Durs de l'ouï ; Dolorem-Summarium species chez Neupert ; Les Mots de la France ; France Culture ; (indif.) Mark Twain ; 23,94, les imprémies (A) ; 27,23 ; Les pécares nuyotiques (A) ; 2,38 ; Famille à travers les âges (D) ; 3,58 ; Le Bon plaisir de Michel Pollak ; 6,25 ; Appareil Traction Totem (E) ; Les quatuors, ceux sur la peinture hollandaise du XVII<sup>e</sup> siècle).

**France-Musique**

**20.05 Voix souvenirs.**  
Quatre Chansons de Don Quichotte, de Bérty, dit : Jacques Brel, Pierre Chaplaine, basse (enregistrement 1953) ; Don Quichotte, de Duchêne, de Ravel, dit : Piero Coppola, Martial Singher, guitare (enregistrement 1954) ; Don Quichotte : chant (apparaitre les édités entre autres) ; La Mort de Don Quichotte, de Maurice Strakosky, de Massenet, dit : Piero Coppola.

**21.05 Capital Prague.**  
Pierrot Corneille.

**22.30 Transversales.**  
1. Variations transmises. Les Variations de "Les Magiciens de la Terre." Syme ; 2. Les Chansons de Heine-Hadara... A la jazz, problème : Un peu de jazz sur cordes. Avec Jean Guez, Eddie Sauer, John Lewis, Gunther Schuller...

**1.00 Les Nuits de France-Musique.**

**Radio-Classique**

**20.00 Soirée lyrique.**  
Le Couronnement de Poppée, de Monteverdi, de l'English Baroque Society, dir. Caradine McAlair (Pollock), de l'Orchestra of the House of Opatzki, la Fortuna, Chance Opera (Opatzki), de l'Opera House, d'Aragona (Sénégale),

**Les film sur  
les chaînes européennes  
RTL 9**

<p>de femmes ■ ■ ■ ■ ■ Film de Joseph M. Newman (1961, N., v.a., 100 min) 7801082</p> <p>22.16 Charlie Chan à Broadway Film d'Eugene Forde (1937, N., v.a., 76 min) 43704374</p> <p>23.20 Galla ■ ■ ■ Film de Georges Lacombe (1965, N., 105 min) 35898480</p>	<p><b>Série Club</b></p> <p>20.45 Joséphine 22.15 Les Têtes brûlées. Sérialisme. 23.00 L'Age de cristal. Règles marées. 23.50 Cogne et gagne (50 min).</p>	<p><b>13.30 Formule 1.</b> En direct du Nürburgring (Allemagne). Grand Prix d'Europe : la course (105 min) 6953022</p> <p><b>16.00 Hockey sur glace.</b> En direct de Vienne (Autriche). Championnats du monde : poule A : Russie-Autriche (115 min) 7692545</p> <p><b>18.30 Hockey sur glace.</b> 19.00 Formule 1. 20.00 Formule Indy. En direct. Grand Prix de Nassareth (Pays-Bas). 120 min. 801790</p> <p><b>21.00 Formule 1.</b> 22.10 La Sémaine sur Jumeau. 23.00 New York Police Blues. Épisode n° 45.</p>
<p><b>Ciné Cinémas</b></p> <p>23.55 Une affaire de femmes ■ ■ ■ ■ ■ Film de Claude Chabrol (1988, N., 105 min) 7587885</p> <p>22.20 Le Cercle infernal ■ ■ Film de Richard Loncraine (1979, N., 95 min) 83231084</p> <p>23.55 Song chaudi</p>	<p><b>Canal Jimmy</b></p> <p>20.00 Seinfeld. 22.55 Dream On. Finales. 23.55 Top bab. 24.00 Absolutely Fabulous. 22.10 La Sémaine sur Jumeau. 23.00 New York Police Blues. Épisode n° 45.</p> <p>23.10 Le Meilleur du pire.</p>	

**TM**  
**20.30 Les maraudeurs s'arrogent.** Film de Samuel Fuller (1962, 95 min). Avec Jeff Chandler. Aventure.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

Signification des symboles :

- Signifié dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
- On peut voir.
- ■ ■ Ne pas manquer.
- ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
- ◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.



**par Alain Rollat**

... et se soude à l'écran, appa-  
rent, en surimpression, à l'insu de  
Bernard Pivot et de ses invités,  
deux informations d'un genre  
morphologique peu familier aux  
habitués des programmes de fin  
de soirée. Quelqu'un, de l'autre  
côté des caméras, faisait savoir  
à *turbi et orbi* que, à la dernière  
séance de la Bourse de Paris, l'in-  
dice CAC 40 avait gagné 1,04 %  
tandis que, à Wall Street, l'indice  
Dow Jones avait progressé de  
13,01 points...

Des malheurs de Job à ceux de l'abbé Pierre, fourvoyé via le polymorphe Garaudy, il n'y avait qu'un pas. D'où notre conviction : il serait urgent de soumettre à exorcisme les caméras du service public.

## Un nouveau cas de Creutzfeldt-Jakob

Un nouveau cas de maladie de Creutzfeldt-Jakob (MCJ) qui pourrait être lié à la vache folle (ESB) a été identifié à grande-Bretagne par des médecins du Guy's Hospital de Londres. Il concerne un homme de vingt-neuf ans, Barry Baker. Les cas de deux autres patients, également originaires de la région d'Ashford (Kent) où avait été diagnostiqué le premier cas d'ESB en 1985, sont en cours d'examen dans le même hôpital. D'autre part, la BBC affirme que la maladie de Creutzfeldt-Jakob a été identifiée sur une Écossaise de quinze ans. Jusqu'alors, douze victimes d'une forme atypique de Creutzfeldt-Jakob, dont neuf sont décédées, avaient été répertoriées. - (AFP)

En attendant, la prochaine échéance est fixée au lundi 29 avril. Les pouvoirs publics et les Lobbies présenteront son plan d'abatage des bovins (*Le Monde* du 27 avril). En retenant les hypothèses britanniques, les experts français parviennent à la conclusion qu'il faudra abattre rapidement entre 400 000 et 500 000 bovins. Ces chiffres s'ajoutent aux 15 000 abatages et destructions hebdomadaires de vaches dites « de réforme » d'ores et déjà acceptés par Londres, il y a un mois. « La toute dernière proposition d'un abatage supplémentaire de 40 000 têtes de bétail n'a, en pratique, aucun sens », nous a confié un expert français.

D'autre part, des mesures de soutien communautaire au marché de la viande bovine ont été décidées lors de la réunion du comité de gestion à Bruxelles, vendredi. Les achats d'intervention financés par le budget européen porteront au mois de mai sur 50 000 tonnes, comme en avril, et, par dérogation, la limite supérieure de poids autorisée est fixée à 420 kilogrammes de carcasses. Les restitutions à l'exportation, c'est-à-dire les subventions permettant d'écouler des produits des Quinze sur le marché mondial - dont le cours est inférieur au cours européen - sont relevées de 12 %. Enfin, des dispositions spéciales favorisant le stockage privé des veaux de boucherie, valables au moins deux mois, ont été arrêtées.

Jean-Yves Nau

Die Zeit est bénéficiaire. Sa diffusion au premier trimestre de cette année s'établit à 471 624 exemplaires et son chiffre d'affaires 1995 était de 140 millions de deutschemarks (472 millions de francs). L'hédomadaire de Hambourg, dont l'un des trois directeurs est l'ancien chancelier social-démocrate Helmut Schmidt, a toujours le format d'un grand quotidien et compte jusqu'à 70 pages, imprimées sur papier journal. Depuis 1970, il publie un magazine en couleurs, *Zeit-Magazin*. Ce dernier souffre de la concurrence accrue, notamment sur le plan publicitaire, des suppléments hebdomadaires de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* ou de la *Süddeutsche Zeitung*, ainsi que de celle du *WochenPost*, qui chasse sur les mêmes terres de lectorat que *Die Zeit*.

## INDÉPENDANCE ÉDITIONALES

La présidente de la société *Die Zeit*, Hilde von Lunge, a affirmé que le fondateur de l'entreprise, Gerd Bucerius, décédé l'an dernier, avait voulu lui-même intégrer son journal à un groupe de presse puissant pour en assurer la survie dans un marché des médias en plein bouleversement. L'un des actionnaires de l'éditeur Georg-von-Holtzbrinck-Verlag, Monika Schoeller, a indiqué par sa part que le groupe « était en discussions depuis des années » avec la direction de *Die Zeit*.

Le groupe Holtzbrink, basé à Stuttgart, publie le principal quotidien économique allemand, *Das Handelsblatt*, ainsi que plusieurs journaux régionaux comme *Der Tagesspiegel* (Berlin), *Die Saarbrücker Zeitung* (Sarre), *Der Südkurier* (Constance), etc. Il possède aussi des maisons d'édition de premier plan, comme Kowolth et Fischer, et Macmillan en Grande-Bretagne, qui publie notamment la revue *Nature*. Le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 2,7 milliards de deutschemarks (9 milliards de francs). Sa direction a affirmé qu'elle préserverait l'indépendance éditoriale de *Die Zeit*.

**Sylvie Kauffmann**

**WASHINGTON**

La « Kennedymania » a atteint son paroxysme, vendredi 26 avril à New York, dernier jour de la vente aux enchères des biens de Jackie Kennedy, la First Lady la plus mythique de l'Amérique (*Le Monde* du 26 avril). A l'issue de quatre jours de folie, Sotheby's a annoncé que la vente des 1.298 lots et objets ayant appartenu à Jackie Kennedy Onassis avait totalisé 34,5 millions de dollars (175 millions de francs environ).

Le dernier article vendu a été la BMW 325i vert foncé de 1992, avec téléphone et éraflures, que conduisait Jackie à New York : elle est allée à un acheteur anonyme pour la modique somme de 750 dollars, un prix relativement décevant comparé aux 211 500 dollars qu'avait atteint la veille le collier de trois rangs de fausses perles qui, grâce à une émouvante photo habilement utilisée par Sotheby's dans la présentation de la vente - celle de John-John bébé jouant avec les perles de sa mère niant aux éclats, était devenu le symbole du charisme de Jackie Kennedy, ou aux 772 000 dollars versés par l'acteur Arnold Schwarzenegger pour les clubs de golf du président, enfermés dans un sac de cuir marqué de l'inscription : « JFK, Washington DC ». Ceux-là resteront dans la famille, puisque Arnold Schwarzenegger, qui a aussi acheté un portrait de John Kennedy de Norman Rockwell (34 500 dollars) et un ensemble de bureau en cuir (189 500 dollars), est marié à une nièce de John Kennedy, Maria Shriver.

Les prix ont atteint de tels niveaux que la Maison Blanche, qui a participé aux enchères, a dû se contenter d'une gravure de 1860 (14 000 dollars) : c'est une fondation européenne non identifiée qui a emporté pour 1,43 million de dollars le bureau qu'elle convoitait, celui sur lequel avait été signé le traité d'interdiction des essais nucléaires en 1962. Sotheby's a également révélé que l'énorme diamant offert par Onassis à Jackie Kennedy, vendu 2,5 millions de dollars, avait été acheté par le PDG du groupe alimentaire Heinz, l'ancien joueur de rugby irlandais Anthony O'Reilly, pour son épouse grecque.

**Nouvelles dates : du 5 au 11 juin 1996**

**P**our mieux comprendre les aspects politiques, économiques et culturels de cette région,



### Itinéraire proposé :

- Jour 1 : France-Liban**  
visite de Beyrouth.
- Jour 2 : Liban-Syrie**  
visite de Baalbek.
- Jour 3 : Syrie-Jordanie**  
visite de Damas.
- Jour 4 : Jordanie**  
visite de Madaba, du  
mont Nébo et de Kérak.
- Jour 5 : Jordanie-Israël**  
visite de Pétra.
- Jour 6 : Israël**  
visite de Jérusalem.
- Jour 7 : Visite en Palestine.**  
Israël-France

Prix au base: 15 000 F TTC  
30% de bonus.

**Le voyage initial ayant été reporté en raison de l'actualité, la liste des inscriptions est rouverte**

**Pour tout renseignement, téléphonez  
à Katia Goujon  
au (16-1) 46-05-44-33**

A chaque escale, une visite originale, des rencontres avec des personnalités politiques, économiques et culturelles des pays visités ont été préparées par Jean-Marie Colombani et les meilleurs spécialistes et correspondants du journal.

Avec l'agence **iti** - licence n° 092-95-00-28

**EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX**